DOCUMENT TYPE DE PASSATION DE MARCHES

**Demande de Propositions**

**\_\_**

**Sélection de Consultants**

**Agence Française de Développement**



**AOUT 2025**

**Préambule**

Le présent Document Type de Demande de Propositions (DTDP) a été préparé par l’Agence Française de Développement (l'"**AFD**") et est fondé sur le Document-cadre pour la sélection de consultants préparé par les Banques multilatérales de développement. Il reflète les "meilleures pratiques internationales". Ce document type doit être utilisé par les Maitres d’Ouvrage, chaque fois que cela est possible, dans le cadre de projets financés partiellement ou en totalité par l’AFD, en ayant pris soin de s’assurer auprès de tous conseils locaux de son adaptation au cas envisagé au regard notamment du Droit applicable, ainsi que de l’exhaustivité du document. La responsabilité de l’AFD ne pourra être recherchée pour l’usage qui en sera fait par les Maitres d’Ouvrage, partiellement ou en totalité.

*Le texte en italique et surligné en jaune* constitue des "Notes au Maitre d’Ouvrage". Il sert de conseil à l’entité qui prépare une Demande de Propositions ("**DDP**") spécifique. Les "Notes au Maitre d’Ouvrage" doivent être supprimées dans la DDP finale adressée aux Consultants figurant sur la liste restreinte. De la même manière, la présente section "Notes à l'utilisateur" ne doit pas faire partie de la DDP finale adressée aux Consultants figurant sur la liste restreinte.

La Section I ‑ Instructions aux Consultants, et le chapitre II ‑ Conditions Générales du Contrat de la Section VIII ‑ Conditions du Contrat et Formulaires, ne doivent pas être modifiés. Toutes les modifications nécessaires devront être précisées respectivement dans la Section II ‑ Données particulières, et le chapitre III ‑ Conditions Particulières du Contrat de la Section VIII ‑ Conditions du Contrat et Formulaires.

Ce DTDP peut être utilisé pour des Contrats forfaitaires comme pour des Contrats au temps passé. Le Maitre d’Ouvrage devra préciser dans le DTDP le type de contrat qui convient. Pour des prestations nécessitant uniquement un ou une consultant-e individuel-le, il est recommandé d’utiliser le dossier type spécifique "Demande de Propositions – Consultants Individuels" publié par l’AFD. Pour des prestations intellectuelles de montant intermédiaire (typiquement inférieur à 200 000 euros), il est recommandé d’utiliser le dossier type spécifique « Demande de Propositions – Petites Prestations Intellectuelles ».

Le présent DTDP peut être utilisé pour différentes méthodes de sélection dont celle fondée sur la qualité et le coût ("**SFQC**"), sur la qualité seulement ("**SQS**"), dans le cadre d’un budget déterminé ("**SBD**"), et au moindre coût ("**SMC**").

**E-learning** : L’AFD met à la disposition du public des modules e-learning, disponibles sur [https://mooc-campus.afd.fr](https://mooc-campus.afd.fr/enrol/synopsis/index.php?id=68) visant à expliciter les Directives pour la passation des marchés financés par l’AFD dans les Etats étrangers (disponibles sur [www.afd.fr](http://www.afd.fr)) et faciliter l’utilisation des documents type d’appels d’offres disponibles sur [www.afd.fr](http://www.afd.fr). Les Maîtres d’Ouvrage, assistants techniques et consultants sont invités à s’y référer.

L’AFD accueille avec intérêt les réactions que le présent DTDP pourra susciter. Les questions et commentaires relatifs à ce document peuvent être adressés à :

Courriel : \_Passation\_Marche@afd.fr

<http://www.afd.fr>

|  |
| --- |
| **Révisions 2025 :**Ces révisions d’août 2025 remplacent la version précédente, en y introduisant des modifications visant à prendre en compte de nouvelles pratiques ; harmoniser le document avec la version 2024 des Directives pour la passation des marchés financés par l’AFD, améliorer la cohérence terminologique du document, et traiter des coquilles.* Révision d’août 2025 :

Un modèle de lettre de notification du résultat de la sélection a été inclus.En cas de co-financement ou financement délégué, il est précisé d’indiquer le nom et le logo du ou des co-financier(s)/délégant, et de vérifier l’existence d’obligations de publication particulières requises par le ou les co-financiers/délégant, en plus de celles de l’AFD, et de les mettre en oeuvre;Des clarifications ont été introduites dans la Section I. Instructions aux Consultants et certaines données particulières correspondantes, notamment en ce qui concerne l’évaluation des tranches conditionnelles et optionnelles (IC 2.1), les changements dans la structure ou la composition du Consultant (IC 11.1 et IC 14.1.1), la disponibilité attendue du Personnel-Clé (IC 12.3), le traitement des taxes locales applicables au Contrat (IC 14.1.4, 16.3, 25.1 et 27.2) les possibilités de modification du prix dans le cadre des négociations techniques (IC 29.5.2) et l’information (dont délais à respecter) des Consultants relatives au résultat de la sélection (IC 32 et 33).Ont été introduits la notion de  « tranche optionnelle » (en plus de « tranche conditionnelle ») (Article IC 2.1 des Données particulières), le traitement des sommes provisionnelles (IC 25.2), le traitement et des exemples de moyens de remédier à certains avantages compétitifs inéquitables (Article IC 4.1 des Données particulières, et Conditions Générales de Contrat), la distinction entre la participation d’un même Sous-traitant et d’un même Personnel-clé à plus d’une Propositions (Article IC 11.1 des Données particulières), une augmentation de la fourchette recommandée de durée de validité des Propositions (Article IC 12.1 des Données particulières), et un nouvel Article IC 15.3 permettant de préciser le format exigé des CV du Personnel. De plus la DDP prévoit d’indiquer si le Client bénéficie d’un AMO.L'allocation des points pour l'évaluation des Propositions techniques a été détaillée et clarifiée, notamment pour les critères d'évaluation N°1 et N°2 ainsi que les exigences d’entretien éventuel avec le ou la chef de mission (Article IC 21.1 des Données particulières).Les formulaires TECH-2, TECH-4, TECH-5, FIN-1, FIN-2 et FIN-4 ont été précisés et clarifiés, notamment sur la présentation des CV et l’engagement attendu des experts, les aspects techniques ESSS, le paiement des prix sûreté de manière forfaitaire, les modalités de paiement des Autres dépenses, et la prise en compte de la fiscalité locale. Un formulaire TECH-4.2 (Calendrier de contribution du Personnel) et un formulaire FIN-5 (Prix Sûreté) ont été ajoutés.Des bonnes pratiques de rédaction des Termes de référence ont été ajoutées. De plus dans les Termes de référence Sureté (Section VII), ont été incluses des exigences relatives aux règles de conduite du personnel de sûreté, et un mécanisme d’examen des plaintes concernant la conduite du personnel de sécurité.Des clarifications ont été apportées aux Conditions Générales du Contrat (CGC) notamment concernant les paiements à la suite d’une résiliation en différanciant selon le mode de paiement du Contrat (Article 19.5), et le retrait de Personnel ou de Sous-traitant (Article 32). La modification de la durée de contribution d’un Personnel a été facilitée (Article 29.2), et les raisons pouvant motiver une demande de remplacement de Personnel explicitées (Article 32). La possibilité d’organiser une médiation a été intégrée dans la Section H traitant du règlement des différents, et une Section I a été ajoutée traitant des obligations du Consultant en matière ESSS. Le traitement du risque de cybersécurité a également été pris en compte (Article 20.1).Les Conditions Particulières (CPC) ont été complétées notamment concernant les assurances nécessaires à la charge du consultant (Article 24.1), le traitement des sommes provisionnelles (Article 41.3), et l’établissement des formules de révision des prix (Article 42.3).Enfin, des formulations ont été revues pour parler de « volume » et non plus de « temps » de contribution ; d’ « expert-jour » et non plus d’ « expert-mois » ; de Personnel et non d’experts individuels ou de CV ; et pour réduire les biais de genre et les anglicismes.* Rappel - Révision de Février 2024 :

Introduction de deux options pour adapter le contenu : * de la Déclaration d’Intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale (en Section III et en Section VIII)
* de la Section V – Critères d'éligibilité
* de la Section VI – Règles de l'AFD en matière de pratiques prohibées – responsabilité environnementale et sociale

La mise en place de ces options A ou B fait suite à la publication en février 2024 d’une nouvelle version des Directives pour la Passation des marchés financés par l’AFD dans les Etats Etrangers, qui modifie les attentes sur le contenu de ces trois parties. Ainsi : * Pour tous les marchés financés par l’AFD via une Convention de Financement qui fait référence aux Directives 2019 ou antérieures, l’option A sera à retenir dans ces quatre sections (maintien des dispositions de la version d’octobre 2019) ;
* Pour tous les marchés financés par l’AFD via une Convention de Financement qui fait référence aux Directives 2024 ou plus récentes, l’option B sera à retenir dans ces quatre sections (nouvelles dispositions).
 |

**Note sur l'Insertion d'Exigences de Sûreté**

Dans des contextes de risque sécuritaire, l'AFD et le Client doivent s'assurer que les Consultants évaluent correctement ce risque et prennent des mesures adaptées.

Conformément à l'*Article 1.5.2 – Sûreté* des Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers, si le ou les lieux d'exécution des Services se situent dans une zone classée orange ou rouge par le ministère français de l’Europe et des affaires étrangères[[1]](#footnote-2), le Client devra inclure dans les Demandes de Propositions (DDP) des exigences relatives à la sûreté, incluant l’hypothèse d’une dégradation de la sûreté lors de l’exécution du Contrat.

Pour ce faire, l'AFD a inséré dans sa DDP des exigences spécifiques, qui visent (i) à protéger des vies humaines, (ii) à préserver sa réputation et celle du Client, et (iii) à encourager les entreprises vertueuses à soumettre des Propositions responsables.

A cette fin, la présente DDP contient les exigences supplémentaires suivantes :

* Une méthodologie sûreté à fournir par le Consultant (en conformité avec l'Article IC 10.1 des Données Particulières) ;
* Un prix à indiquer dans le formulaire de la Proposition financière correspondant au prix sûreté payé dans le cadre du Contrat (Formulaire FIN‑2, Section IV) ;
* Des termes de référence sûreté (Section VII) ;
* Un nouvel article relatif à la suspension ou la résiliation au titre de la sûreté du Personnel du Consultant (Article 18.2 des Conditions Particulières du Contrat (CPC)).

Le Client devra ajuster les termes de référence sûreté en fonction de la nature du risque sécuritaire et en complétant les informations requises, en particulier sur les mesures de sûreté qu'il prend à sa charge, et en sélectionnant les options pertinentes dans le texte.

L'évaluation de la méthodologie sûreté consistera à déterminer si chaque condition de recevabilité spécifiée dans les termes de référence sûreté est remplie. Dans le cas contraire, la Proposition sera rejetée.

Pendant l'exécution du Contrat, un article spécifique des conditions particulières a été ajouté, afin de traiter une éventuelle détérioration des conditions sécuritaires qui conduirait à la démobilisation de l'entreprise.

***[Une Lettre de notification, sur la base de ce modèle et sur papier à en-tête du Maitre d’Ouvrage, doit être envoyée au représentant autorisé de chaque Consultant dont la Proposition financière a été ouverte].***

**Lettre de notification du résultat de la sélection**

*[Iinsérer : DDP No. \_\_\_\_\_et dénomination de la prestation\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_]*

*[Insérer : Lieu]*

*[Insérer : Nom et adresse du Consultant. Dans le cas d’un Groupement, le nom complet du Groupement et les noms de tous les membres, tels que figurant dans la lettre d’intention de former un Groupement ou l’accord de Groupement, doivent être indiqués]*

*[Insérer : Date**à laquelle cette notification est transmise à tous les Consultants.* ***La notification doit être envoyée à tous les Consultants simultanément (même date et autant que possible même heure).]***

Madame, Monsieur,

1. Dans le cadre de la Demande de Propositions ci-dessus référencée, nous avons sollicité des Propositions en vue de la fourniture des services de consultants ci-après *: [insérer la désignation de la mission de prestation de services]*, ci-après désignés par "**les Services**".
2. La présente notification du résultat de la sélection (la Notification) vous informe de notre décision d’attribuer le Contrat relatif aux Services au Consultant Retenu suivant :

*[Insérer : Nom et adresse du Consultant Retenu. Dans le cas d’un Groupement, le nom complet du Groupement Retenu et les noms de tous les membres tels que figurant dans l’accord du Groupement Retenu doivent être indiqués]*

1. Les informations relatives à l’évaluation de votre Proposition ainsi qu’à celle de la Proposition du Consultant Retenu figurent ci-après : *[ne pas insérer dans le tableau qui suit les informations relatives aux autres consultants non retenus de la liste restreinte. Lorsque la méthode de sélection l’exige, indiquez le prix proposé tel que lu et tel qu’évalué, ou adapter le tableau en cas de méthode de sélection différente. Inclure uniquement les notes techniques globales.]*

| **Nom du Consultant** | **Note technique globale** | **Prix de la Proposition financière (le cas échéant)** | **Prix évalué de la Proposition financière (le cas échéant)** | **Note combinée et classement (le cas échéant)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| *[Insérer : Nom et adresse du* ***Consultant******destinataire de la présente Notification****.**Dans le cas d’un Groupement, le nom complet du Groupement et les noms de tous les membres, tels que figurant dans la lettre d’intention de former un Groupement ou l’accord de Groupement, doivent être indiqués]*  | **Note technique totale: *[insérer la note]*** | *[Prix de la proposition]* | *[prix évalué]* | **Note combinée :***[insérer la note combinée]***Classement :***[insérer le classement]* |
| *[Insérer : Nom et adresse du* ***Consultant******Retenu****.**Dans le cas d’un Groupement, le nom complet du Groupement et les noms de tous les membres, tels que figurant dans la lettre d’intention de former un Groupement ou l’accord de Groupement, doivent être indiqués]*  | **Note technique totale: *[insérer la note]*** | *[Prix de la proposition]* | *[prix évalué]* | **Note combinée :***[insérer la note combinée]***Classement :**1 |

|  |
| --- |
| 1. Si vous souhaitez mieux comprendre le(s) motif(s) principal(aux) pour le(s)quel(s) votre Proposition n’a pas été retenue, vous pouvez demander des informations complémentaires en relation avec les résultats de l’évaluation de votre Proposition conformément à l’Article IC 32 des Données particulières de la DDP. Une telle demande devra être effectuée par écrit et dans les délais spécifiés à cet article, selon la procédure suivante :
* Fournir le nom du Contrat, le numéro de référence, le nom du Consultant, les coordonnées
* Ecrire à l’attention de : *[insérer le nom complet et le titre de la personne en charge chez le Maitre d’Ouvrage, le cas échéant]*
* *[si nécessaire]* Adresse : *[insérer l’adresse complète avec étage, numéro de bureau, ville et pays le cas échéant]*
* Adresse courriel : *[insérer l’adresse courriel]*
* *[si nécessaire]* Numéro de téléphone : *[insérer le numéro de téléphone]*
1. Si votre demande d’information est reçue dans le délai acceptable, nous apporterons les informations complémentaires conformément à l’Article IC 32.1 des Données Particulières de la DDP. Si nous ne sommes pas en mesure de fournir ces informations dans le délai prévu à cet Article pour ce faire, nous vous en informerons et vous confirmerons la date à laquelle nous serons en capacité de le faire.
2. La fourniture des informations complémentaires peut se faire par écrit, par téléphone, par vidéoconférence ou en personne. Nous vous informerons par écrit de la manière dont la fourniture des informations complémentaires aura lieu et confirmerons la date et l’heure. Vous devrez prendre en charge vos propres frais de participation à une telle réunion d’information, le cas échéant.
3. Veuillez noter que les informations complémentaires fournies porteront sur les principales lacunes et faiblesses de votre Proposition par rapport à la proposition du Consultant Retenu. Aucune information supplémentaire ne sera divulguée, en particulier aucune information provenant de la proposition d’un autre Consultant (notamment comparaison point par point avec d'autres Propositions) ne pourra être partagée, pour des raisons de confidentialité.
4. Vous ne pourrez pas demander de nouvelles informations complémentaires à l’issue de la fourniture des informations complémentaires. Au cas où vous décidiez de déposer une réclamation relative à la procédure de passation du marché objet du Contrat, vous devrez le faire en conformité avec la réglementation applicable à la Demande de Propositions.
 |

Nous vous remercions pour votre participation à cette DDP et vous encourageons à participer de nouveau à de futures consultations le cas échéant.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l’assurance de ma considération distinguée.

*[insérer la signature, le nom et le titre du représentant autorisé du Client]*

.

**Lettre d’Invitation**

*[Le cas échéant, insérer : DDP No.\_\_\_\_ et dénomination de la prestation \_\_\_\_\_\_\_\_\_]*

*[Insérer : Lieu et date]*

*[Insérer : Nom et adresse du Consultant. Dans le cas d’un Groupement, le nom complet du Groupement et les noms de tous les membres tels que figurant dans la manifestation d’intérêt doivent être indiqués]*

Madame, Monsieur,

1. Le *[insérer le nom du Client]* (ci-après nommé "**le Client**") *[a reçu/a fait la demande d']* un financement auprès de l’Agence Française de Développement[[2]](#footnote-3) (ci-après nommée l'"**AFD**") pour couvrir le coût du *[insérer le nom du projet]*, et entend affecter une partie du financement aux paiements relatifs au Contrat pour lequel la présente Demande de Propositions (DDP) est émise.
2. Le Client sollicite maintenant des Propositions en vue de la fourniture des services de consultants ci-après *: [insérer la désignation de la mission de prestation de services]*, ci-après désignés par "**les Services**". Pour de plus amples renseignements sur les Services, veuillez consulter les Termes de référence joints (Section VII).
3. La présente DDP a été adressée aux Consultants figurant sur la liste restreinte, dont les noms figurent ci-après :

*[Insérer la liste des consultants figurant sur la liste restreinte. Dans le cas d’un Groupement, le nom complet du Groupement et les noms de tous les membres tels que figurant dans la manifestation d’intérêt doivent être indiqués, en commençant par le mandataire. Lorsque des sous-traitants ont été proposés, ils doivent être également nommés.]*

1. Cette invitation et cette DDP ne peuvent être transférées à une autre société.
2. La présente DDP comprend les sections suivantes :
* Section I ‑ Instructions aux Consultants (IC) ;
* Section II ‑ Données particulières ;
* Section III ‑ Proposition technique ‑ Formulaires types ;
* Section IV ‑ Proposition financière ‑ Formulaires types ;
* Section V ‑ Critères d’éligibilité ;
* Section VI ‑ Règles de l’AFD ‑ Pratiques prohibées ‑ Responsabilité Environnementale et Sociale ;
* Section VII ‑ Termes de référence (TdR) ;
* Section VIII ‑ Conditions de Contrat et Formulaires.
1. Veuillez avoir l’obligeance de nous faire savoir au plus tard le *[insérer la date]* par écrit à *[insérer l’adresse]*, ou par *courriel à [insérer l’adresse courriel]*:
2. Que vous avez reçu la présente lettre d’invitation ;
3. Si vous soumettrez une Proposition, et dans ce cas si, afin d'élargir votre compétence, vous sollicitez l’autorisation de vous associer avec une ou d’autres sociétés (si cela est permis à l’Article IC 14.1.1.1 des Données particulières).
4. Si vous avez décidé de ne pas soumettre de Proposition, et dans ce cas les raisons vous ayant conduits à prendre cette décision.
5. Des compléments d’informations sur la date limite de soumission des Propositions, ainsi que l’heure et l’adresse sont fournis à l’Article IC 17.9 des Données particulières.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l’assurance de ma considération distinguée.

*[insérer la signature, le nom et le titre du représentant autorisé du Client]*

**SÉLECTION DE CONSULTANTS**

**DEMANDE DE PROPOSITIONS**

**DP No. :** *[Insérer la référence en conformité avec le Plan de Passation des Marchés]*

**Sélection de Consultants pour les Services de** *: [Insérer l’intitulé des Services]*

**Client :** *[Insérer le nom de l’agence d’exécution]*

**Pays :** *[Insérer le nom du pays]*

**Projet :** *[Insérer le nom du projet]*

**Emise le :** *[Insérer date d’envoi aux consultants figurant sur la liste restreinte]*

**Table des matières**

PREMIÈRE PARTIE 3

Section I ‑ Instructions aux Consultants 3

Section II ‑ Données particulières 18

Section III – Proposition technique – Formulaires types 27

Section IV – Proposition financière – Formulaires types 41

Section V – Critères d'éligibilité 50

Section VI – Règles de l'AFD – Pratiques prohibées – Responsabilité Environnementale et Sociale 54

Section VII – Termes de référence 58

DEUXIEME PARTIE 64

Section VIII – Conditions du Contrat et Formulaires 64

PREMIÈRE PARTIE

Section I ‑ Instructions aux Consultants

**Table des Articles**

A. Dispositions Générales 4

1 Définitions 4

2 Introduction 5

3 Conflit d’Intérêt 5

4 Avantage compétitif inéquitable 6

5 Pratiques prohibées 6

6 Eligibilité 7

B. Préparation des Propositions 7

7 Considérations générales 7

8 Frais de préparation de la Proposition 7

9 Langue 7

10 Documents constitutifs de la Proposition 7

11 Une seule Proposition 7

12 Validité des Propositions 7

13 Éclaircissements et modificatifs apportés à la DDP 8

14 Établissement des Propositions – Remarques spécifiques 9

15 Format et contenu de la Proposition technique 10

16 Proposition financière 10

C. Dépôt, Ouverture et Evaluation des Propositions 11

17 Dépôt, cachetage et marquage des Propositions 11

18 Confidentialité 12

19 Ouverture des Propositions techniques 12

20 Evaluation des Propositions 12

21 Evaluation des Propositions techniques 13

22 Propositions financières en cas de sélection fondée sur la qualité seulement (SQS) 13

23 Ouverture en séance publique des Propositions financières 13

24 Correction des erreurs 13

25 Evaluation des Propositions financières 14

26 Conversion en une seule monnaie 14

27 Evaluation combinée de la qualité et du coût (SFQC, SBD, SMC) 14

28 Proposition financière anormalement basse 14

D. Négociations et Attribution du Contrat 15

29 Négociations 15

30 Conclusion des négociations 16

31 Attribution du Contrat 16

32 Information des Consultants 16

33 Réclamations 16

|  |  |
| --- | --- |
|  | 1. Dispositions Générales
 |
| Définitions | "**AFD**" désigne l’Agence Française de Développement (AFD)."**Affilié(s)**" signifie une personne ou une entité qui contrôle directement ou indirectement le Consultant, ou est sous son contrôle, ou se trouve contrôlé par une entité qui contrôle également le Consultant."**Autre personnel**" désigne un ou des professionnels fournis par le Consultant ou un Sous-traitant, affectés à la réalisation des Services en tout ou partie dans le cadre du Contrat, et dont les CV ne sont pas évalués à titre individuel."**Client**" désigne l’agence d’exécution avec laquelle le Consultant retenu devra signer le Contrat de Services."**Consultant**" désigne une personne morale ou une entité qui peut fournir ou qui fournit les Services au Client en vertu du contrat."**Contrat**" désigne le marché signé par le Client et le Consultant et tous les documents annexés énumérés à l'Article 1, à savoir les Conditions générales (CG), les Conditions particulières (CP) et les Annexes."**DDP**" désigne la Demande de Propositions devant être établie par le Client pour la sélection de Consultant."**Données particulières**" désigne la partie des Instructions aux Consultants (IC), Section II utilisée afin de décrire les circonstances et dispositions spécifiques au pays et à la mission, et complètent (sans s’y substituer) les dispositions des IC."**Droit applicable**" signifie l’ensemble des lois et règlements en vigueur dans le pays du Client ou tout autre pays désigné dans les **Données particulières**."**Groupement**" signifie une association formelle ou informelle de plus d'un Consultant, (i) disposant, ou non, d’une personnalité juridique distincte de celle des membres le constituant, (ii) dans laquelle un des membres, appelé mandataire, représente tous les membres du Groupement et (iii) qui est conjointement et solidairement responsable de l’exécution du Contrat vis‑à‑vis du Client."**IC**" (la présente Section 1 de la DDP) désigne les Instructions aux Consultants destinées à fournir aux Consultants figurant sur la liste restreinte tous renseignements nécessaires pour préparer leur Proposition."**Jour**" signifie un jour calendaire."**Personnel**" désigne collectivement les Personnels-clé et les Autres personnels du Consultant, des Sous-traitants ou des membres du Groupement."**Personnel-clé**" désigne un ou des experts fournis par le Consultant ou un Sous-traitant, dont les qualifications professionnelles, le savoir-faire, les connaissances et l’expérience sont essentielles à la réalisation des Services dans le cadre du Contrat, et dont les CV sont pris en compte pour l’évaluation technique de la Proposition du Consultant."**Proposition**" désigne la Proposition technique et la Proposition financière du Consultant."**Services**" désigne les prestations devant être assurées par le Consultant dans le cadre du Contrat."**Sous-traitant**" désigne toute personne physique ou morale avec laquelle le Consultant passe un accord en vue de sous-traiter une partie des prestations, le Consultant demeurant responsable vis‑à‑vis du Client tout au long de l’exécution du Contrat."**TdR**" (la Section VII de la DDP) désigne les Termes de référence définissant les objectifs, l’étendue des prestations, les activités et les tâches à réaliser dans le cadre des Services, les responsabilités respectives du Client et du Consultant, ainsi que les résultats attendus et livrables des Services. |
| Introduction | Le Client désigné dans les **Données particulières** sélectionne un Consultant parmi ceux dont les noms figurent dans la Lettre d’invitation, conformément à la méthode de sélection indiquée dans les **Données particulières**.Les Consultants figurant sur la liste restreinte sont invités à soumettre une Proposition technique et une Proposition financière pour les Services définis dans les **Données particulières**. La Proposition servira de référence à la négociation et la signature du Contrat avec le Consultant retenu.Les Consultants doivent tenir compte du Droit applicable dans l’établissement de leur Proposition et pourront, le cas échéant, assister à la conférence préparatoire au dépôt de Propositions, si les **Données particulières** en prévoient une. Les Consultants ne sont pas tenus d’assister à cette conférence préparatoire et s’ils le font, ils devront supporter tous les frais nécessaires à leur participation.Le Client fournira en temps utile, sans frais pour les Consultants, les informations afférentes aux Services et les rapports nécessaires à la préparation des Propositions, comme indiqué dans les **Données particulières.** |
| Conflit d’Intérêt | Il est exigé du Consultant qu’il fournisse des conseils professionnels objectifs et impartiaux, qu’en toutes circonstances il serve avant tout les intérêts de son Client, que lorsqu’il dispense un avis, il s’assure de l’absence de conflit avec d’autres activités et avec les intérêts de sa société, et qu’il agisse sans considération d’une potentielle mission future.Le Consultant a l’obligation d’informer le Client de toute situation présente ou éventuelle de conflit d’intérêt qui risquerait de le mettre dans l’impossibilité de servir au mieux l’intérêt du Client. Faute d’informer le Client sur l’existence de telles situations, la Proposition du Consultant pourra être rejetée ou son contrat résilié.Sans restriction au caractère général de ce qui précède et sous réserve des précisions apportées dans les **Données particulières**, le Consultant ne sera pas engagé dans les circonstances stipulées ci-après :Activités incompatiblesConflit entre les activités de consultant et la fourniture de biens, d’équipements, de travaux ou de prestations de services (autres que les services de consultants) : une entreprise qui a été engagée par le Client pour réaliser des travaux ou fournir des biens, d’équipements ou des services (autres que les services de consultants) pour un projet, et toutes les entreprises qui lui sont Affiliées, ne pourront fournir des services de consultants relatifs à ces biens, équipements, travaux ou services. De la même manière, une entreprise engagée pour fournir des services de consultants en vue de la préparation ou de l’exécution d’un projet, et toutes les entreprises qui lui sont Affiliées, ne sont pas ultérieurement admises à réaliser des travaux ou fournir des biens, équipements ou des services (autres que les services de consultants) qui font suite ou sont directement liés aux services de consultants précédemment fournis.Missions incompatiblesConflit entre les missions de consultant : un Consultant (y compris son Personnel et ses Sous‑traitants) ni aucune des firmes qui leur sont Affiliées ne peuvent être engagés pour une mission qui, par sa nature, est ou pourrait être incompatible avec une autre de leurs missions de consultant pour le compte du même client ou d’un autre client.Relations incompatiblesRelation avec le personnel du Client : un Consultant (y compris son Personnel et ses Sous-traitants) qui a une relation d’affaires ou familiale proche avec un membre du personnel du Client qui intervient directement ou indirectement dans (i) la préparation des Termes de référence des Services, (ii) le processus de sélection pour ledit Contrat ou (iii) la supervision de ce même Contrat, ne pourront se voir attribuer un Contrat sauf si le conflit qui découle de cette relation a été réglé d’une manière acceptable pour l’AFD pour la durée du processus de sélection et de l’exécution du Contrat. |
| Avantage compétitif inéquitable | Pour assurer l’équité et la transparence du processus de sélection, les Consultants ou leurs Affiliés qui concourent pour une mission spécifique ne doivent pas bénéficier d’un avantage compétitif inéquitable du fait qu’ils ont fourni des services de consultants liés à la mission en question. A cette fin, le Client doit mentionner dans les **Données particulières** et communiquer à tous les Consultants qui figurent sur la liste restreinte, en même temps que la Demande de Propositions, tous les renseignements assurant l’absence d’un tel avantage compétitif inéquitable. |
| Pratiques prohibées | L’AFD exige que la procédure de sélection et l’exécution du Contrat respectent les règles de l’AFD concernant les pratiques prohibées, telles que décrites à la Section VI.En vertu de ce principe, les Consultants (y compris leur Personnel et leurs Sous-traitants) devront autoriser l’AFD à examiner les documents et pièces comptables et tout autre document relatifs à la soumission de la Proposition et à l’exécution du contrat (en cas d’attribution), et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l’AFD. |
| Eligibilité | L’AFD autorise les Consultants (bureaux d’études, y compris les Groupements et leurs membres) de tout pays, sous réserve de l’éligibilité à un financement tel que défini à la Section V, à fournir des services de consultants dans le cadre de projets qu’elle finance.Il est de la responsabilité du Consultant de s’assurer que ses Personnel, membres de Groupement, Sous-traitants, agents (déclarés ou non), prestataires de services, fournisseurs, et/ou leurs employés satisfont aux exigences d’éligibilité définies par l’AFD à la Section V.Les représentants de l'Etat et les fonctionnaires ne peuvent pas être engagés comme Personnel dans la Proposition du Consultant, sauf si ce recrutement est conforme au Droit applicable et (i) qu’ils sont en congé sans solde, ont démissionné ou sont retraités ; (ii) qu’ils ne sont pas engagés par l’organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé sans solde, leur démission ou leur mise à la retraite ; et (iii) que leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d’intérêts. |
|  | 1. Préparation des Propositions
 |
| Considérations générales | Lors de l’établissement de la Proposition technique, les Consultant doivent avoir examiné la DDP en détail. Si les renseignements exigés par la DDP sont incomplets ou incorrects, la Proposition pourra être rejetée. |
| Frais de préparation de la Proposition | Le Consultant supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de sa Proposition, et le Client n’est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement ou les résultats du processus de sélection. |
| Langue | La Proposition, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la Proposition, échangés entre le Consultant et le Client seront rédigés dans la langue indiquée dans les **Données particulières**. |
| Documents constitutifs de la Proposition | La Proposition doit contenir tous les documents et formulaires dont la liste figure dans les **Données particulières**.Le Consultant communiquera les renseignements sur les commissions et rétributions éventuellement payées ou devant être payées à des agents en rapport avec la Proposition et l’exécution du contrat s’il est attribué au Consultant. |
| Une seule Proposition | Les Consultants ne peuvent soumettre qu’une seule Proposition, en leur nom propre ou en Groupement. Si un Consultant (y compris le membre d’un Groupement) soumet, ou participe à, plusieurs Propositions (en son nom propre, en tant que membre d’un autre Groupement ou en tant que Sous-traitant d’un autre Consultant), celles-ci seront éliminées. Toutefois, ceci n’exclut pas la participation d’un même Sous-traitant, y compris le Personnel-Clé, à plus d’une Proposition sauf stipulation contraire dans les **Données particulières**. |
| Validité des Propositions | La Proposition doit être valable pendant le nombre de Jours indiqué dans les **Données particulières** à compter de la date limite de remise des Propositions.Durant cette période, le Consultant doit maintenir sa Proposition initiale sans aucun changement, y compris le Personnel-clé proposé, les taux et le prix total proposés.S’il est établi qu’un Personnel-clé désigné dans la Proposition d’un Consultant n’est pas en mesure d’être disponible au moment de la date prévue par le Consultant pour le commencement des Services auquel ce Personnel-clé doit prendre part au titre de la Proposition (y compris toute prolongation de la date de validité de la Proposition et application de l’Article 12.5 ci-dessous, le cas échéant), ou a été mentionné sans que ledit Personnel-clé n’ait confirmé son accord pour figurer dans ladite Proposition, la Proposition sera rejetée et ne sera pas évaluée.Prolongation de la période de validitéLe Client fera tout son possible pour mener à bien les négociations dans le délai de validité de la Proposition. Cependant, en cas de besoin le Client peut demander par écrit aux Consultants ayant soumis une Proposition de prolonger la validité de leur Proposition.Si le Consultant accepte de prolonger la durée de validité de sa Proposition, il doit le faire sans modifier sa Proposition initiale et doit confirmer la disponibilité du Personnel-clé, sous réserve de l’Article 12.5.Le Consultant a le droit de refuser la prolongation de la validité de sa Proposition, auquel cas cette dernière ne sera pas davantage prise en considération.Remplacement de Personnel-clé lors de la prolongation de la période de validitéSi un Personnel-clé n’est plus disponible durant la période de prolongation de la Proposition, le Consultant doit fournir une justification par écrit et les preuves nécessaires à la satisfaction du Client, à l’appui de la demande de remplacement. Dans un tel cas, le remplacement proposé devra présenter des qualifications et une expérience similaires ou supérieures à celles du Personnel-clé initial. Cependant, la note technique demeurera celle attribuée lors de l’évaluation du CV du Personnel-clé initialement proposé.Toujours dans un tel cas, si le Consultant ne propose pas un remplacement présentant des qualifications et une expérience similaires ou supérieures à celles du Personnel-clé initial, ou si les motifs et/ou les justifications fournis à l’appui de la demande de remplacement ne sont pas acceptables par le Client, sa Proposition sera rejetée.Sous-traitanceLe Consultant ne peut sous-traiter la totalité des Services. |
| Éclaircissements et modificatifs apportés à la DDP | Le Consultant peut obtenir des éclaircissements sur toute partie de la DDP au plus tard le nombre de Jours avant la date limite de remise des Propositions indiqué dans les **Données particulières**. La demande d’éclaircissement doit être adressée par écrit, ou par moyen électronique, à l’adresse du Client indiquée dans les **Données particulières**. Le Client répondra par écrit, ou par moyen électronique, à toute demande d’éclaircissements reçue. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l’auteur) à tous les Consultants figurant sur la liste restreinte. Au cas où le Client jugerait nécessaire de modifier la DDP après les éclaircissements fournis, il le fera conformément à la procédure stipulée ci-dessous :A tout moment avant la date limite de soumission des Propositions, le Client peut modifier la DDP par écrit ou par moyen électronique. Le modificatif sera adressé à tous les Consultants figurant sur la liste restreinte et aura force obligatoire. Les Consultants figurant sur la liste restreinte devront accuser réception par écrit de tout modificatif.Si la modification est majeure, et afin de donner aux Consultants figurant sur la liste restreinte un délai suffisant pour la prendre en compte dans leur Proposition, le Client prorogera la date limite de soumission des Propositions.Le Consultant peut soumettre une Proposition modifiée ou un modificatif à tout moment avant la date limite de soumission. Aucune modification de la Proposition technique ou de la Proposition financière ne sera admise après la date limite de soumission. |
| Établissement des Propositions – Remarques spécifiques | En établissant la Proposition, le Consultant doit prêter particulièrement attention aux considérations suivantes :Changement dans la structure ou la composition du Consultant :Le Consultant figurant sur la liste restreinte qui estime qu’il peut renforcer l’expertise nécessaire aux Services en associant un ou plusieurs consultant(s) sous forme de Groupement ou de sous-traitance, peut le faire avec (i) un ou des consultants ne figurant pas sur la liste restreinte, ou (ii) un ou des consultants figurant sur la liste restreinte si cela est permis dans les **Données particulières**. Tout changement dans la structure ou la composition du Consultant après avoir été retenu sur la liste restreinte devra être approuvé par écrit avant la date limite de remise des Propositions par le Client, qui devra en informer au plus tôt l’ensemble des Consultants retenus sur la liste restreinte. Cette approbation pourra en particulier être refusée si, à la suite du changement, de l'avis du Client, le changement peut entraîner une diminution notable de la concurrence. En particulier, le Client pourra établir si, à la suite du changement, le Consultant peut toujours faire partie de la liste des Consultants initialement retenus sur la liste restreinte après réévaluation de sa Manifestation d’Intérêt conformément aux critères énoncés dans l’Appel à Manifestations d’Intérêt, le cas échéant. Un tel changement doit être soumis au Client au plus tard vingt-et-un (21) Jours avant la date limite de remise des Propositions, accompagné de l’ensemble des documents justificatifs pertinents.Lorsqu’il s’associe avec un consultant ne figurant pas sur la liste restreinte sous forme de Groupement, le Consultant figurant sur la liste restreinte doit être le mandataire. Si, lorsque cela est permis au titre de l’Article 14.1.1.1, des Consultants figurant sur la liste restreinte s’associent entre eux, l’un quelconque peut être mandataire.Le Client peut fournir une estimation du volume de travail du Personnel-clé (exprimé en expert-jour) ou une estimation du coût des Services (mais pas les deux) dans les **Données particulières**. Cependant, la Proposition doit se fonder sur l’estimation du temps de travail du personnel qui est faite par le Consultant.Si cela est spécifié dans les **Données particulières** le Consultant doit inclure dans sa Proposition au minimum la durée de prestation de Personnel-clé (exprimée dans la même unité de mesure que stipulé dans **les Données particulières**), à défaut de quoi la Proposition sera rejetée.En cas de méthode de sélection dans le cadre d’un budget déterminé, il n’est pas indiqué d’estimation du temps de travail du personnel-clé. Le budget total disponible est indiqué dans les **Données particulières** (précisant si le montant indiqué est toutes taxes comprise ou hors taxes) et la Proposition financière ne doit pas dépasser ce budget. |
| Format et contenu de la Proposition technique | La Proposition technique ne doit comporter aucune information financière. Une Proposition technique comportant des informations financières importantes sera déclarée non-conforme.Le Consultant n’est pas autorisé à proposer plusieurs personnes pour un même poste de Personnel-clé. Un seul CV par Personnel-clé sera soumis. Dans le cas contraire, la Proposition sera déclarée non conforme.Les variantes ne sont pas autorisées.La Proposition technique sera préparée en utilisant les formulaires fournis dans la Section III de la DDP. |
| Proposition financière | La Proposition financière sera établie au moyen des formulaires joints dans la Section IV de la DDP. Elle doit indiquer tous les coûts relatifs aux Services, y compris (a) la rémunération des Personnels-clé et Autres personnels, (b) les autres coûts mentionnés dans les **Données particulières**.Révision des prixLa révision des prix pourra être autorisée comme indiqué dans les **Données particulières**.TaxesLa Proposition financière doit considérer l’ensemble des impôts, taxes, droits et autres charges fiscales applicables (y compris cotisations de sécurité sociale), en lien avec le Contrat. La Proposition financière doit présenter séparément les taxes locales applicables au Contrat en vertu du Droit applicable dans le pays du Client, tel que spécifié dans les **Données particulières**. Le Consultant, ses Sous-traitants et le Personnel doivent s’acquitter de toutes leurs obligations fiscales résultant du Contrat, sauf mention contraire dans les **Données particulières**. Des renseignements sur le régime fiscal en vigueur dans le pays du Client sont fournis dans les **Données particulières**.Monnaie de la PropositionLe Consultant peut libeller le prix des Services dans la (ou les) monnaie(s) indiquée(s) dans les **Données particulières**. Si indiqué dans les **Données particulières**, la partie du prix correspondant à des coûts encourus dans le pays du Client doit être indiqué dans la monnaie du pays du Client.Monnaie de PaiementLes paiements dans le cadre du Contrat seront effectués dans la (ou les) monnaie(s) indiquée(s) dans la Proposition. |
|  | 1. Dépôt, Ouverture et Evaluation des Propositions
 |
| Dépôt, cachetage et marquage des Propositions | Le Consultant doit remettre une Proposition complète et signée, comprenant tous les documents indiqués à l’Article 10 (Documents constitutifs de la Proposition). Les soumissions peuvent toujours être remises par courrier ou déposées en personne. Si les **Données particulières** l’autorisent, le Consultant pourra, à son choix, remettre sa Proposition par voie électronique.Un représentant habilité du Consultant doit signer et parapher toutes les pages de l’original des Propositions technique et financière. Son habilitation est confirmée par une procuration écrite jointe à la Proposition technique établissant que le représentant a été dûment autorisé à signer.La Proposition d’un Groupement doit être signée par tous les membres, de manière à les engager juridiquement ; ou par un représentant habilité disposant d’une procuration écrite signée par les représentants autorisés de tous les membres du Groupement.Toute modification, ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire de la Proposition.La Proposition technique et la Proposition financière signées doivent porter la mention "**ORIGINAL**" ou "**COPIE**", selon le cas. Le nombre de copies demandé est indiqué dans les **Données particulières**. Les copies doivent être des copies de l’original signé. En cas de différences entre les copies et l’original, l’original fera foi.L’original et toutes les copies de la Proposition technique doivent être placés dans une enveloppe cachetée portant clairement la mention "**PROPOSITION TECHNIQUE, *[nom des Services]***", N° de référence, nom et adresse du Consultant, et un avertissement "**NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D’OUVERTURE DES PROPOSITIONS TECHNIQUES**".De même, l’original et toutes les copies de la Proposition financière seront placés dans une enveloppe cachetée portant la mention "**PROPOSITION FINANCIERE,** ***[nom des Services]***", N° de référence, nom et adresse du Consultant, et un avertissement "**NE PAS OUVRIR EN MEME TEMPS QUE LA PROPOSITION TECHNIQUE**".Ces deux enveloppes cachetées contenant la Proposition technique et la Proposition financière seront elles-mêmes placées dans une enveloppe extérieure cachetée. Cette enveloppe extérieure doit porter l’adresse de dépôt des Propositions, N° de référence de la DDP, le nom des Services, les nom et adresse du Consultant, et un avertissement "**NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D’OUVERTURE DES PROPOSITIONS TECHNIQUES**".Si les enveloppes et colis contenant les Propositions ne sont pas cachetés et marqués comme stipulé, le Client ne sera nullement responsable si la Proposition est égarée ou ouverte prématurément.La Proposition et tout modificatif doivent être reçus par le Client à l’adresse et au plus tard à la date et à l’heure spécifiées dans les **Données particulières**, prorogées le cas échéant. Une Proposition reçue par le Client après la date et l’heure limites de dépôt des Propositions sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Consultant sans avoir été ouverte. |
| Confidentialité | A compter de l’ouverture des Propositions jusqu’à l’attribution du Contrat, le Consultant ne doit pas entrer en contact avec le Client pour tout motif relatif à la Proposition technique et/ou la Proposition financière. A l’exception de l’application de l’Article 23, aucune information relative à l’évaluation des Propositions ou la recommandation d’attribution ne sera divulguée aux Consultants ayant remis une Proposition, ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l’attribution du Contrat n’aura pas été publiée.Toute tentative faite par un Consultant figurant sur la liste restreinte, ou une personne agissant au nom du Consultant afin d’influencer le Client de manière inappropriée lors de l’évaluation des Propositions ou lors de la décision d’attribution peut entraîner le rejet de sa Proposition.Nonobstant les dispositions ci-avant, entre le moment où les Propositions seront ouvertes et celui où l’attribution du Contrat sera publiée, si le Consultant souhaite entrer en contact avec le Client pour tout motif relatif à la procédure de sélection, il devra le faire par écrit. |
| Ouverture des Propositions techniques | Le Client procédera à l’ouverture des Propositions techniques en présence des représentants désignés des consultants qui souhaitent y assister (en personne, ou en ligne si cette option est offerte dans les **Données particulières**). La date, l’heure et l’adresse sont indiquées dans les **Données particulières**. Les Propositions financières resteront cachetées et seront conservées en lieu sûr jusqu’à leur ouverture conformément à l’Article 23.Lors de l’ouverture des Propositions techniques, les informations suivantes seront lues à haute voix : (i) le nom du Consultant, ou en cas de Groupement, le nom du Groupement, celui du mandataire et les noms de tous les membres du Groupement, (ii) l’existence ou non d’une enveloppe scellée devant contenir la Proposition financière, (iii) tout modificatif à la Proposition soumis avant la date et heure limites de soumission, et (iv) tout autre renseignement que le Client peut juger utile de mentionner ou tel qu’indiqué dans les **Données particulières**. |
| Evaluation des Propositions | Conformément à l’Article 15.1, les personnes chargées d’évaluer les Propositions techniques n’ont accès aux Propositions financières qu’à l’issue de l’évaluation technique.Le Consultant n’est pas autorisé à altérer ou modifier sa Proposition de quelque façon que ce soit après la date et l’heure limites de dépôt, sous réserve des dispositions de l’Article 12.5. Pour évaluer les Propositions, le Client se basera uniquement sur la Proposition technique et la Proposition financière reçues. |
| Evaluation des Propositions techniques | Le comité d’évaluation désigné par le Client évaluera les Propositions techniques sur la base de leur conformité aux Termes de référence et à la DDP, au moyen des critères, sous-critères et du système de points spécifiés dans les **Données particulières**. Chaque Proposition conforme recevra une note technique. Les Propositions qui ne répondent pas à des aspects importants de la DDP ou recevant une note inférieure à la note technique minimum de qualification spécifiée dans les **Données particulières** seront rejetées. |
| Propositions financières en cas de sélection fondée sur la qualité seulement (SQS) | En référence au classement des Propositions techniques, en cas de sélection fondée sur la qualité seulement (SQS), le Consultant classé premier est invité à négocier un Contrat. Seule la Proposition financière du Consultant classé premier est ouverte par le comité d’évaluation du Client. Toutes les autres Propositions financières seront renvoyées sans avoir été ouvertes lorsque les négociations du Contrat auront abouti avec succès et que le Contrat aura été signé. |
| Ouverture en séance publique des Propositions financières  | A l’issue de l’évaluation technique, le Client avise les Consultants dont les Propositions ont été jugées non-conformes à la DDP ou aux Termes de référence, ou n’ont pas obtenu la note technique minimum de qualification (en leur fournissant leur note technique globale) que leur Proposition financière leur sera renvoyée sans avoir été ouverte à l’issue du processus de sélection et l’attribution du Contrat. Le Client, dans le même temps, avise les Consultants qui ont obtenu la note technique minimum de qualification, et leur indique le lieu, la date et l’heure d’ouverture des Propositions financières. Cette date doit être fixée de façon à permettre aux Consultants de prendre les dispositions nécessaires pour assister à l’ouverture. La participation du Consultant à l’ouverture des Propositions financières (en personne, ou en ligne si cette option est offerte dans les **Données particulières**) est facultative et est laissé au choix du Consultant. |
| (en cas de méthode de sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC), dans le cadre d’un budget déterminé (SBD), ou au moindre coût (SMC)) |
|  | Les Propositions financières sont ouvertes par le Client en présence des représentants des Consultants dont la Proposition a obtenu la note technique minimum de qualification. Lors de l’ouverture, le nom du Consultant, les notes techniques, et chaque prix total proposé sont lus à haute voix et consignés par écrit. Le Client dresse un procès-verbal de la séance et en adresse copie à tous les Consultants ayant soumis une Proposition. |
| Correction des erreurs | Les activités et éléments décrits dans la Proposition technique et ne faisant pas l’objet d’un prix dans la Proposition financière seront réputés couverts par le prix d’autres activités ou éléments, et aucune correction ne sera apportée à la Proposition financière.Services rémunérés au temps passéDans le cas de Services rémunérés au temps passé, le comité d’évaluation du Client (a) rectifiera toute erreur de calcul et (b) rectifiera les prix s’ils ne correspondent pas aux données indiquées dans la Proposition technique. S’il y a contradiction (i) entre un montant partiel (ou sous-total) et le montant total, ou (ii) entre le prix obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités et le prix total, ou (iii) entre le montant indiqué en lettres et celui en chiffres, le premier fera foi. S’il y a contradiction entre la Proposition technique et la Proposition financière concernant les quantités, la Proposition technique prévaudra et le comité d’évaluation du Client modifiera la quantité figurant dans la Proposition financière afin de la rendre conforme à la quantité figurant dans la Proposition technique, appliquera le prix unitaire correspondant de la Proposition financière à la quantité rectifiée, et rectifiera le prix total de la Proposition.Services à rémunération forfaitaireDans le cas de Services rémunérés au forfait, le Consultant est réputé avoir inclus le prix de tout ce qui est nécessaire à la réalisation des Services dans sa Proposition financière, de telle sorte qu’aucune correction d’erreur ni aucun ajustement de prix ne sera effectué. Le prix total, hors taxes comme indiqué à l’Article 25, offert dans la Proposition financière (Formulaire FIN–1) sera réputé être le prix proposé. Lorsqu’il y a une divergence entre le montant en lettres et le montant en chiffres, le montant en lettres prévaudra. |
| Evaluation des Propositions financières | L’évaluation par le Client de la Proposition financière du Consultant se fera en excluant les impôts et taxes dus dans le pays du Client conformément aux dispositions des **Données particulières**.L’évaluation par le Client de la Proposition financière du Consultant se fera en excluant toute somme provisionnelle, ainsi que défini par le Client dans les **Données Particulières** (le cas échéant). |
| Conversion en une seule monnaie | Aux fins d’évaluation et de comparaison, les prix seront convertis en une seule monnaie, en utilisant le cours de change vendeur, la source et la date indiqués dans les **Données particulières**. |
| Evaluation combinée de la qualité et du coût (SFQC, SBD, SMC) | En cas de méthode de sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC), la note totale sera obtenue par l’addition des notes techniques et financières, après introduction d’une pondération selon la formule et les indications figurant dans les **Données particulières**. Le Consultant ayant obtenu la note technique et financière combinée la plus élevée sera invité à négocier un Contrat.En cas de sélection dans le cadre d’un budget déterminé (SBD), les Propositions excédant le budget indiqué à l’Article IC 14.1.4 des **Données particulières** seront rejetées. Le Client sélectionnera le Consultant dont la Proposition technique est la mieux classée. Ce Consultant sera invité à négocier le Contrat.En cas de méthode de sélection au moindre coût (SMC), le Client sélectionnera parmi les Consultants ayant obtenu le score technique minimum, le Consultant proposant le prix évalué le plus bas. Ce Consultant sera invité à négocier le Contrat. |
| Proposition financière anormalement basse | Si la Proposition financière est inférieure de vingt pour cent (20%) ou plus à l'estimation faite par le Client, et à moins que ce dernier puisse démontrer que l'estimation est erronée, le Client demandera au Consultant de fournir le sous‑détail de prix pour tout élément de la Proposition financière, aux fins d’établir que ces prix et quantités chiffrées sont compatibles avec d'une part, la méthodologie, les moyens, et le calendrier proposés, et d'autre part, les Termes de Référence (TdR). Nonobstant les dispositions des Article 24.1 et 24.3 qui ne seront pas applicables, s’il s’avère que des incohérences sont mises en évidence, la Proposition financière sera déclarée non conforme et rejetée. |
|  | 1. Négociations et Attribution du Contrat
 |
| Négociations | Les négociations ont lieu à l’adresse indiquée dans les **Données particulières** avec le représentant du Consultant qui doit disposer d’un pouvoir écrit, l’autorisant à négocier et signer le Contrat pour le compte du Consultant.Le Client établit un procès-verbal de négociation qui est signé par le Client et le représentant autorisé du Consultant.Disponibilité du Personnel-cléLe Consultant invité à négocier doit confirmer la disponibilité du Personnel-clé préalablement au début des négociations, ou le cas échéant, proposer un remplacement conformément à l’Article 12. Si le Consultant ne confirme pas la disponibilité du Personnel-clé, le Client pourra rejeter la Proposition du Consultant et entreprendre de négocier un Contrat avec le Consultant suivant dans le classement des Propositions.Nonobstant ce qui précède, le remplacement de Personnel-clé lors des négociations pourra être envisagé seulement dans des circonstances en dehors du contrôle du Consultant et imprévisibles par ce dernier, y compris en cas de décès ou d’empêchement pour motif médical. Dans un tel cas, le Consultant doit proposer un Personnel-clé de remplacement dans le délai indiqué dans la lettre l’invitant à négocier le Contrat, présentant des qualifications et une expérience similaires ou supérieures à celles du Personnel-clé initial.Négociations techniquesLes négociations comportent une discussion des Termes de référence, de la méthodologie proposée, des prestations à la charge du Client, des conditions particulières du Contrat, et de la finalisation de la "Description des services", qui fait partie du Contrat. Ces discussions ne devront pas modifier de manière significative les Termes de référence initiaux, ni les conditions du Contrat, et ne pourront en aucun cas affecter le classement des Propositions.Négociations du prixLes négociations financières viseront à clarifier les obligations fiscales du Consultant dans le pays du Client et leur prise en compte dans le Contrat.Si la méthode de sélection a pris en compte le prix en tant que critère d’évaluation des Propositions, le prix total ne pourra pas être négocié pour un Contrat à rémunération forfaitaire Le prix total pourra néanmoins être modifié, exclusivement en application des négociations techniques prévues à l’Article 29.4.1, sans toutefois que celles-ci l’amènent à évoluer de manière significative, ni que cela n’affecte le classement des Propositions.Dans le cas de Services rémunérés au temps passé, la rémunération unitaire du Personnel ne pourra être négociée, sauf lorsque la rémunération unitaire du Personnel est proposée à des niveaux beaucoup plus élevés que ceux qui sont habituellement facturés par les Consultants pour des Contrats similaires. Dans un tel cas, le Client a le droit de demander des éclaircissements et, si les prix unitaires sont très élevés, de demander une réduction des prix unitaires concernés. |
| Conclusion des négociations | Les négociations doivent s’achever par l'approbation du projet de Contrat par le Client et le Consultant.Si les négociations échouent, le Client informe le Consultant par écrit, des aspects non résolus et motifs de différend et fournit au Consultant une ultime possibilité de répondre. Si le désaccord persiste, le Client met fin aux négociations, informe le Consultant de tous les motifs ayant entraîné cette décision. Le Client invitera le Consultant suivant dans le classement des Propositions à négocier un Contrat. Les négociations avec le premier Consultant ne pourront être reprises dès lors que les négociations avec le Consultant suivant seront engagées.Le Client se réserve le droit d’annuler la procédure de DDP et de rejeter toutes les Propositions à tout moment avant l’attribution du Contrat, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des Consultants. |
| Attribution du Contrat | Après achèvement des négociations, le Client doit signer le Contrat, publier les informations relatives à l’attribution du Contrat et notifier immédiatement le résultat de la sélection aux autres Consultants figurant sur la liste restreinte. Le Consultant doit fournir l’accord de Groupement signé préalablement à la signature du Contrat.Le Consultant commencera l’exécution des Services à la date et au lieu spécifiés dans les **Données particulières**. |
| Information des Consultants | Les Consultants disposent d’un délai spécifié dans les **Données particulières** pour demander des informations complémentaires à partir de la date à laquelle les résultats leur sont notifiés. Lorsque le Client reçoit une demande d’informations complémentaires, il doit fournir ces informations dès que possible, et au plus tard dans le délai spécifié dans les **Données particulières**. Ces informations porteront sur les principales lacunes et faiblesses de la Proposition du Consultant par rapport à la proposition du consultant retenu. Aucune information supplémentaire ne sera divulguée, en particulier aucune information provenant de la proposition d’un autre Consultant (notamment comparaison point par point avec d'autres Propositions) ne pourra être partagée, pour des raisons de confidentialité.Les réponses aux demandes d’informations des Consultants non retenus peuvent être faites par écrit, ou par oral au cours d’une réunion (téléphonique, visio, ou physique). Les Consultants prendront à leur charge leurs frais de participation à une telle réunion d’information, le cas échéant. Les Consultants ne pourront pas demander de nouvelles informations complémentaires à l’issue de cette réunion. |
| Réclamations | Les procédures à suivre pour déposer une réclamation relative à la procédure de passation du présent marché sont celles spécifiées par le Droit applicable. |

Section II ‑ Données particulières

|  |
| --- |
| 1. Dispositions Générales
 |
| **IC 1.9** | **Droit applicable** : *[préciser le pays s'il est différent du pays du Client. Noter que le Droit applicable au Contrat doit être le même]* |
| **IC 2.1** | **Nom du Client** :  *[Supprimer si non applicable]* Le Client bénéficie, dans le cadre de la présente Demande de Propositions, *[spécifier selon le cas : «*d’une assistance à maîtrise d’ouvrage externe*» ou «*d’une assistance à maîtrise d’ouvrage assurée par l’AFD à titre gracieux *»].* **Méthode de sélection** : *[Insérer la méthode de sélection retenue : sélection fondée sur la qualité et le coût ("SFQC"), sélection sur la qualité seulement ("SQS"), sélection dans le cadre d’un budget déterminé ("SBD"), ou sélection au moindre coût ("SMC")]***Type de contrat** : *[Spécifier "contrat forfaitaire" ou "contrat au temps passé"]**[Un contrat rémunéré au temps passé convient aux Services dont il est difficile de définir l’étendue ou la durée, soit qu’il s’agisse de services liés aux activités d’autres prestataires dont les délais d’exécution peuvent varier, soit que l’on ait du mal à déterminer l’étendue des Services que les consultants ont à fournir pour atteindre les objectifs fixés. Un contrat rémunéré forfaitairement convient pour des missions où l’étendue et la durée des Services, ainsi que les résultats attendus des consultants sont clairement définis.**Dans certains cas, le contrat pourra être divisé en plusieurs composantes ayant chacune un mode de rémunération soit au forfait, soit au temps passé. Il convient d'adapter les formulaires de la Section IV pour refléter cela.**Si le contrat contient une tranche conditionnelle ou optionnelle, il convient de l'indiquer ici. Les formulaires de la Section IV devront être ajustés pour faire apparaître la tranche conditionnelle ou optionnelle. Il est rappelé qu'une tranche conditionnelle ne peut être déclenchée que pour des raisons extérieures au Client (financement non sécurisé, par exemple) à spécifier dans le contrat. Une tranche optionnelle peut quant à elle être déclenchée à la discrétion du Client. En revanche, il n'est pas possible d'insérer une tranche conditionnelle ni optionnelle pour permettre la résiliation du Contrat, si les prestations de la tranche ferme ne répondent pas aux attentes. Sauf cas particulier, le montant de la tranche conditionnelle ou optionnelle ne devrait pas être supérieur à vingt pour cent (20%) du montant total estimé du Contrat. Une tranche conditionnelle sera évaluée conjointement avec la tranche ferme ; à l’inverse, une tranche optionnelle ne fera pas l’objet d’une évaluation, seule celle de la tranche ferme conduisant à la sélection d’un attributaire. Les Données particulières des IC devront être adaptées pour refléter le cas.]* |
| **IC 2.2** | **L’intitulé des Services est** :  |
| **IC 2.3** | **Une conférence préparatoire au dépôt des Propositions aura lieu** : **Oui 🞏** ou **Non 🞏***[Si "Oui", renseigner ce qui suit :]*Date de la conférence préparatoire : Heure : Adresse : Téléphone : Télécopie : Courriel Personne contact/coordinateur de la conférence : *[insérer le nom et le titre]*  |
| **IC 2.4** | **Le Client fournira les renseignements afférents au projet, les rapports etc. suivants afin d’aider à la préparation des Propositions :** *[établir la liste ou indiquer "Sans objet", le cas échéant]* |
| **IC 3.3** | Les circonstances supplémentaires suivantes seront considérées comme constituant un conflit d’intérêt : *[insérer le cas échéant]*Les circonstances supplémentaires suivantes ne seront pas considérées comme constituant un conflit d’intérêt : *[insérer le cas échéant]* |
| **IC 4.1** | *[Si la sélection est susceptible de donner lieu à "un avantage compétitif inéquitable", expliquer ce qui est prévu pour y remédier en termes d’actions entreprises par le Client. Par exemple : revue critique des TdR dont une première version a été rédigée par un des Consultants de la liste restreinte, et/ou de mise à disposition par le Client aux Consultants figurant sur la liste restreinte de l’ensemble des informations auxquelles un (ou plusieurs) de ces Consultants aurai(en)t pu avoir accès de son (leur) côté (ex. : liste des rapports, renseignements, documents, etc. et la (les) source(s) où ils peuvent être obtenus ou téléchargés par les Consultants figurant sur la liste restreinte).]* |
| 1. Préparation des Propositions
 |
| **IC 9.1** | **La Proposition, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la Proposition, échangés entre le Consultant et le Client seront rédigés en français.** |
| **IC 10.1** | **La Proposition doit contenir :** **1ère enveloppe intérieure contenant la Proposition technique :**1. Formulaire de soumission de la Proposition technique (TECH-1)
2. Pouvoir du signataire de la Proposition
3. Déclaration d’Intégrité (signée)
4. Description de la méthodologie, du calendrier et de la composition de l’équipe (formulaires TECH-2, TECH-3, TECH-4 et TECH-5, fournis à titre indicatif)
5. Méthodologie sûreté répondant aux exigences des termes de référence sûreté (uniquement en cas de Services en zone classée orange ou rouge par le ministère français de l'Europe et des affaires étrangères[[3]](#footnote-4))

**ET****2ème enveloppe intérieure contenant la Proposition financière :**1. Formulaire de soumission de la Proposition financière (FIN-1)
2. Tableau de synthèse des prix (FIN-2)
3. Décomposition des prix (formulaires FIN-3 et FIN-4, fournis à titre indicatif en cas de contrat à rémunération forfaitaire)
 |
| **IC 11.1** | **La participation d’un même Sous-traitant (hors experts individuels pour le Personnel-clé) à plus d’une Proposition est permise.****La participation d’un même expert individuel en tant que Personnel-clé pour plus d’une Proposition *[est/n’est pas]* permise.** |
| **IC 12.1** | **La Proposition doit être valable pendant** *[insérer un nombre de Jours, normalement entre 60 et 120 Jours]* **Jours calendaires suivant la date limite de soumission des Propositions.** |
| **IC 13.1** | **La demande d’éclaircissement doit être adressée** *[insérer nombre]***Jours au plus tard, avant la date limite de remise des Propositions.**L’adresse du Client afin d’obtenir les éclaircissements est :  Télécopie : Courriel :  |
| **IC 14.1.1.1** | Les Consultants figurant sur la liste restreinte :1. Peuvent demander à s’associer avec, ou à prendre comme Sous-traitant, un ou des Consultants ne figurant pas sur la liste restreinte.
2. Ne peuvent pas demander à s’associer avec, ni à être Sous-traitant de, un autre Consultant figurant sur la liste restreinte *[Ajouter le cas échéant : sauf si ce Consultant est issu d’un Groupement retenu sur la liste restreinte mais ayant préalablement communiqué au Client son intention de ne pas remettre de Proposition].*

*[Modifier le cas échéant]* |
| **IC 14.1.2***[Applicable à toutes les méthodes de sélection sauf budget déterminé]* | Estimation du volume de travail du Personnel-clé : expert-jour.***[Attention à être bien cohérent avec (i) les indications de nombre d’expert-jour dans les Termes de Référence, et (ii) la possibilité pour le Personnel-clé de prendre des congés sur la durée de la prestation (en moyenne 2 mois par an, soit 220 jours travaillés par an)]****[Ou]*Estimation du coût total des Services : *[Indiquer soit l’estimation du volume de travail, soit l’estimation du coût,* ***mais pas les deux*** *!]* |
| **IC 14.1.3***[Uniquement pour un contrat rémunéré au temps passé]* | *[Si le volume de prestation du Personnel-clé rémunéré au temps passé est laissé entièrement à l’initiative du Consultant, indiquer, "Non applicable". Sinon, il est possible d’insérer ce qui suit :]* Le Consultant doit inclure dans sa Proposition au minimum un volume de prestation de Personnel-clé de expert-jour. *[indiquer un volume de travail* ***strictement inférieur*** *à celui de l’Article IC 14.1.2 des Données particulières ci-dessus, si applicable,* ***et cohérent avec (i) les indications de nombre d’expert-jour dans les Termes de Référence, et (ii) la possibilité pour le Personnel-clé de prendre des congés sur la durée de la prestation (en moyenne 2 mois par an, soit 220 jours travaillés par an)****]*Si la Proposition indique un volume de prestation de Personnel-clé inférieur au minimum exigé, la Proposition sera rejetée. |
| **IC 14.1.4 & 27.2***[A utiliser en cas de méthode à budget déterminé]* | Le budget total disponible pour ces Services à budget déterminé est : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_hors taxes locales applicables au Contrat telles que définies à l’Article 16.3 des IC*.* Les Propositions dépassant le budget total disponible seront rejetées. |
| **IC 15.3** | *[Il convient d’indiquer ici les exigences relatives au* ***Formulaire TECH–5 :Curriculum Vitae (CV),*** *notamment s’il doit être limité à**X pages (normalement entre 3 et 10) selon les profils et/ou et/ou s’il y a une période maximale pendant laquelle les expériences seront prises en compte (ex : les 10 dernières années avant l’année de lancement de la DDP, soit depuis le 1er janvier 201x) afin de faciliter l’examen par le comité d’évaluation. Sinon, supprimer cet Article IC 15.3 des Données particulières.]* |
| **IC 16.1** | Le Consultant détaillera les autres coûts de sa Proposition en conformité avec les éléments indiqués dans le formulaire FIN-4. |
| **IC 16.2** | **Une révision des prix de la rémunération est prévue** : **Oui 🞏** ou **Non 🞏***[Cette disposition s’applique au moins aux Contrats d’une durée supérieure à 12 mois. A remplir ici en cohérence avec la clause 42.3 des CPC – Section VIII.]**[Si "oui", préciser si cela s’applique au prix payable en monnaie étrangère et/ou du pays du Client (monnaie nationale)]* |
| **IC 16.3** | 1. **Etablissement stable dans le pays du Client :**

La loi du pays du Client *[autorise/n’autorise pas]* le Consultant à exécuter le Contrat sans disposer d’un établissement stable dans le pays du Client.1. **Taxation hors du pays du Client :**

La Proposition financière du Consultant doit inclure, sans les présenter séparément, tous les impôts, taxes et droits applicables hors du pays du Client (notamment dans le pays du Consultant, si celui-ci est différent de celui du Client).1. **Taxation dans le pays du Client :**
	1. La Proposition financière du Consultant identifiera clairement les taxes locales applicables au Contrat, définies comme les impôts, taxes et droits décrits dans la PARTIE 1 du tableau des Articles 43.1 et 43.2 des Conditions Particulières du Contrat, et les présentera séparément dans ses tableaux de prix, pour chaque monnaie visée à l'Article 16.4 des IC le cas échéant.

Les éventuelles exonérations d’impôts, taxes et droits obtenues par le Client pour ce Contrat sont également renseignées aux Articles 43.1 et 43.2 des Conditions Particulières du Contrat.* 1. La Proposition financière du Consultant est réputée inclure tous les autres impôts, taxes et droits applicables.
 |
| **IC 16.4** | **La Proposition financière libellera le prix des Services dans les monnaies ci‑après :** *[Choisir une ou deux monnaies parmi la monnaie nationale, ou l’Euro ou l’US$.]***La Proposition financière doit indiquer les coûts encourus dans le pays du Client dans la monnaie de ce pays (monnaie nationale) :****Oui 🞏** ou **Non 🞏** |
| 1. Dépôt, Ouverture et Evaluation des Propositions
 |
| **IC 17.1** | **Le Consultant ne pourra pas remettre sa Proposition par voie électronique.***[L’accord préalable de l’AFD est requis pour autoriser la voie électronique. Dans ce cas, insérer :]***La procédure de remise de la Proposition par voie électronique est comme suit**: *[décrire la procédure de remise].* |
| **IC 17.4** | **Le Consultant doit remettre :**1. **la Proposition technique en :** un (1) original et \_\_\_\_\_ *[Insérer nombre]* copies papier + une (1) copie numérique (CD ou clé USB) ;
2. **la Proposition financière en :** un (1) original et \_\_\_\_\_ *[Insérer nombre]* copies papier + une (1) copie numérique (CD ou clé USB).

**La copie numérique de la Proposition technique ne doit pas inclure la Proposition financière.** |
| **IC 17.9** | **Les Propositions doivent être reçues par le Client au plus tard à la date et à l’heure ci-après :****Date :** *[insérer la date, normalement entre 6 semaines et 3 mois après la date d’envoi de la DDP aux Consultants]*  *[jour/mois/année]* **Heure :** *[insérer l’heure en format standard, par exemple, "16:00 heure locale"]***L’adresse de dépôt des Propositions est :**  |
| **IC 19.1** | **L’option de l’ouverture des Propositions techniques "en ligne" n’est pas proposée.***[L’accord préalable de l’AFD est requis pour autoriser la voie électronique. Dans ce cas, insérer :]***La procédure d’ouverture en ligne est** *: [décrire la procédure d’ouverture en ligne des Propositions techniques.]***L’ouverture des Propositions techniques aura lieu à :***[Insérer :* "même adresse que celle de dépôt des Propositions" *OU insérer et renseigner ce qui suit :]*Adresse : Etage, bureau No. : Ville : Pays : **Date** : *[la même que la date limite indiquée à l’Article IC 17.9 des Données particulières]***Heure** :  *[insérer l’heure en format standard, par exemple, "16:00 heure locale" ; l’heure devra être immédiatement après l’heure limite de dépôt des Propositions]* |
| **IC 19.2** | Toute Proposition technique dont le formulaire de soumission n'est pas signé ou n'est pas accompagné du pouvoir, conformément à l'Article 17.2 des IC, ne sera pas considérée. |
| **IC 21.1** | **Tableau – Allocation des points pour l’évaluation des Propositions techniques***[À chaque critère est attribué un nombre de points répartis entre différents sous-critères (le nombre de points est au total de 100 pour l’ensemble des critères). Les critères et sous-critères ainsi que leurs poids respectifs doivent être adaptés aux prestations qui font l’objet de cette DDP et liés aux termes de référence qui décrivent les prestations à fournir.]*

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères d’évaluation** | **Points** |
| 1. **Adéquation de la méthodologie et du calendrier proposés aux Termes de référence (TdR)**
 | *[30‑50]* |
| 1. **Qualifications et compétences du Personnel-clé pour les Services :**

*[Seuls les postes les plus importants parmi les expertises demandées dans les Termes de Référence doivent être définis et désignés comme Personnel-clé]** Expert-e Clé-1 : Chef/Cheffe de mission *[spécifier le nombre de points]*
* Expert-e Clé-2 : *[préciser le titre]* *[spécifier le nombre de points]*
* Expert-e Clé-3 :*[préciser le titre] [spécifier le nombre de points]*
* …
 | *[40‑70]* |
| 1. **Adéquation du programme de transfert de connaissances (renforcement des capacités et formation)**
 | *[0‑10]* |
| 1. **Participation de ressortissants nationaux en tant que Personnel-clé**
 | *[0‑10]* |
| **TOTAL** | 100 |
| **Critère d'évaluation N°1 - Méthodologie :**Le nombre de points attribué pour ce critère sera déterminé sur la base des sous‑critères et des poids en pourcentage suivants *[La méthodologie peut être évaluée au regard de sa conformité aux termes de référence, de l’emploi optimal des ressources techniques et professionnelles disponibles, du calendrier de travail, de l’adéquation des ressources aux tâches, de l’appui proposé aux experts présents sur le terrain, de la complémentarité des membres du groupement, des experts proposés, etc. Pour les prestations relatives à la préparation et à la supervision des marchés de travaux d’infrastructures, et si les TdR le précisent, il convient d’ajouter des sous-critères adaptés, notamment i) concernant l’adéquation de la méthodologie de gestion de risques ESSS, ii) la valeur ajoutée de la proposition en termes de conception durable.]* :

|  |  |
| --- | --- |
| 1. La méthodologie est claire et complète : totalité des Services, organisation décrite, ressources mobilisées, liste des activités, programme de travail réaliste et conforme aux TdR et à la méthodologie proposés, risques et hypothèses
 | *[préciser le pourcentage, par exemple 40%]* |
| 1. La méthodologie est pertinente: elle apporte une valeur ajoutée aux TdR et contient des innovations
 | *[préciser le pourcentage, par exemple 30%]* |
| 1. Le nombre d'experts et le nombre prévu de jours de travail pour chaque expert sont bien dimensionnés pour réaliser de manière satisfaisante chaque activité
 | *[préciser le pourcentage, par exemple 20%]* |
| 1. La complementarité entre experts internationaux et experts locaux, entre experts juniors et experts seniors, ou entre experts sur site et au siège ainsi que les modalités d’intégration des éventuels experts indépendants permettent d'atteindre les résultats attendus
 | *[préciser le pourcentage, par exemple 10%]* |
| **TOTAL** | **100%** |

**Critère d'évaluation N°2 :**Le nombre de points attribué pour chaque Personnel-clé ci-dessus sera déterminé sur la base des sous‑critères et des poids en pourcentage suivants *[Les points relatifs à chaque sous-critère doivent être adaptés aux prestations qui font l’objet de cette DDP.]* : |
| 1. Qualification d’ordre général (formation initiale, autres formations et expérience)
 | *[10‑20]*% |
| 1. Pertinence pour le projet (études, formations et expérience pertinentes dans le secteur ou pour des missions similaires)
 | *[50‑70]*% |
| 1. Expérience de la région et connaissance de la langue
 | *[0‑10]*% |
| 1. Années d’expérience de travail avec le Consultant
 | *[10‑20]*% |
| **TOTAL** | **100%** |
| Une notation relative entre les Propositions des Consultants sera réalisée afin de refléter les différences globales de qualité dans la note technique de chaque Proposition technique.**La note technique minimum de qualification (Nt) requise est de :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** *[Insérer nombre] - [il est suggéré de retenir entre 70 et 85 sur l’échelle de 1 à 100]**[A insérer en option pour de* ***l'assistance technique résidente long terme uniquement*** *:]*Un entretien avec le chef ou la cheffe de mission proposé-e par chaque Consultant sera conduit via *[préciser "visioconférence", ou "téléphone" ou "autre"]* pendant l'évaluation des Propositions techniques. Les questions et les réponses seront consignées dans le rapport d'évaluation des Propositions. *[Afin de cadrer ces entretiens, il sera nécessaire pendant l'évaluation des Propositions techniques d’établir une même liste de questions (sur la motivation, l’intérêt pour le pays, les aspects interpersonnels etc.) qui sera utilisée pour chaque chef ou cheffe de mission de chaque Consultant.]*Les modalités de cet entretien seront les suivantes : *[Préciser les modalités si cela est pertinent : entretien à distance ou présence physique, remboursement des frais de voyage, etc.]* Les résultats de ces entretiens seront uniquement utilisés pour ajuster la notation relative au critère d’évaluation N°2 concernant le chef ou la cheffe de mission.En aucun cas cet entretien ne pourra permettre des clarifications de l’offre technique ni n’abordera le coût des Services ni tout élément financier.*[A insérer en cas d’exigences de sûreté applicables :]*L'évaluation de la méthodologie sûreté, telle que décrite à l'Article IC 10.1 des Donnés particulières, ne donnera pas lieu à une attribution de points. Elle consistera à déterminer que chaque condition de recevabilité spécifiée dans les termes de référence sûreté est remplie. Dans le cas contraire, la Proposition sera rejetée. |

 |
| **IC 23.1** | **L’option de l’ouverture des Propositions financières "en ligne" n’est pas proposée.***[L’accord préalable de l’AFD est requis pour autoriser la voie électronique. Dans ce cas, insérer :]***La procédure d’ouverture en ligne est** : *[décrire la procédure d’ouverture en ligne des Propositions financières].* |
| **IC 25.1** | L'évaluation se fera sur la base de la Proposition financière des Consultants hors impôts, taxes et droits identifiés dans la Partie 1 du tableau des Articles 43.1 et 43.2 des Conditions Particulières du Contrat. Lors des négociations du Contrat, le traitement des impôts, taxes et droits applicables sera examiné et fera l’objet d’un accord. Les impôts, taxes et droits applicables pourront être ajoutés au prix du Contrat sur une ligne distincte, en se référant au(x) mécanisme(s) de paiement desdits impôts, taxes et droits décrit(s) dans les Conditions Particulières du Contrat (Articles 43.1 et 43.2), le cas échéant.**La Proposition financière dont le prix évalué est le moins élevé (Pm) se verra attribuer la note de prix (Np) maximale de 100.****La note financière relative au prix des autres Propositions sera calculée par la formule ci-après :**Np = 100 x Pm/P, dans laquelle "Np" est la note financière du prix P, "Pm" est le prix le moins élevé, et "P" le prix de la Proposition évaluée. |
| **IC 25.2** | Le Client définit les somme(s) provisionnelle(s) comme suit : *[Lister le cas échéant pour chaque somme provisionnelle : la destination, les types généraux de frais couverts, et le montant correspondant. Le détail des critères d’activation des sommes provisionnelles, et des frais acceptables à y intégrer, doit être décrit dans les Termes de Référence]* *[S’il n’y a pas de somme provisionnelle, indiquer :* Non applicable*]*L'évaluation se fera sur la base de la Proposition financière des Consultants hors la ou les somme(s) provisionnelle(s) définie(s) ci-dessus. |
| **IC 26.1** | **La monnaie dans laquelle les prix exprimés en diverses monnaies seront convertis est** : *[indiquer la monnaie nationale ou une autre monnaie librement convertible].***La source officielle pour les cours de change (vendeur) est** : **La date des cours de change est la date antérieure de sept (7) Jours à la date limite de réception des Propositions.** |
| **IC 27.1** | **Les pondérations attribuées respectivement à la Proposition technique (T) et à la Proposition financière (F) sont :****T =**  *[Insérer un pourcentage de pondération entre 70 et 80],*etF =  *[Insérer un pourcentage de pondération entre 30 et 20].*Les Propositions sont classées en fonction de leur note technique (Nt) et de prix (Np) combinées en utilisant les pondérations (T = la pondération attribuée à la Proposition technique ; F = la pondération attribuée à la Proposition financière ; T + F = 1) comme suit : N = Nt x T% + Np x F%. |
| 1. Négociations et Attribution du Contrat
 |
| **IC 29.1** | **Date et adresse prévues pour les négociations du Contrat :**Date : *[jour/mois/année]*Adresse complète :   |
| **IC 31.2** | **Date et lieu prévus pour le commencement des Services :**Date : *[insérer mois et année]* à *[insérer lieu]* |
| **IC 32.1** | Le délai pour que les Consultants demandent des informations complémentaires, à compter de la date de notification des résultats de la sélection, est de *[insérer le délai en accord avec le Droit applicable, qui devra être d’au moins 5 jours ouvrés]* jours ouvrés.Le délai pour que le Client fournisse les informations demandées, à compter de la date de réception de la demande d’informations provenant du Consultant, est de *[insérer le délai en accord avec le Droit applicable, qui devra être d’au plus 15 jours ouvrés]* jours ouvrés. |

Section III – Proposition technique –
Formulaires types

Formulaire TECH–1 :
Formulaire de Soumission de la Proposition Technique

**(Texte à ne pas modifier, sauf les champs en italique à remplir par le Consultant)**

 *[Lieu, Date]*

A : *[Nom et adresse du Client]*

Madame, Monsieur,

Nous, soussignés, avons l’honneur de vous proposer nos Services, à titre de Consultant, pour *[Insérer l’intitulé des Services]* conformément à votre Demande de Propositions en date du *[Insérer la date]*. Nous vous soumettons par la présente, notre Proposition, qui comprend une Proposition technique et une Proposition financière, sous enveloppes cachetées séparées.

*[Si le Consultant est un Groupement, insérer ce qui suit :*

Nous soumettons notre Proposition en Groupement comme suit : *[Insérer la liste indiquant le nom complet et l’adresse de chaque membre, et identifier le mandataire]*. Nous joignons copie *[insérer :* "de la lettre d’intention de former un Groupement" *ou, si un Groupement a déjà été formé,* "de l’accord de Groupement"*]* signé par chacun des membres du Groupement, y compris les détails de la structure probable, les contributions des membres du groupement et leur partage des tâches, et la confirmation de la responsabilité conjointe et solidaire des membres de ce Groupement.*]*

 *[Si la Proposition du Consultant contient des Sous-traitants, insérer ce qui suit :*

Nous soumettons notre Proposition avec les Sous-traitants suivants : *[Insérer la liste indiquant le nom complet et l’adresse de chacun des Sous-traitants].]*

Nous déclarons que :

1. Tous les renseignements et déclarations figurant dans la Proposition sont exacts et nous reconnaissons que toute fausse déclaration contenue dans ladite Proposition conduira au rejet de notre Proposition par le Client.
2. Notre Proposition demeurera valide et nous liera pour toute la durée mentionné dans les Données particulières, Article IC 12.1 (Validité des Propositions).
3. Nous ne nous trouvons pas en situation de conflit d’intérêt, en vertu de l’Article 3 des IC.
4. Sous réserve des dispositions de l’Article IC 12.1 des Données particulières, nous nous engageons à négocier un Contrat sur la base des Personnels-clés proposés. Nous reconnaissons que le remplacement de Personnel-clé pour des motifs autres que ceux mentionnés aux Articles 12.5 et 29.3 des IC mettra fin aux négociations du Contrat.
5. Notre Proposition a pour nous force obligatoire, sous réserve de modifications résultant des négociations du Contrat.

Si notre Proposition est acceptée et le Contrat signé, nous nous engageons à commencer les Services au titre de la mission au plus tard à la date indiquée à l’Article IC 31.2 des Données particulières.

Nous reconnaissons et acceptons que le Client se réserve le droit d’annuler la procédure et de rejeter toutes les Propositions à tout moment avant l’attribution du contrat, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis de nous.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l’assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité : *[en toutes lettres et initiales]*

Nom et titre du signataire :

Nom du Consultant (nom de l’entreprise ou du Groupement) :

En qualité de :

Adresse :

Information pour le contact (téléphone et courriel) :

*[Pour un Groupement, tous les membres doivent signer ou seulement le mandataire, auquel cas le pouvoir habilitant le signataire à signer au nom de tous les membres doit être joint.]*

Annexe au Formulaire de Soumission de la Proposition Technique ‑
Déclaration d’intégrité, d’éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale

*[Le contenu de la Déclaration d’Intégrité, d’éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale dépend de la date de signature de la Convention de Financement de l’AFD qui couvre tout ou partie du financement du présent Contrat.*

* *Pour tout marché financé par l’AFD via une Convention de Financement qui fait référence aux Directives 2019 ou antérieures, le Maître d’ouvrage sélectionnera le texte de l’OPTION A et supprimera l’OPTION B ;*
* *Pour tout marché financé par l’AFD via une Convention de Financement qui fait référence aux Directives 2024 ou plus récentes, le Maître d’ouvrage sélectionnera le texte de l’OPTION B et supprimera l’OPTION A. ]*

***[OPTION A – Version de Déclaration d’Intégrité à insérer pour tout projet financé via une Convention de Financement de l’AFD qui fait référence aux Directives 2019 ou antérieures***

*(Sinon supprimer cette partie et ne garder que l’OPTION B ci-après)*

Intitulé de l'offre ou de la proposition (le "**Marché**")

A : (le "**Maître d'Ouvrage**")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"**AFD**") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation des marchés et de leur exécution. Selon qu’il s’agit de marchés de travaux, de fournitures, d’équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d’autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client ou Acheteur.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'un des cas suivants :

2.1 Être en état ou faire l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;

2.2 Avoir fait l'objet :

1. D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Marché, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l’hypothèse d’une telle condamnation, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d’Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette condamnation n’est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
2. D’une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l’Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel nous sommes établis, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l’hypothèse d’une telle sanction, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d’Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette sanction n’est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
3. D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;

2.3 Figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;

2.4 Avoir fait l’objet d’une résiliation prononcée à nos torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à nos obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n’ait pas fait l’objet d’une contestation de notre part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à nos torts exclusifs ;

2.5 N’avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;

2.6 Être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr> (dans l’hypothèse d’une telle décision d’exclusion, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d’Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d’exclusion n’est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;

2.7 Avoir produit de faux documents ou s’être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d’attribution du Marché.

1. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :

3.1 Actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction.

3.2 Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;

3.3 Contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire ou consultant nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres ou propositions respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

3.4 Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;

3.5 Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux, fournitures ou équipements :

1. Avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre de la procédure de passation du Marché ;
2. Être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.
3. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
4. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.
5. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

6.1 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.2 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.3 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute Personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre Personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre Personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

6.4 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute Personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.

6.5 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.

6.6 Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.

6.7 Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous‑traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu’elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage.

1. Nous-mêmes, les membres de notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom : En tant que :

Dûment habilité à signer pour et au nom de[[4]](#footnote-5) :

Signature :

En date du :

*fin de l’OPTION A****]***

***[OPTION B – Version de Déclaration d’Intégrité à insérer pour tout Marché financé via une Convention de Financement de l’AFD qui fait référence aux Directives 2024 ou plus récentes***

*(Sinon supprimer cette partie et ne garder que l’OPTION A ci-avant)*

Intitulé de l'offre/de la proposition/du Marché signé[[5]](#footnote-6) (le "**Marché**")

A : (le "**Maître d'Ouvrage**")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"**AFD**") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation du Marché et de son exécution. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, et nos sous-traitants. Selon qu'il s'agit d'un Marché de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client, Entrepreneur ou Acheteur.
2. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom[[6]](#footnote-7), ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ne sommes dans l'un des cas suivants :

2.1 Être en état ou faire l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;

2.2 Avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d’une sanction administrative définitive, d’une condamnation définitive prononcée par une autorité compétente, ou de toute autre résolution hors procès[[7]](#footnote-8) ayant notamment un effet extinctif de l'action publique, soit (i) dans le pays dans lequel nous sommes établis, (ii) dans le pays de réalisation du Marché, (iii) dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD, (iv) prononcée par une institution de l’Union européenne ou (v) prononcée par une autorité compétente en France, pour :

1. des faits de Pratiques prohibées, telles que définies à l'article 6.1 ci‑après, ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l’hypothèse d’une telle sanction, condamnation, ou résolution hors procès, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d’Intégrité des informations complémentaires, tel un programme de conformité, pour justifier que nous (ou la personne agissant en notre nom, le membre de notre groupement, ou notre sous-traitant) considérons que la sanction, condamnation ou résolution n’est pas pertinente dans le cadre du Marché, le cas échéant) ;
2. des faits de participation à une organisation criminelle, d’infractions terroristes ou liées à des activités terroristes, de travail des enfants, ou autres infractions liées à la traite des êtres humains ;
3. avoir créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de se soustraire à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale applicable sur le territoire où se trouve son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement ou (ii) pour le fait d’être une entité créée dans l’intention de se soustraire à de telles obligations ;

2.3 Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à ses torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché, sous réserve que cette résiliation n'ait pas fait l'objet d'une contestation de sa part qui soit en cours de traitement ou qui ait donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à ses torts exclusifs ;

2.4 Faire l’objet d'une mesure d'inéligibilité prise par une des banques multilatérales de développement signataires de l'accord de reconnaissance mutuelle du 9 avril 2010[[8]](#footnote-9) (dans l’hypothèse d’une telle mesure d'inéligibilité, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d’Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette mesure d'inéligibilité n’est pas pertinente dans le cadre du Marché), le cas échéant ;

2.5 N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de ses impôts ou des cotisations sociales selon les dispositions légales de notre pays d’établissement, ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;

2.6 Avoir produit de faux documents ou s’être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d’attribution du Marché.

1. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom2, ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ni nos actionnaires directs ou indirects, ni nos filiales, agissant avec notre connaissance ou consentement :
	1. n’est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d’une personne ou entité visée par des mesures de sanctions individuelles adoptées par les Nations Unies, l’Union européenne et/ou la France ;
	2. n’est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d’une personne ou entité visée par des mesures de sanctions sectorielles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France ;
	3. n’est inéligible pour la réalisation du projet en raison de toute autre mesure de sanctions internationales prononcée par les Nations Unies, l'Union européenne ou la France.
2. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom2, ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous‑traitants, ne sommes [ni n’avons été *(en cas de refinancement d’un marché déjà attribué)*] dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :

4.1 Etre un actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;

4.2 Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;

4.3 Contrôler ou être contrôlé par un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre candidat, soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre candidat, soumissionnaire ou consultant nous permettant (i) d'avoir donné, et/ou de donner accès à des informations contenues dans nos candidatures, offres ou propositions respectives de nature à fausser le jeu de la concurrence, (ii) de les influencer, ou (iii) d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

4.4 Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, est ou pourrait être incompatible avec la mission envisagée pour le compte du Maître d'Ouvrage ;

4.5 Avoir préparé soi-même, être ou avoir été associé à une personne physique ou morale qui a préparé des spécifications, termes de références et autres documents qui ont été utilisés dans le cadre de la procédure de passation du présent Marché, et qui contiennent des dispositions de nature à favoriser une candidature, offre ou proposition ;

4.6 Avoir accès ou eu accès, avoir préparé soi-même, être ou avoir été associé à une personne physique ou morale qui a accès, eu accès, ou préparé des spécifications, plans, calculs, études et autres documents qui n’ont pas été communiqués à l’ensemble des candidats, soumissionnaires ou consultants dans le cadre de la présente passation de Marché, et qui confèrent ainsi un avantage compétitif indû ;

4.7 Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un Marché de travaux, équipements ou fournitures, être soi-même recruté, ou devoir l'être (ou que l'une des entreprises auxquelles nous sommes affiliées le soit, ou doive l’être), pour effectuer la supervision ou le contrôle des prestations dans le cadre du Marché.

1. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
2. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

6.1 Ni nous, ni quiconque agissant en notre nom2, ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, n'avons commis ni ne commettrons de Pratique prohibée telle que définie dans le document intitulé "Politique générale du groupe AFD en matière de prévention et de lutte contre les Pratiques prohibées", disponible sur le site Internet de l'AFD[[9]](#footnote-10).

6.2 Ni nous, ni quiconque agissant en notre nom2, ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, n'allons acquérir ou fournir [n’avons acquis ou fourni *(en cas de refinancement d’un marché déjà attribué)*] de matériel ni intervenir [ne sommes intervenus *(en cas de refinancement d’un marché déjà attribué)*] dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union européenne ou de la France.

1. Nous nous engageons à, et nous nous engageons à ce que quiconque agissant en notre nom2, tout membre de notre groupement, tout sous‑traitant s’engage à :

7.1 respecter les normes environnementales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions internationales pour la protection de l'environnement, et notamment à prendre toutes les mesures raisonnables pour éviter ou limiter les effets négatifs sur la végétation, la biodiversité, les sols, les nappes d'eau souterraine et superficielles, et sur les personnes et biens, résultant de la pollution, bruit, vibrations, trafic et autres effets résultant de nos activités, en cohérence avec les lois et réglementations applicables dans le pays de réalisation du Marché.

7.2 mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage, et à ce que les émissions, les rejets en surface et les effluents produits par nos activités respectent les limites, les spécifications ou les prescriptions applicables au Marché.

7.3 respecter les droits des travailleurs relatifs aux salaires, horaires de travail, repos et vacances, heures supplémentaires, âge minimum, paiements réguliers, compensations et bénéfices conformément aux normes reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l’organisation internationale du Travail (OIT), en cohérence avec les lois et réglementations applicables au pays de réalisation du Marché ; indiquer ces éléments dans un document annexé aux contrats de travail de nos employés et à la disposition du Maître d'Ouvrage ; et respecter et faciliter les droits des travailleurs pour s’organiser et mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes pour les travailleurs directs ou indirects.

7.4 mettre en place des pratiques de non-discrimination et d’égalité d’opportunités, et à assurer l’interdiction du travail des enfants et du travail forcé.

7.5 maintenir un dossier pour chaque membre du personnel local consignant les heures travaillées par chaque personne, le type de travail, les salaires payés et les formations suivies, et à ce que ces dossiers soient disponibles en tout temps afin qu'ils puissent être examinés par le Maître d'Ouvrage et les représentants autorisés du gouvernement, dans le respect des lois et réglementations applicables à la protection des données personnelles dans le pays de réalisation du Marché.

1. Nous‑mêmes, quiconque agissant en notre nom2, les membres de notre groupement, nos sous‑traitants, nos actionnaires directs ou indirects, et nos filiales, autorisons l'AFD à mener des investigations, et notamment à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché, y compris, mais sans s'y limiter, nos processus et procédures internes liés au respect des sanctions internationales prononcées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, et de les faire vérifier par des auditeurs désignés par l’AFD.
2. Nous déclarons que nous avons payé, ou que nous paierons, des commissions, avantages, honoraires, gratifications ou frais en rapport avec la procédure de passation du Marché ou de l'exécution du Marché au profit de la/des tierce(s) personne(s) suivante(s) (comme par exemple un intermédiaire/agent)(\*) :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nom du bénéficiaire** | **Coordonnées** | **Motif** | **Montant(Préciser la devise)** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

(\*) : Si aucune somme n'a été payée ou ne doit être payée, indiquer "Aucune".

1. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points qui précèdent, y compris en cas de toute mesure de sanction ou d’embargo adoptée par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France intervenu suite à notre signature de la présente Déclaration.

Nom : En tant que :

Dûment habilité à signer pour et au nom de[[10]](#footnote-11) :

Signature :

En date du :

*fin de l’OPTION B****]***

Formulaire TECH–2 :
Proposition technique

*[Le texte qui suit est une suggestion de structure attendue par le Client pour la Proposition technique, à adapter par le Client pour chaque Contrat à passer]*

1. **Structure et expérience du Consultant**

*[Indiquer ici une brève description de votre entreprise/bureau et de la manière dont il est organisé, et ‑ dans le cas d’un Groupement ‑ de chaque membre devant participer aux Services, incluant un organigramme, la liste des membres du comité de direction, l’actionnariat.]*

1. **Description de l’approche, la méthodologie, et du programme de travail en réponse aux Termes de référence**
2. **Approche technique et méthode de travail** :

*[Veuillez expliquer comment vous comprenez les objectifs des Services, tels qu’ils sont décrits dans les Termes de référence (TdR), l’approche technique et la méthodologie (y compris, concernant le renforcement des capacités/formation et la gestion des aspects Environnementaux, Sociaux, de Santé et Sécurité, et/ou les aspects de durabilité spécifiques aux services, si spécifiés dans les TdR) que vous adopteriez afin de réaliser les tâches des Services et livrer les produits/rapports demandés, ainsi que le niveau de détail de ces livrables. Inclure ici vos éventuels commentaires et suggestions sur les TdR (incluant les améliorations proposées, le cas échéant) et sur les prestations et personnels à fournir par le Client (par exemple : support administratif, espace bureau, transports locaux, matériel, documents et rapports pertinents, etc.). Ne pas répéter ou copier les TdR.]*

*[Il convient de préciser ici la liste des sujets qui devront être traités par les Consultants dans cette section, liés aux TdR et correspondant aux sous-critères d’évaluation énoncés à l’Article IC 21.1 des Données particulières, le cas échéant]*

1. **Programme de travail**

*[Veuillez indiquer le programme de réalisation des principales activités ou tâches des Services, leur contenu et leur durée, la décomposition en phase et les contraintes correspondantes, les étapes principales (y compris examen/approbations par le Client), et dates prévisionnelles des livrables. Le programme de travail proposé doit être en cohérence avec l’approche technique et la méthode, montrant votre compréhension des TdR et votre capacité à les traduire en un programme de travail réaliste. Une liste des documents à produire (y compris les rapports) doit être fournie. Le Formulaire Programme d’activités (TECH-3) peut être utilisé à cet effet.]*

1. **Organisation et Personnel du Consultant**

*[Veuillez décrire la structure et la composition de votre équipe, y compris la liste du Personnel-clé, des Autres personnels et des personnels administratifs affectés aux Services, et des Personnels dédiés au renforcement des capacités et à la formation et/ou à la gestion des aspects ESSS, si ce sont des composantes spécifiques des Services, spécifiées comme telles dans les TdR. La contribution de chaque Personnel devra être spécifiée en cohérence avec la méthodologie proposée et les exigences des TdR. Le Formulaire TECH-4 peut être utilisé à cet effet. Les CV des Personnels seront fournis ; le Formulaire TECH-5 peut être utilisé à cet effet.]*

Formulaire TECH–3 :
Programme d'activité et calendrier des livrables

**(Format indicatif)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Livrables[[11]](#footnote-12) (L ‑ \_\_)** | **Mois[[12]](#footnote-13)[[13]](#footnote-14)** | **TOTAL** |
| **1** | **2** | **3** | **4** | **5** | **6** | **7** | **8** | **9** | **…** | **m** |
| **L ‑ 1** | *[par ex. Livrable #1 : Rapport de démarrage, ou rapport d’activité du Mois 1]* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | 1. Collecte de données
 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | 1. Rédaction du rapport
 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | 1. Rapport préliminaire
 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | 1. Finalisation suite aux commentaires
 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | 1. …
 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | 1. Fourniture du rapport final au Client
 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Etc. |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **L ‑ 2** | *[par ex. Livrable #2 : \_\_\_\_\_\_]* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Etc. |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **L - n** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Formulaires TECH–4 :
Composition de l'équipe, activités individuelles et contribution du Personnel

**TECH-4.1 – Contribution du Personnel aux livrables***[tableau optionnel pour un Contrat rémunéré au temps passé]*

**(Format indicatif)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Nom** | **Temps de contribution de l'expert (en jours de travail) pour chaque livrable listé dans le Formulaire TECH–3** | **Temps de contribution total(en jours)** |
| **Position** | **Lieu** | **L ‑ 1** | **L ‑ 2** | **L ‑ 3** | **……** | **L ‑ n** | **Etc.** | **Siège[[14]](#footnote-15)** | **Terrain[[15]](#footnote-16)** | **Total** |
| **Personnels‑clés[[16]](#footnote-17)** |
| EC-1 | *[Nom Prénom]* | *[Chef de Mission]* | *[Siège]* | *[20 jours]* | *[10 jours]* | *[5 jours]* |  |  |  |  |  |  |
| *[Terrain]* | *[5 jours]* | *[5 jours]* | *[10 jours]* |  |  |  |  |  |
| EC-2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| EC-3 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| … |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Sous-total** |  |  |  |
| **Autres personnels – non-clé** |
| ENC-1 |  |  | *[Siège]* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *[Terrain]* |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ENC-2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| … |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Sous-total** |  |  |  |
| **Total** |  |  |  |

**TECH-4.2 – Calendrier de contribution du Personnel**

**(Format indicatif)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Nom** | **Temps de contribution de l'expert (en jours de travail) par mois[[17]](#footnote-18)** | **Temps de contribution total(en jours)** |
| **Position** | **Lieu** | **Mois 1** | **Mois 2** | **Mois 3** | **……** | **Mois n** | **Etc.** | **Siège[[18]](#footnote-19)** | **Terrain[[19]](#footnote-20)** | **Total** |
| **Personnels‑clés[[20]](#footnote-21)** |
| EC-1 | *[Nom Prénom]* | *[Chef de Mission]* | *[Siège]* | *[10 jours]* | *[5 jours]* | *[10 jours]* |  |  |  |  |  |  |
| *[Terrain]* | *[10 jours]* | *[10 jours]* | *[5 jours]* |  |  |  |  |  |
| EC-2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| EC-3 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| … |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Sous-total** |  |  |  |
| **Autres personnels – non-clé** |
| ENC-1 |  |  | *[Siège]* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *[Terrain]* |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ENC-2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| … |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Sous-total** |  |  |  |
| **Total** |  |  |  |

Légende :

Contribution à temps complet Contribution à temps partiel

Formulaire TECH–5 :
Curriculum Vitae (CV)

**(Format indicatif)**

*[Il convient de rappeler ici les éventuelles exigences relatives aux CV, si prévues à l’Article IC 15.3 des Données particulières : notamment si le CV doit être limité à X pages (normalement entre 3 et 10) selon les profils et/ou s’il y a une période maximale pendant laquelle les expériences seront prises en compte (ex : les 10 dernières années avant l’année de lancement de la DDP, soit depuis le 1er janvier 201x) afin de faciliter l’examen par le comité d’évaluation.]*

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du Poste et No. :** | *[par ex. EC-1, chef d’équipe]* |
| **Nom de l’expert :**  | *[Insérer le nom complet]* |
| **Date de naissance :** | *[jour/mois/année]* |
| **Nationalité/Pays de résidence :** | *[Insérer le pays]* |

**Education** : *[Résumer les études universitaires et autres études spécialisées suivies, en indiquant le nom de l’école ou université, les années d’étude et les diplômes obtenus.]*

**Expérience professionnelle pertinente pour les Services** : *[Dresser la liste des emplois exercés depuis la fin des études, dans un ordre chronologique inverse, en commençant par le poste actuel ; pour chacun, indiquer les dates, le nom de l’employeur, le titre professionnel de l’employé et le lieu de travail ; pour les emplois des dix dernières années (ou éventuelle autre limite spécifiée à l’Article IC 15.3 des Données particulières), préciser en outre les activités réalisées et fournir les noms des clients et employeurs à contacter pour référence. Les emplois tenus qui sont sans rapport avec les Services peuvent être omis.]*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Période** | **Nom de l’employeur, titre professionnel/poste tenu, lieu de travail.** | **Pays** | **Résumé des activités réalisées, en rapport avec les Services** |
| *[par ex. Mai 2015 – présent]* | *[ex : Bureau d’étude XX] [Nom du poste][Ville, Pays]**[par ex. Ministère de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, conseiller/consultant pour \_\_\_\_\_\_\_\_.**Pour obtenir références :* *Tél. \_\_\_\_\_\_\_\_ / Courriel \_\_\_\_\_\_\_\_\_, [Nom, Fonction]* |  |  |
|  |  |  |  |

**Affiliation à des associations professionnelles et publications réalisées :**

**Langues pratiquées (indiquer uniquement les langues dans lesquelles vous pouvez travailler) :**

**Compétences/qualifications pour les Services :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Tâches spécifiques incombant à l’expert parmi les tâches à réaliser par le Personnel du Consultant** | **Référence à des travaux ou missions antérieures\* illustrant la capacité de l’expert à réaliser les tâches qui lui seront attribuées** |
| ***[Liste des livrables/tâches en référence à TECH‑3 dans lesquelles l’expert sera engagé]*** | ***[indiquer pour chaque référence : titre du projet, date, durée, lieu, employeur, client final, description des activités menées par l’expert, volume d’intervention de l’expert (en expert-jour) sur la tâche en question, travail sur site et/ou au siège]*** |
|  |  |
|  |  |

\* Seule l’expérience professionnelle indiquée dans le CV sera prise en considération par le comité d'évaluation.

**Renseignements pour contacter l’expert :** *[courriel :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, téléphone :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_]*

**Certification :**

Je soussigné, certifie que le présent CV me décrit fidèlement, ainsi que mes qualifications et mon expérience professionnelle. Je confirme que je n’ai aucun engagement confirmé comme expert principal, dans un autre projet ou toute autre activité professionnelle incompatible en termes de capacité ou de planning avec les Services prévus, et je m’engage à être disponible pour réaliser les Services, au cas où le contrat serait attribué. Je déclare de plus ne pas me trouver dans une situation de conflit d’intérêt. Toute fausse déclaration ou renseignement inexact dans le présent CV pourra justifier ma disqualification ou le rejet de la Proposition par le Client.

*[jour/mois/année]*

Nom de l'expert Signature Date

*[jour/mois/année]*

Nom du représentant autorisé du Consultant Signature Date

*[la même personne que le signataire de la Proposition]*

Section IV – Proposition financière –
Formulaires types

Formulaire FIN–1 :
Formulaire de soumission de la Proposition financière

**(Texte à ne pas modifier, sauf les champs en italique à remplir par le Consultant)**

 *[Lieu, Date]*

A : *[Nom et adresse du Client]*

Madame, Monsieur,

Nous, soussignés, avons l’honneur de vous proposer nos Services, à titre de Consultant, pour *[Insérer l’intitulé des Services]* conformément à votre Demande de Propositions en date du *[Insérer Date]* et à notre Proposition technique.

Vous trouverez ci-joint notre Proposition financière qui s’élève à *[indiquer montant(s) en lettres et en chiffres pour chacune des monnaies]*, hors taxes locales applicables au Contrat telles que spécifiées à l'Article IC 16.3 des Données particulières, *[le cas échéant, supprimer :]* et hors sommes provisionnelles telles que spécifiées à l’Article IC 25.2 des Données particulières. Le montant estimé des taxes locales applicables au Contrat spécifiées à l’Article IC 16.3 des Données particulières est de *[insérer montant en lettres et en chiffres et la monnaie]* et celui-ci sera confirmé ou ajusté, si nécessaire, au cours des négociations du Contrat. *[Noter que les montants doivent être les mêmes que dans le Formulaire FIN-2]*

*[Si une révision des prix est prévue en application de l’Article 16.2 des IC, ajouter :* L’indice officiel des salaires qui sera utilisé aux fins de révision des prix pour les paiements en monnaie étrangère sera le suivant : *[Insérer nom, la source et toute information nécessaire pour l’identification de l’indice officiel des salaires].]*

Notre Proposition financière a pour nous force obligatoire, sous réserve des modifications résultant de la négociation du Contrat, jusqu’à l’expiration du délai de validité de la Proposition, c’est-à-dire jusqu’à la date indiquée à l’Article IC 12.1 des Données particulières.

Nous comprenons que vous vous réservez le droit d’annuler la procédure et de rejeter toutes les Propositions à tout moment avant l’attribution du Contrat.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l’assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité: *[en toutes lettres et initiales]*

Nom et titre du signataire :

En qualité de :

Adresse :

Information pour le contact (téléphone et courriel) :

*[Pour un Groupement, tous les membres doivent signer ou seulement le mandataire, auquel cas le pouvoir habilitant le signataire à signer au nom de tous les membres doit être joint.]*

Formulaire FIN–2 :
Résumé des Prix

***[Les tableaux suivants sont fournis comme exemple indicatif et doivent être adaptés à chaque DDP par le Client. Le Client utilisera le ou les tableau(x) approprié(s) au type de Contrat (prix global et forfaitaire et/ou prix unitaires (temps passé) et supprimera si besoin l’autre tableau. Il s’assurera que l’estimation des taxes locales applicables au Contrat est présentée séparément.]***

***[Note : En cas de tranches conditionnelle ou optionnelles, celles‑ci doivent apparaître séparément dans les tableaux. Le prix total de la Proposition doit inclure la tranche conditionnelle mais ne doit pas inclure la tranche optionnelle.]***

**TEMPS PASSE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Item** | **Prix** |
| *[Le Consultant doit indiquer le prix offert en conformité avec l’Article IC 16.4 des Données particulières ; supprimer toute colonne non utilisée]* |
| *[Insérer monnaie étrangère]* | *[Insérer monnaie nationale]* |
| **Prix de la Proposition financière hors taxes[[21]](#footnote-22) hors sommes provisionnelles[[22]](#footnote-23) :** |
| * Rémunération
 |  |  |
| * Autres dépenses
 |  |  |
| *[à insérer uniquement si des termes de référence sûreté sont inclus dans la DDP ; sinon supprimer]** Mesures de sûreté[[23]](#footnote-24)
 |  |  |
| **Prix total hors taxes1 hors sommes provisionnelles2 de la Proposition financière :** | *[ce montant doit être le même que dans le Formulaire FIN-1]* | *[ce montant doit être le même que dans le Formulaire FIN-1]* |
| **Sommes provisionnelles définies par le Client** *[supprimer le cas échéant]* |
| * *[spécifier la destination de chaque somme provisionnelle]*
 | *[ce montant doit être le même qu’à l’Article IC 25.2 des Données particulières]* | *[ce montant doit être le même qu’à l’Article IC 25.2 des Données particulières]* |
| **Taxes locales applicables au Contrat[[24]](#footnote-25) estimées – à examiner et finaliser lors de négociation du Contrat (en cas d’attribution)** |
| * Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou équivalent
 |  |  |
| * Retenue à la source sur les factures du Consultant basé hors du pays du Client[[25]](#footnote-26)
 |  |  |
| * Droits d'enregistrement du Contrat[[26]](#footnote-27)
 |  |  |
| * Droits de douane
 |  |  |
| **Total estimé des taxes locales applicables au Contrat :** |  |  |

**NB : Les paiements seront effectués dans la (les) monnaie(s) indiquées ci-dessus (Référence à IC 16.4).**

**FORFAIT**

|  |  |
| --- | --- |
| **Item** | **Prix** |
| *[Le Consultant doit indiquer le prix offert en conformité avec l’Article IC 16.4 des Données particulières ; supprimer toute colonne non utilisée]* |
| *[Insérer monnaie étrangère]* | *[Insérer monnaie nationale]* |
| **Prix global et forfaitaire de la Proposition financière hors taxes[[27]](#footnote-28) hors sommes provisionnelles[[28]](#footnote-29) :** |
| * Activité 1 (livrable 1)
 |  |  |
| * Activité 2 (livrable 2)
 |  |  |
| * …
 |  |  |
| *[à insérer uniquement si des termes de référence sûreté sont inclus dans la DDP ; sinon supprimer]** Mesures de sûreté[[29]](#footnote-30)
 |  |  |
| **Prix total hors taxes1 hors sommes provisionnelles2** **de la Proposition financière :** | *[ce montant doit être le même que dans le Formulaire FIN-1]* | *[ce montant doit être le même que dans le Formulaire FIN-1]* |
| **Sommes provisionnelles définies par le Client** *[supprimer le cas échéant]* |
| * *[spécifier la destination de chaque somme provisionnelle]*
 | *[ce montant doit être le même qu’à l’Article IC 25.2 des Données particulières]* | *[ce montant doit être le même qu’à l’Article IC 25.2 des Données particulières]* |
| **Taxes locales applicables au Contrat[[30]](#footnote-31) estimées– à examiner et finaliser lors de négociation du Contrat (en cas d’attribution)** |
| * Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou équivalent
 |  |  |
| * Retenue à la source sur les factures du Consultant basé hors du pays du Client [[31]](#footnote-32)
 |  |  |
| * Droits d'enregistrement du Contrat[[32]](#footnote-33)
 |  |  |
| * Droits de douane
 |  |  |
| **Total estimé des taxes locales applicables au Contrat dans le pays du Client :** |  |  |

**NB : Les paiements seront effectués dans la (les) monnaie(s) indiquées ci-dessus (Référence à IC 16.4).**

Formulaire FIN–3 :
Sous-détail de la Rémunération

*[****NB*** *:*

* *Pour les Contrats au temps passé, ce formulaire servira de base de paiement.*
* *Pour les Contrats à rémunération forfaitaire, les données fournies dans ce formulaire ne serviront pas pour le paiement des Services, mais à* *indiquer la base de calcul du prix du contrat et, le cas échéant, à établir la rémunération du Consultant pour des prestations supplémentaires à la demande du Client. Le format de ce formulaire est fourni à titre indicatif.]*

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **No.** | **Nom** | **Poste (cf. TECH-4)** | **Rémunération par Expert-jour (HT)** | ***Contribution totale en Expert-jour*** *(cf. TECH-4)* | ***Montant total****[Monnaie étrangère – cf. FIN-2]* | ***Montant total****[Monnaie nationale – cf. FIN-2]* |
| **Personnels-clé** |
| EC-1 |  |  | *[Siège]* |  |  |  |
| *[Terrain]* |  |  |  |
| EC-2 |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| … |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Autres personnels – non-clé** |
| ENC-1 |  |  | *[Siège]* |  |  |  |
| *[Terrain]* |  |  |  |
| ENC-2 |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| … |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Coût total HT** |  |  |

Formulaire FIN–4 :
Autres dépenses

***[NB*** *:*

* *Pour les Contrats au temps passé, ce formulaire servira de base de paiement.*
* *Pour les Contrats à rémunération forfaitaire, les données fournies dans ce formulaire ne serviront pas pour le paiement des Services, sauf en cas de paiement du montant réel (cf. colonne "Modalité de paiement"), mais à* *indiquer la base de calcul du prix du contrat et, le cas échéant, à établir la rémunération du Consultant pour des prestations supplémentaires à la demande du Client.]*

|  |
| --- |
| **Autres Dépenses** |
| **No.** | **Type de dépenses[[33]](#footnote-34)** | **Unité** | **Modalité de paiement**[[34]](#footnote-35) | **Type de justificatif attendu[[35]](#footnote-36)**  | **Coût Unitaire HT** | **Quantité** | ***Montant total****[Monnaie étrangère – cf. FIN-2]* | ***Montant total****[Monnaie nationale – cf. FIN-2]* |
| 1. | **Per diem[[36]](#footnote-37)** | Nuitée | Montant forfaitaire | *[préciser le justificatif attendu par le Client]* |  |  |  |  |
| 2. | **Voyages internationaux[[37]](#footnote-38)** | Billet aller-retour | Montant forfaitaire | *[préciser le justificatif attendu par le Client]* |  |  |  |  |
| 3. | **Voyages locaux** | Billet aller-retour | Montant forfaitaire | *[préciser le justificatif attendu par le Client]* |  |  |  |  |
| 4. | **Location de voiture(s)** | Mensuel | Montant forfaitaire | *[préciser le justificatif attendu par le Client]* |  | *[nombre de véhicule x nombre de mois d’utilisation]* |  |  |
| 5. | **Coût de communication** | Mensuel | Montant forfaitaire | *[préciser le justificatif attendu par le Client]* |  |  |  |  |
| 6. | **Reprographie de rapports** | Rapport | Montant forfaitaire | *[préciser le justificatif attendu par le Client]* |  |  |  |  |
| 7. | **Location et frais généraux de bureaux** | Mensuel | Montant forfaitaire | *[préciser le justificatif attendu par le Client]* |  |  |  |  |
| … |  |  |  | *[préciser le justificatif attendu par le Client]* |  |  |  |  |
| 8. | **Formation du personnel du Client – si prévu dans les TdR** | Selon TdR | Montant forfaitaire | *[préciser le justificatif attendu par le Client]* |  |  |  |  |
| **Coût total HT** |  |  |

Formulaire FIN–5 :
 Prix Sûreté

*[Insérer ici les Prix Sûreté prévus au titre des termes de référence sûreté inclus dans la DDP, le cas échéant. Le Client peut, s’il le souhaite, inclure une décomposition des prix présentés ci-dessous relatifs au dispositif sûreté.Si des termes de référence sûreté ne sont pas inclus dans la DDP, ce formulaire de prix sûreté doit être supprimé.]*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N° de Poste** | **Désignation des catégories** | **Référence TDR Sûreté** | **Mode de Rémunération** | **Prix Total(hors TVA et droits de douane)** | **Montant de la TVA** **et des droits de douane, le cas échéant** |
| **Partie en Monnaie Nationale** | **Partie en Monnaie Etrangère** |
| **Poste Sûreté** |
| **Sûreté 1** | **Organisation Sûreté** | Article 4.1 | Forfait |  |  |  |
| **Sûreté 2** | **Déplacement dans le pays et vers la zone concernée** | Article 4.2 | Forfait |  |  |  |
| **Sûreté 3** | **Hébergement lors des missions** | Article 4.3 | Forfait |  |  |  |
| **Sûreté 4** | **Communication** | Article 4.4 | Forfait |  |  |  |
| **Autres** | **Ce prix peut rémunérer l'ensemble des autres prestations décrites aux Articles 1 à 3 des Termes de référence Sûreté** | Articles 1 à 3, 5 à 6 | Forfait |  |  |  |
| **Prix total Sûreté** | \_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_ |
| Les prix comprennent toutes les activités et mesures définies dans les Termes de Référence Sûreté et correspondent aux coûts additionnels par rapport à une situation sans risque sécuritaire. Le prix total Sûreté est à insérer dans le Résumé des Prix (tableau FIN-2). Les factures comprendront, pour chacune des catégories de prix sûreté, la fraction du prix égale au pourcentage d’exécution des actions relatives à chacun des prix sûreté et réalisées en conformité avec les Termes de Référence Sûreté. |

Section V – Critères d'éligibilité

**Eligibilité en matière de passation des marchés financés par l’AFD**

*[Le contenu de la Section V – Critères d’éligibilité dépend de la date de signature de la Convention de Financement de l’AFD qui couvre tout ou partie du financement du présent Contrat.*

* *Pour tout marché financé par l’AFD via une Convention de Financement qui fait référence aux Directives 2019 ou antérieures, le Maître d’ouvrage sélectionnera le texte de l’OPTION A et supprimera l’OPTION B ;*
* *Pour tout marché financé par l’AFD via une Convention de Financement qui fait référence aux Directives 2024 ou plus récentes, le Maître d’ouvrage sélectionnera le texte de l’OPTION B et supprimera l’OPTION A. ]*

***[OPTION A – Version à insérer pour tout projet financé par une Convention de Financement de l’AFD qui fait référence aux Directives 2019 ou antérieures***

*(Sinon supprimer cette partie et ne garder que l’OPTION B ci-après)*

1. Les financements octroyés par l'AFD sont totalement déliés depuis le 1er janvier 2002. A l’exception des cas d’embargo des Nations-Unies, de l’Union Européenne, ou de la France, l'AFD finance tous marchés de travaux, fournitures, équipements, prestations intellectuelles (consultants) et autres prestations de services, sans considération de la nationalité de l’attributaire (ni de celle de ses fournisseurs ou sous-traitants), de l’origine des intrants ou ressources utilisés dans le processus de réalisation.
2. Ne peuvent être attributaires d'un marché financé par l'AFD, les Personnes[[38]](#footnote-39) (y compris leurs fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants éventuels ainsi que tous les membres d'un groupement) qui, à la date de remise d'une candidature, d'une offre, d’une proposition ou lors de l'attribution du marché :

2.1 font l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou sont dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;

2.2 ont fait l'objet :

1. d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du présent Contrat, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché, sous réserve d'informations complémentaires qu'elles jugeront utile de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du présent Contrat ;
2. d’une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l’Union européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel elles sont établies, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché, sous réserve d'informations complémentaires qu'elles jugeront utiles de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du présent Contrat ;
3. d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;

2.3 Figurent sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;

2.4 ont fait l’objet d’une résiliation prononcée à leurs torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n’ait pas fait l’objet d’une contestation de leur part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à leurs torts exclusifs ;

2.5 n'ont pas rempli leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts selon les dispositions légales du pays où elles sont établies ou celles du pays du Client ;

2.6 Sont sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et figurent à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr>, sous réserve d'informations complémentaires qu'elles jugeront utiles de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du présent Contrat ;

2.7 ont produit de faux documents ou se sont rendus coupables de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Client dans le cadre du présent processus de passation et d’attribution du Contrat.

1. Les établissements et entreprises publics sont admis à participer à une procédure de mise en concurrence à la condition qu‘ils puissent établir (i) qu’ils jouissent de l’autonomie juridique et financière, et (ii) qu’ils sont régis par les règles du droit commercial. A cette fin, les établissements et entreprises publics doivent fournir tout document (y compris leurs statuts) permettant d’établir, à la satisfaction de l’AFD, (i) qu’ils ont une personnalité juridique distincte de celle de leur État, (ii) qu’ils ne reçoivent aucune subvention publique ou aide budgétaire importante, (iii) qu’ils sont régis par les dispositions du droit commercial et qu’en particulier ils ne sont pas tenus de reverser leurs excédents financiers à leur État, qu’ils peuvent acquérir des droits et des obligations, emprunter des fonds, sont tenus du remboursement de leurs dettes et peuvent faire l’objet d’une procédure collective.

*Fin de l’OPTION A]*

***[OPTION B – Version à insérer pour tout projet financé par une Convention de Financement de l’AFD qui fait référence aux Directives 2024 ou plus récentes***

*(Sinon supprimer cette partie et ne garder que l’OPTION A ci-avant)*

1. Les financements octroyés par l'AFD sont totalement déliés depuis le 1er janvier 2002. A l’exception des cas d’embargo des Nations-Unies, de l’Union européenne, ou de la France, l'AFD finance tous marchés de travaux, fournitures, équipements, prestations intellectuelles (consultants) et autres prestations de services, sans considération de la nationalité de l’attributaire (ni de celle de ses fournisseurs ou sous-traitants), de l’origine des intrants ou ressources utilisés dans le processus de réalisation.
2. Ne peut être attributaire d'un marché financé par l'AFD, une Personne[[39]](#footnote-40) qui, ou dont un membre du groupement, le cas échéant, un sous-traitant, un Dirigeant[[40]](#footnote-41), un employé ou un agent (qu’il soit déclaré ou non), à la date de remise d'une candidature, d'une offre, d’une proposition d’une cotation ou à tout moment entre cette date et l’attribution du présent marché :

2.1 est en état ou fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;

2.2 a fait l'objet depuis moins de cinq ans, d’une sanction administrative définitive, d’une condamnation définitive prononcée par une autorité compétente, ou de toute autre résolution hors procès[[41]](#footnote-42) ayant notamment un effet extinctif de l'action publique, soit (i) dans le pays d’enregistrement de la Personne, (ii) dans le pays de réalisation du Marché, (iii) dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD, (iv) prononcée par une institution de l’Union européenne ou (v) prononcée par une autorité compétente en France, pour :

1. des faits de Pratiques prohibées[[42]](#footnote-43), ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché, sous réserve d'informations complémentaires, tel un programme de conformité, que ladite Personne (ou, respectivement, son sous-traitant, Dirigeant, employé ou agent) jugera utile de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette sanction, condamnation ou résolution n'est pas pertinente dans le cadre du présent Contrat ;
2. des faits de participation à une organisation criminelle, d’infractions terroristes ou liées à des activités terroristes, de travail des enfants, ou autres infractions liées à la traite des êtres humains ;
3. avoir créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de se soustraire à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale applicable sur le territoire où se trouve son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement ou (ii) pour le fait d’être une entité créée dans l’intention de se soustraire à de telles obligations ;

2.3 a fait l’objet d’une résiliation prononcée à ses torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché, sous réserve que cette résiliation n’ait pas fait l’objet d’une contestation de sa part qui soit en cours de traitement ou qui ait donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à ses torts exclusifs ;

2.4 fait l'objet d'une mesure d'inéligibilité prise par une des banques multilatérales de développement signataires de l'accord de reconnaissance mutuelle du 9 avril 2010 ; dans l'hypothèse d'une telle mesure d'inéligibilité, la Personne peut joindre à la Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette mesure d'inéligibilité n'est pas pertinente dans le cadre de ce Contrat ;

2.5 n'a pas rempli ses obligations relatives au paiement de ses impôts ou des cotisations sociales selon les dispositions légales de son pays d’établissement, ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;

2.6 a produit de faux documents ou s’est rendu(e) coupable d’une fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du processus de passation et d’attribution du Contrat.

1. De plus, ne peut être attributaire d'un marché financé par l'AFD une Personne qui, ou dont un sous-traitant, un Dirigeant, employé ou agent (qu’il soit déclaré ou non), un actionnaire direct ou indirect, ou une filiale, agissant avec sa connaissance ou consentement, à la date de remise d'une candidature, d'une offre, d’une proposition, d’une cotation, ou à tout moment entre cette date et l'attribution du présent Contrat :
	1. est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d’une personne ou entité visée par des mesures de sanctions individuelles adoptées par les Nations Unies, l’Union européenne et/ou la France ;
	2. est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d’une personne ou entité visée par des mesures de sanctions sectorielles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France ;
	3. est inéligible pour la réalisation du projet en raison de toute autre mesure de sanctions internationales prononcée par les Nations Unies, l'Union européenne ou la France.
2. Les établissements et entreprises publics sont admis à participer à une procédure de mise en concurrence à la condition qu‘ils puissent établir (i) qu’ils jouissent de l’autonomie juridique et financière, et (ii) qu’ils sont régis par les règles du droit commercial. A cette fin, les établissements et entreprises publics doivent fournir tout document (y compris leurs statuts) permettant d’établir, à la satisfaction de l’AFD, (i) qu’ils ont une personnalité juridique distincte de celle de leur État, (ii) qu’ils ne reçoivent aucune subvention publique ou aide budgétaire importante, (iii) qu’ils sont régis par les dispositions du droit commercial et qu’en particulier ils ne sont pas tenus de reverser leurs excédents financiers à leur État, qu’ils peuvent acquérir des droits et des obligations, emprunter des fonds, sont tenus du remboursement de leurs dettes et peuvent faire l’objet d’une procédure collective.

*Fin de l’OPTION B]*

Section VI – Règles de l'AFD – Pratiques prohibées – Responsabilité Environnementale et Sociale

*[Le contenu de la Section VI dépend de la date de signature de la Convention de Financement de l’AFD qui couvre tout ou partie du financement du présent Contrat.*

* *Pour tout marché financé par l’AFD via une Convention de Financement qui fait référence aux Directives 2019 ou antérieures, le Maître d’ouvrage sélectionnera le texte de l’OPTION A et supprimera l’OPTION B ;*
* *Pour tout marché financé par l’AFD via une Convention de Financement qui fait référence aux Directives 2024 ou plus récentes, le Maître d’ouvrage sélectionnera le texte de l’OPTION B et supprimera l’OPTION A. ]*

***[OPTION A – Version à insérer pour tout projet financé par une Convention de Financement de l’AFD qui fait référence aux Directives 2019 ou antérieures***

*(Sinon supprimer cette partie et ne garder que l’OPTION B ci-après)*

1. **Pratiques frauduleuses et de corruption**

Le Client, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants doivent respecter les règles d’éthique les plus rigoureuses durant la passation et l’exécution des marchés. Selon qu’il s’agit de marchés de travaux, de fournitures, d’équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d’autres prestations de services, le Client peut également être dénommé Maître d'Ouvrage ou Acheteur.

En signant la Déclaration d’Intégrité, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous‑traitants déclarent (i) qu’ils n’ont commis aucun acte susceptible d’influencer le processus d’attribution du marché au détriment du Client et notamment qu’aucune pratique anticoncurrentielle n’est intervenue et n’interviendra et que (ii) la négociation, la passation et l’exécution du Contrat n’a pas donné et ne donnera pas lieu à un acte de corruption ou de fraude.

L’AFD requiert que les documents de passation de marchés et les marchés qu’elle finance contiennent une disposition requérant des fournisseurs, consultants, entrepreneurs et de leurs sous-traitants qu’ils autorisent l’AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs au processus de passation et à l’exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l’AFD.

L’AFD se réserve le droit de prendre toute action appropriée afin de s'assurer du respect de ces règles d'éthique, notamment le droit de :

1. Rejeter la proposition d’attribution d’un marché si elle établit que le soumissionnaire ou le consultant auquel il est recommandé d’attribuer le marché est coupable de corruption, directement ou par l’intermédiaire d’un agent, ou s’est livré à des fraudes ou des pratiques anticoncurrentielles en vue de l’obtention de ce Contrat ;
2. Déclarer la passation du marché non-conforme si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants du Client, des fournisseurs, consultants, entrepreneurs ou de leurs sous‑traitants se sont livrés à la corruption, à des fraudes, ou à des pratiques anticoncurrentielles pendant le processus de passation du marché ou l’exécution du marché sans que le Client ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de l’AFD, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d’informer l’AFD lorsqu’il a eu connaissance de telles manœuvres.

Aux fins d’application de la présente disposition, l’AFD définit comme suit les expressions suivantes :

1. La Corruption d’Agent Public est :
* Le fait de promettre, d’offrir ou d’accorder à un Agent Public, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre Personne[[43]](#footnote-44) ou entité, afin qu’il accomplisse ou s’abstienne d’accomplir un acte dans l’exercice de ses fonctions officielles ;
* Le fait pour un Agent Public de solliciter ou d’accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre Personne ou entité, afin d’accomplir ou de s’abstenir d’accomplir un acte dans l’exercice de ses fonctions officielles.
1. La notion d’Agent Public inclut :
* Toute Personne physique qui détient un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire (au sein de l’Etat du Client), indépendamment du fait que cette Personne physique ait été nommée ou élue, indépendamment du caractère permanent ou provisoire de son mandat, qu’il soit rémunéré ou non, et indépendamment de sa position et du niveau hiérarchique qu’elle occupe ;
* Toute autre Personne physique qui exerce une fonction publique, y compris pour une institution d’État ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public ;
* Toute autre Personne physique définie comme agent public par la législation nationale du pays du Client.
1. La Corruption de Personne Privée[[44]](#footnote-45) désigne :
* Le fait de promettre, d’offrir ou d’accorder, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature à toute Personne Privée, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin que, en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles, elle accomplisse ou s’abstienne d’accomplir un acte ;
* Le fait pour toute Personne Privée de solliciter ou d’accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin d’accomplir ou de s’abstenir d’accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.
1. La Fraude désigne toute manœuvre déloyale (action ou omission), qu’elle soit ou non pénalement incriminée, destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments ou à surprendre ou vicier son consentement, contourner des obligations légales ou règlementaires et/ou violer des règles internes afin d’obtenir un bénéfice illégitime.
2. Une Pratique Anticoncurrentielle désigne :
* Toute action concertée ou tacite ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elle tend à : (i) limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres Personnes ; (ii) faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ; (iii) limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ; ou (iv) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement ;
* Toute exploitation abusive par une Personne ou un groupe de Personnes d'une position dominante sur un marché intérieur ou sur une partie substantielle de celui-ci ;
* Toute offre de prix abusivement bas, dont l'objet ou l'effet est d'éliminer d'un marché ou d'empêcher d'accéder à un marché une Personne ou l'un de ses produits.
1. **Responsabilité environnementale et sociale**

Afin de promouvoir un développement durable, l’AFD souhaite s’assurer du respect des normes environnementales et sociales internationalement reconnues. A cet effet, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants doivent s’engager, sur la base de la Déclaration d’Intégrité, à :

1. Respecter et faire respecter par l’ensemble de leurs sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le Contrat, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l’Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l’environnement ;
2. Mettre en œuvre les mesures d’atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu‘elles sont indiquées dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) fourni par le Client.

*Fin de l’OPTION A]*

***[OPTION B – Version à insérer pour tout projet financé par une Convention de Financement de l’AFD qui fait référence aux Directives 2024 ou plus récentes***

*(Sinon supprimer cette partie et ne garder que l’OPTION A ci-avant)*

* + - 1. **Pratiques prohibées**

Le Maître d'Ouvrage, les candidats, soumissionnaires, consultants ou prestataires doivent respecter les règles d’éthique les plus rigoureuses durant la passation et l’exécution des marchés.

Aux fins d’application de la présente disposition, l’AFD introduit la notion de Pratiques prohibées, qui renvoie à des actes tels que définis dans les documents intitulés « Politique générale du groupe AFD en matière de prévention et de lutte contre les Pratiques prohibées » [[45]](#footnote-46), et « Directives de passation des marchés financés par l’AFD dans les Etats étrangers »[[46]](#footnote-47), disponibles sur le site Internet de l'AFD.

En signant la Déclaration d’Intégrité, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous‑traitants déclarent qu’ils ne se sont livrés ou ne se livreront à aucune Pratique prohibée pendant la passation et l'exécution du Contrat.

Ne peut être attributaire d'un marché financé par l'AFD une Personne[[47]](#footnote-48) qui, ou dont un sous-traitant, un Dirigeant[[48]](#footnote-49), un employé ou un agent (qu’il soit déclaré ou non), à la date de remise d'une Candidature, d'une Offre, d'une Proposition, d'une Cotation, ou à tout moment entre cette date et l'attribution du marché correspondant, s’est livré(e) à une Pratique prohibée, directement ou par l'intermédiaire d'un agent (qu’il soit déclaré ou non), en vue de l'obtention de ce marché.

L’AFD requiert que les documents de passation de marchés et les marchés qu’elle finance contiennent une disposition requérant des candidats, soumissionnaires, consultants ou prestataires, et de leurs sous-traitants qu’ils autorisent l’AFD à mener des investigations, et notamment à examiner les documents et pièces comptables relatifs au processus de passation et à l’exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l’AFD.

Aux fins de détecter et de lutter au mieux à l’encontre des Pratiques prohibées, l’AFD a mis en place un dispositif de signalement ouverts aux tiers. Toute personne peut donc signaler directement à la Fonction Investigations de l’AFD une allégation de Pratique prohibée soit :

* Par e-mail, à l’adresse : investigationsGroupeAFD@tutanota.com, ou
* Par lettre adressée à la direction de la Conformité du groupe AFD, 5 rue Roland Barthes, 75012 Paris.
	+ - 1. **Responsabilité environnementale, sociale, santé et sécurité (ESSS)**

Afin de promouvoir un développement durable, l’AFD souhaite s’assurer du respect des normes environnementales et sociales internationalement reconnues dans les marchés qu’elle finance. A cet effet, les Candidats, Soumissionnaires et Consultants et leurs sous-traitants doivent s’engager, sur la base de la Déclaration d’Intégrité, à :

1. respecter les normes environnementales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions internationales pour la protection de l'environnement, et notamment à prendre toutes les mesures raisonnables pour éviter ou limiter les effets négatifs sur la végétation, la biodiversité, les sols, les nappes d'eau souterraine et superficielles, et sur les personnes et biens, résultant de la pollution, bruit, vibrations, trafic et autres effets résultant de nos activités, en cohérence avec les lois et réglementations applicables dans le pays de réalisation du marché.
2. mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage, et à ce que les émissions, les rejets en surface et les effluents produits par nos activités respectent les limites, les spécifications ou les prescriptions applicables au marché.
3. respecter les droits des travailleurs relatifs aux salaires, horaires de travail, repos et vacances, heures supplémentaires, âge minimum, paiements réguliers, compensations et bénéfices conformément aux normes reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l’organisation internationale du Travail (OIT), en cohérence avec les lois et réglementations applicables au pays de réalisation du marché ; indiquer ces éléments dans un document annexé aux contrats de travail de nos employés et à la disposition du Maître d'Ouvrage ; et respecter et faciliter les droits des travailleurs pour s’organiser et mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes pour les travailleurs directs ou indirects.
4. mettre en place des pratiques de non-discrimination et d’égalité d’opportunités, et à assurer l’interdiction du travail des enfants et du travail forcé.
5. maintenir un dossier pour chaque membre du personnel local consignant les heures travaillées par chaque personne, le type de travail, les salaires payés et les formations suivies, et à ce que ces dossiers soient disponibles en tout temps afin qu'ils puissent être examinés par le Maître d'Ouvrage et les représentants autorisés du gouvernement, dans le respect des lois et réglementations applicables à la protection des données personnelles dans le pays de réalisation du Contrat.

*Fin de l’OPTION B]*

Section VII – Termes de référence

*[Exemple de plan :]*

1. Contexte général :
2. Objectifs des Services :
3. Etendue des Services, tâches (composantes) et livrables attendus :

3.1 *[spécifier l’étendue des services]*

3.2 *[indiquer si une mission ultérieure est envisagée]*

3.3 *[indiquer si le transfert de connaissances (renforcement des capacités et formation) est une composante spécifique des Services]*

3.4 ***[Note à l’intention du Client :*** *Si les Services du Consultant comprennent la conception d'éléments structurels (tels que des bâtiments existants ou nouveaux, des routes, des ponts, des conduites forcées, des centrales électriques, des systèmes de transmission et de distribution d'énergie et des barrages), précisez les exigences applicables qui doivent être prises en compte dans la conception, conformément aux exigences légales nationales, aux directives en matière d'environnement, d'hygiène et de sécurité et aux autres bonnes pratiques internationales de l'industrie, notamment en matière de conception durable et de solutions fondées sur la nature. Cela peut inclure, le cas échéant : (i) la prise en compte des considérations relatives au changement climatique dans la conception structurelle, aux techniques de conception et/ou de construction et de matériaux de construction durables, nécessitant moins de ressources, notamment des matériaux secondaires issus du recyclage ou du réemploie, des alternatives aux matières dangereuses ; (ii) l'intégration de toutes les exigences obligatoires en matière d'accessibilité prévues par les lois ou réglementations nationales dans la conception des nouveaux bâtiments et structures ; (iii) lorsque cela est techniquement et financièrement faisable, l'application de toutes les mesures additionnelles nécessaires pour satisfaire aux exigences en matière d'accessibilité universelle (c'est-à-dire un accès sans entrave pour les personnes de tous âges et de toutes capacités dans différentes situations et dans différentes circonstances) dans la conception des nouveaux bâtiments et structures ; et (iv) toute exigence applicable en matière de certification ou d'approbation par les autorités ou les professionnels compétents****].***

1. *[Si des voyages du personnel du Client ou d’autres structures de l’Etat sont prévus (formation, voyages d’études, ateliers etc.), insérer :]* Une somme provisionnelle est définie pour la prise en charge des déplacements du *[personnel du Client] [insérer la structure concernée].* Cette somme provisionnelle inclut notamment :
2. *[Spécifier dans ces TdR les types de dépenses (vols + hôtels + repas pendant le temps de travail, transports locaux) dont la prise en charge doit être prévue par le Consultant sur la somme provisionnelle].* Ces dépenses seront à payer par le Consultant, et lui seront remboursées sur présentation de factures.
3. *Un per diem par nuitée en déplacement sera inclus comme suit : [spécifier le montant, l’objet et la prise en charge dans ces TdR. Le Per diem peut couvrir différentes dépenses en fonction des voyages prévus par les TdR : sursalaire lié au déplacement, repas du soir, transports locaux pour l’aéroport ou autres à définir lors de l’établissement du budget. Le Per diem est payé :*
	1. *Option 1 : Soit par le Consultant contre reçu de l’agent, et remboursé au Consultant sur présentation de reçus des agents,*
	2. *Option 2 : Soit par le Client, avant le départ en mission des agents, sur le budget du projet.*

*L’option retenue doit être définie en accord avec l’AFD et clairement indiquée dans les TdR.]*

1. Composition de l’équipe et qualification demandées pour le Personnel-clé (et autres exigences qui seront utilisées pour l’évaluation des Personnels-clés suivant les dispositions de l’Article IC 21.1 des Données particulières) ; volumes estimés de prestations attendus pour le Personnel-clé, notamment pour un contrat au temps passé (en expert-jour ; attention dans ce cas à indiquer des volumes cohérents avec les éléments indiqués aux l’Article 14.1.2, 14.1.3 et 14.1.4 des Données particulières de cette DDP, et à ne pas communiquer de budget global estimatif pour les Services dans cette DDP ni dans l’AMI ; ces volumes doivent tenir compte de périodes de congés à sanctuariser pour le Personnel-clé à long terme (typiquement prévoir 220 jours de travail effectif par an pour un expert long-terme, sur des jours ouvrables), et constituer une estimation et non une borne minimale. Le volume minimal des prestations peut être indiqué à l’Article IC 14.1.3 des Données particulières de cette DDP.
2. Rapports demandés et calendrier des livrables

Au minimum, indiquer ce qui suit :

1. format, fréquence, et contenu des rapports ;
2. nombre de copies, et exigences de remise par moyen électronique (courriel, plateforme de gestion de documents sécurisée, ou clé USB). Les rapports finaux doivent être fournis par courriel, sur une plateforme de gestion de documents sécurisée, ou une clé USB en sus du nombre de copies papier demandé ;
3. dates de fourniture ;
4. liste des personnes (indiquer le nom, titre, adresse de fourniture) devant recevoir ces rapports ; etc.

Dans le cas où aucun rapport n’est à fournir, indiquer "Sans objet".

1. Prestations à fournir par le Client :
2. Services, installations et biens à mettre à disposition du Consultant par le Client : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[fournir la liste]*
3. Personnel technique et administratif de contrepartie devant être affecté par le Client auprès de l’équipe du Consultant : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[fournir la liste]*
4. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*[****Note*** *: Si les Services du Consultant comprennent la conception et la supervision de travaux à impact environnemental, social, santé et securité significatif, la préparation de documents d’appel d’offres pour sélectionner une entreprise de travaux et/ou la supervision de travaux sur la base des documents-type d’appel d’offres de l’AFD, il convient d'utiliser les termes de référence spécifiques développés par l'AFD.]*

***[A insérer en cas de Services en zone classée orange ou rouge par le ministère français de l’Europe et des affaires étrangères[[49]](#footnote-50) ; sinon supprimer.***

*Pour finaliser ces termes de référence, le Client complètera les informations requises et sélectionnera les options pertinentes (surlignées en jaune dans le texte)****]***

**Termes de Référence Sûreté**

1. **Préambule**

*[Insérer une description du contexte sécuritaire et en particulier mentionner les événements récents pertinents et les alertes éventuellement émises par les autorités locales, françaises ou par des institutions internationales]*

***[Décrire les rôles et responsabilités, tâches et mise à disposition de moyens par le Client pour assurer la sûreté des personnes et biens : escorte, logements, gardiennage, dispositions de transport, de communication, etc.]***

Le Consultant doit démontrer l’attention qu’il porte à la protection de ses collaborateurs en mission de prestation de services dans le pays. Il identifiera ainsi les risques (y compris les risques posés par ses dispositifs de sûreté et courus par ceux qui sont à l’intérieur et à l’extérieur du site du projet) et au regard de cette analyse, définira les moyens de prévention et de protection, en intégrant des moyens pouvant être organisationnels, techniques ou humains. Il sera aussi guidé par les principes de proportionnalité et les bonnes pratiques internationales en matière de recrutement, de règles de conduite, de formation, d’équipement et de surveillance du personnel de sécurité (notamment des employés directs ou contractuels) et par le droit en vigueur dans le pays. Le Consultant n’autorisera pas le recours à la force par les employés directs ou contractuels pour assurer la sécurité, sauf quand celle-ci est utilisée à des fins préventives ou défensives en tenant compte de la nature et la gravité de la menace. Ces éléments seront décrits dans une méthodologie qui devra aborder et définir, pour chacune des rubriques ci-dessous, ce que le Consultant a prévu.

**Avertissements :**

1 ‑  Les conditions de recevabilité spécifiées, même si elles s’efforcent d’être corrélées aux risques potentiels auxquels le Contrat pourra faire face, ont pour but exclusif de servir à l’évaluation des Propositions afin d’éliminer celles qui ne respecteraient pas un socle minimum d’exigence. Elles ne prétendent en aucun cas constituer des mesures suffisantes pour assurer la sécurité des personnes et des biens dans le cadre du Contrat. **L’évaluation des risques et les mesures de sûreté à définir et mettre en place par conséquent sont de la responsabilité du Consultant, qui les explicitera dans sa méthodologie de sûreté.**

2 ‑  **Une méthodologie qui ne répondrait pas à l’une quelconque des conditions de recevabilité spécifiées dans les rubriques ci-dessous sera déclarée non conforme et la Proposition du Consultant sera rejetée.**

1. **Analyse sûreté et menaces**

Le Consultant précisera sa vision du contexte sûreté et des menaces dans la zone d'exécution du Contrat et/ou la zone dangereuse et présentera une analyse sûreté pour la zone concernée et pour les activités qu’il devra y réaliser. Il précisera la méthode et les références utilisées pour faire cette analyse, et présentera les scénarios principaux de menaces qui pourront être identifiés dès le stade de la Proposition.

De plus, il sera en capacité à tout moment de partager les éléments concernant la veille pays venant de son organisation locale ou de son siège.

|  |
| --- |
| **Conditions de recevabilité :*** Document décrivant la méthode adoptée pour réaliser cette analyse ;
* Au minimum une source de référence identifiable sera utilisée ;
* Identification et évaluation des menaces sûreté relatives au Contrat ;
* *[à insérer en cas de* ***contexte sécuritaire très dégradé*** *; sinon supprimer]* Description des dispositifs prévus pour assurer une veille sûreté locale.
 |

1. **Organisation générale sûreté**

Le Consultant définira au sein de son organisation les rôles et responsabilités généraux en matière de sûreté, ainsi que la répartition des tâches associées pour ce Contrat (incluant sous-traitants et cotraitants), et identifiera un référent sûreté. Il définira l’organisation et les moyens prévus. Dans l’hypothèse d’un groupement, le mandataire désignera pour ce Contrat un référent sûreté comme interlocuteur unique pour ce groupement.

|  |
| --- |
| **Conditions de recevabilité :*** Présentation de l’organisation ;
* Le Consultant (et chacun des membres en cas de groupement) indiquera le nom du référent sûreté interne à l’entreprise, qui sera garant de la définition et du suivi des mesures mises en œuvre pour le Contrat.
 |

1. **Mesures de sûreté spécifiques prévues**

En fonction de sa propre analyse sûreté et des principaux scénarios de menace éventuellement identifiés, le Consultant prévoira des mesures spécifiques et adaptées. Ces mesures couvriront a minima les sujets suivants :

4.1. Organisation Sûreté

Le Consultant devra décrire son organisation sûreté locale dans le pays où les Services seront réalisés. Il précisera notamment si cette organisation repose sur des ressources internes (personnel propre de sûreté), sur ses propres moyens existant déjà dans le pays, s’il fait appel à un partenaire local, à un éventuel prestataire de sûreté ou à un "*responsable sûreté*" dédié au Contrat, ou s’il se repose sur les moyens étatiques du pays et s’il peut les solliciter en direct. Il décrit les rôles respectifs prévus pour chaque acteur intervenant localement.

S’il fait appel à un prestataire de sûreté dans le cadre du Contrat, et pour son personnel propre de sûreté, le cas échéant, le Consultant exigera que le personnel de sûreté se conduise d’une manière appropriée, conforme au droit applicable (et aux dispositions du PEES, le cas échéant). A cette fin, le Consultant établira i) des dispositions contractuelles qui comprennent des instructions claires sur les circonstances limitées dans lesquelles les forces de sécurité peuvent avoir recours à la force pour protéger le personnel ou les biens du Contrat, et ii) une formation adéquate (si elles n’ont pas reçu une telle formation) à l’utilisation de la force (y compris à l’utilisation d’armes à feu, le cas échéant) et aux règles de conduite appropriées à l’égard des travailleurs et des populations touchées. Des protocoles adéquats doivent également être établis et mis en oeuvre pour les services de sécurité mis à disposition par les entités gouvernementales, le cas échéant.

Le Consultant mènera des enquêtes réputationelles préalables raisonnables pour vérifier que le prestataire de sûreté, et le personnel propre de sûreté, le cas échéant, n’ont pas été impliqués dans des abus.

Le Consultant examinera toute allégation d’actions illicites ou abusives de la part du personnel de sûreté, en tenant compte de la nécessité de protéger la confidentialité des informations relatives aux victimes et aux plaignants, prendra des mesures (ou exhortera les parties concernées à prendre des mesures) pour empêcher que ces actions se reproduisent et, si nécessaire, rendra compte de ces actions illicites et abusives aux autorités compétentes.

|  |
| --- |
| **Conditions de recevabilité :*** Description de l’organisation et des moyens mobilisés dans le pays d'exécution du Contrat ;
* Description des dispositions contractuelles (y compris du code de conduite) que le Consultant utilisera pour donner à tout prestataire de sûreté, et à son personnel propre de sûreté, le cas échéant, des instructions claires sur les circonstances limitées dans lesquelles ceux-ci peuvent avoir recours à la force pour protéger le personnel ou les biens du Contrat ;
* Description du mécanisme d’examen des plaintes concernant la conduite du personnel de sûreté ;
* Le Consultant (et chacun des membres en cas de groupement) indique le nom de la personne qui sera le correspondant pour toutes les questions de sûreté relatives au Contrat. Cette personne peut être la même que celle identifiée à l'article 3 ci-dessus ;
* En cas de groupement, identification de la coordination et de la répartition des responsabilités entre les membres ;
* *[à insérer en cas de* ***contexte sécuritaire très dégradé*** *; sinon supprimer]*
	+ Identification :
* d’un "*responsable sûreté*" (CV à fournir) ; **OU**
	+ - d’un prestataire sûreté (références à fournir), avec expérience de la région d’exécution du Contrat.
 |

4.2 Déplacement dans le pays et vers la zone concernée

En fonction de l’analyse sûreté, des dispositions particulières pourront être nécessaires pour sécuriser les déplacements dans le pays. Ces moyens pourront être l’utilisation d’aéronefs de compagnies nationale ou privée, l’utilisation de véhicules particuliers, ou de moyens maritimes ou fluviaux. Le Consultant décrira les moyens et dispositions prévus pour se protéger du risque sûreté (criminalité, kidnapping, etc.) pendant ces trajets. Ces dispositions pourront être techniques, organisationnelles ou humaines. Il distinguera les dispositions concernant les actions de protection de celles concernant les actions d’anticipation.

Le Consultant décrira la logistique de transport prévue avec les moyens humains, techniques et organisationnels et les dispositifs de suivi des déplacements. Il définira également ses exigences pour la gestion de la maintenance et pour les règles de conduite.

|  |
| --- |
| **Conditions de recevabilité :*** Description des modes de déplacement, des moyens physiques de déplacement et des mesures de sécurisation prévues en lien avec ces déplacements ;
* Répartition des rôles et mesures prévus pour le Consultant lui-même, pour les intervenants externes et ceux attendus du Client et des autorités locales, avec identification de chacun des acteurs ;
* *[à insérer en cas* ***d'escortes jugées nécessaires et non prises en charge par le Client****; sinon supprimer]* Identification du prestataire chargé de mettre en œuvre les escortes.
 |

* 1. Hébergement lors des missions

Dans le cas où l’hébergement et les mesures de sécurisation du Consultant ne sont pas fournis par le Client ou l'entreprise de travaux (dans le cas d'un chantier), le Consultant décrira le type de logement et les mesures prévues pour sécuriser les équipes (gardiennage, moyens physiques, etc.).

|  |
| --- |
| **Conditions de recevabilité :*** Description des critères de sélection du mode de logement et des mesures de sécurisation prévues pour chaque nuitée ;
* Fourniture des noms et adresses des hôtels ou lieux d’hébergement envisagés pour les nuitées ;
* *[à insérer en cas de* ***contexte sécuritaire très dégradé*** *; sinon supprimer]* Description des dispositions de protection complémentaire (gardiennage, aménagement spécifique du logement pour séjours de longue durée ("*panic room*", etc.).
 |

4.4 Communication

Le Consultant mettra en place un processus de communication et d’échange entre les différents acteurs du Contrat, pour assurer la remontée des évènements sûreté et mener à bien les actions préventives ou correctives jugées nécessaires. Il exposera les moyens lui permettant d’assurer une communication efficace.

|  |
| --- |
| **Conditions de recevabilité :*** Description des moyens de communication prévus et des mesures prises pour assurer leur fiabilité ;
* *[à insérer en cas de* ***contexte sécuritaire très dégradé*** *; sinon supprimer]* Justification de mise en place (ou devis) d’un abonnement satellitaire.
 |

1. **Information, sensibilisation et formation avant le départ**

Le Consultant prévoira des dispositions pour informer, sensibiliser et former ses collaborateurs avant le départ en mission. Ces dispositions feront l’objet d’actions de communication formalisées. Il décrira les dispositions prévues spécifiques à ce Contrat, sous la forme d'"ordres de mission" ou de documents apparentés.

|  |
| --- |
| **Conditions de recevabilité :*** Description des consignes essentielles transmises au collaborateur (accueil, briefings, mise à jour de livrets de consignes, etc.) ;
* Fourniture de la liste des numéros d’urgence (numéros et prestataires locaux, rapatriement, permanence sécurité du siège) mise à disposition pour les missions du Contrat ;
* *[à insérer en cas de* ***contexte sécuritaire très dégradé*** *; sinon supprimer]* Liste des restrictions de déplacement éventuelles, modes de déplacement en ville, quartiers interdits, etc.
 |

1. **Gestion des alertes et gestion de crise**

Le Consultant démontrera l’existence d’un processus de gestion de crise impliquant l’organisation locale et son siège. Il décrira les modalités principales de déclenchement et de fonctionnement de ce processus.

Dans ce cadre, le Consultant décrira le processus d’alerte allant de l’organisation locale à son siège et l’interaction avec le Client.

|  |
| --- |
| **Conditions de recevabilité :*** Résumé de la procédure de gestion de crise dédiée à la sûreté, avec identification des éléments déclencheurs, des rôles et responsabilités.
 |

1. **Rapports**

Le Consultant établira des rapports *[insérer : mensuels, trimestriels, ou semestriels]* de mise en œuvre des mesures de sûreté établies dans sa méthodologie. Ces rapports viseront à démontrer les actions mises en place par le Consultant, conformément à sa méthodologie et sa Proposition financière.

DEUXIEME PARTIE

Section VIII – Conditions du Contrat et Formulaires

**CONTRAT POUR**

**SERVICES DE CONSULTANTS**

**Nom du Projet :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Contrat No.** *: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

**Entre**

*[Insérer le nom du Client]*

**Et**

*[Insérer le nom du Consultant]*

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Table des matières**

I – MODELE DE CONTRAT 67

II – CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT 69

A. Dispositions Générales 69

B. Commencement, Achèvement, Amendement et Résiliation du Contrat 71

C. Obligations du Consultant 75

D. Personnel du Consultant et Sous-Traitants 79

E. Obligations du Client 81

F. Paiements versés au Consultant 82

G. Equité et Bonne Foi 85

H. Règlement des différents 85

I. Obligations du Consultant en matière environnementale, sociale, santé et sécurité (ESSS) 86

ANNEXE 1 – Règles de l'AFD en matière de Pratiques prohibées – Responsabilité Environnementale et Sociale 92

ANNEXE 2 – Critères d'Eligibilité 96

III – CONDITIONS PARTICULIERES DU CONTRAT 100

IV ‑ ANNEXES 113

ANNEXE A – Termes de référence 113

ANNEXE B – Proposition technique du Consultant incluant sa méthodologie et le Personnel‑clé 113

ANNEXE C – Prix du Contrat 113

ANNEXE D – Formulaire de Garantie de Remboursement de l'Avance 114

I – MODELE DE CONTRAT

*[Le texte proposé entre crochets est donné à titre de recommandation et doit être supprimé dans le texte final]*

Le présent contrat (intitulé ci-après le "**Contrat**") est passé le *[jour]* jour du *[mois]* de *[année]*, entre, d’une part, *[nom du Client]* (ci-après appelé le "**Client**") et, d’autre part, *[nom du Consultant]* (ci‑après appelé le "**Consultan**t"), ci-après dénommés "les **Parties**".

*[****Note*** *: Si le Consultant est constitué de plusieurs entités, le texte ci-dessus doit être modifié en partie comme suit :* "…(ci-après appelé le "**Client**") et, d’autre part, un Groupement *[nom du Groupement]* constitué des entités suivantes, dont chacune d’entre elles sera conjointement et solidairement responsable à l’égard du Client pour l’exécution de toutes les obligations contractuelles, à savoir *[nom du membre]* et *[nom du membre]* (ci-après appelés le "**Consultant**")."*]*

ATTENDU QUE :

1. Le Client a demandé au Consultant de fournir certaines prestations de services définies dans les Termes de référence repris dans **l'Annexe A** au Contrat (ci-après intitulées les "**Services**") ;
2. Le Consultant, ayant démontré au Client qu’il a la capacité professionnelle, l’expertise et les ressources techniques requises, a convenu d’exécuter les Services conformément aux termes et conditions arrêtés au Contrat ;
3. Le Client a reçu *[ou a sollicité]* un financement de l’Agence Française de Développement (appelée ci-après l'"**AFD**") en vue de contribuer au financement du coût des Services et se propose d’utiliser une partie de ce financement pour régler les paiements autorisés dans le cadre du Contrat, étant entendu (i) que les paiements effectués par l’AFD ne seront effectués qu’à la demande du Client et sur approbation de l’AFD, (ii) que ces paiements seront soumis à tous égards aux termes et conditions de l’accord de financement entre le Client et l’AFD, et (iii) qu’aucune Partie autre que le Client ne peut se prévaloir de l’un quelconque des droits stipulés dans l’accord de financement ni prétendre détenir une créance sur le financement.

EN CONSÉQUENCE, les Parties ont convenu ce qui suit :

1. Les documents suivants ci-joints sont considérés comme partie intégrante du Contrat :
2. Les Conditions générales du Contrat, y compris l’Annexe 1 (Règles de l’AFD - Pratiques prohibées – Responsabilité environnementale et sociale) et l'Annexe 2 (Critères d'Eligibilité).
3. Les Conditions particulières du Contrat.
4. Les Annexes :
* Annexe A : Termes de référence ;
* Annexe B : Proposition technique du Consultant (incluant la Déclaration d’Intégrité signée) ;
* Annexe C : Prix du contrat ;
* Annexe D : Formulaire de garantie bancaire pour le remboursement de l’avance.

En cas de différence entre les documents ci-avant, l’ordre de priorité ci-après prévaudra pour leur interprétation : les Conditions particulières du Contrat, les Conditions générales du Contrat, y compris l’Annexe 1, l'Annexe 2, l’Annexe A, l’Annexe B, l’Annexe C et l’Annexe D. Toute référence audit Contrat s’entendra comme incluant, à moins que le contexte ne le permette pas, la référence aux Annexes.

1. Les droits et obligations respectifs du Client et du Consultant sont ceux figurant au Contrat, en particulier :
2. Le Consultant fournira les Services conformément aux conditions du Contrat ; et
3. Le Client effectuera les paiements au Consultant conformément aux dispositions du Contrat.

EN FOI DE QUOI, les Parties au Contrat ont signé celui‑ci en leurs noms respectifs le jour et l’an ci‑dessus :

Pour le *[nom du Client]* et en son nom

*[Représentant autorisé]*

Pour le *[nom du Consultant ou du Groupement]* et en son nom

*[Représentant autorisé]*

*[****Note*** *: Si le Consultant est constitué de plusieurs entités juridiques en Groupement, chacune d’entre elles doit apparaître comme signataire ou seul le mandataire signera, auquel cas le pouvoir l’habilitant à signer au nom de tous les membres doit être joint.]*

Pour et au nom de chacun des membres du Groupement

*[Nom du mandataire]*

*[Représentant autorisé au nom des membres du Groupement]*

*[Ajouter des emplacements de signature pour chacun des membres, si tous sont signataires.]*

II – CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT

|  |
| --- |
| 1. Dispositions Générales
 |
| Définitions | A moins que le contexte ne le requière différemment, chaque fois qu’ils sont utilisés dans le présent contrat, les termes ci-après ont les significations suivantes :1. "**AFD**" désigne l’Agence Française de Développement (AFD).
2. "**Autre personnel**" désigne un ou des professionnels fournis par le Consultant ou un Sous-traitant, affectés à la réalisation des Services en tout ou partie dans le cadre du Contrat.
3. "**Client**" désigne l’agence d’exécution avec laquelle le Consultant sélectionné signe le Contrat de prestation des Services.
4. "**CGC**" désigne les Conditions générales du Contrat.
5. "**CPC**" désigne les Conditions particulières du Contrat, qui permettent de modifier ou de compléter les CGC.
6. "**Consultant**" désigne toute entité publique ou privée qui fournit les prestations au Client en vertu du Contrat.
7. "**Contrat**" désigne le présent Contrat signé par les Parties ainsi que tous les documents joints stipulés à l'Article 1 du Modèle de Contrat, à savoir les Conditions générales du Contrat (**CGC**), les Conditions particulières (**CPC**) et les Annexes.
8. "**Date d’entrée en vigueur**" désigne la date à laquelle le Contrat entrera en vigueur, conformément à l'Article 11 des CGC.
9. "**Droit applicable**" désigne les lois et la règlementation applicables dans le pays du Client ou dans tout autre pays indiqué dans les **Conditions particulières du Contrat (CPC)**.
10. "**Groupement**" désigne une association formelle ou informelle de plus d’un Consultant, (i) disposant, ou non, d’une personnalité juridique distincte de celle des membres le constituant, (ii) dans laquelle un des membres, appelé mandataire, représente tous les membres du Groupement, et (iii) qui est conjointement et solidairement responsable de l’exécution du Contrat vis-à-vis du Client.
11. "**Jour**" désigne une journée calendaire sauf indication contraire.
12. "**Monnaie étrangère**" désigne toute monnaie autre que celle du pays du Client.
13. "**Monnaie nationale**" désigne la monnaie du pays du Client.
14. "**Partie**" désigne le Client ou le Consultant, selon le cas ; et, "**Parties**" désigne le Client et le Consultant.
15. "**Personnel**" désigne collectivement le Personnel-clé, les Autres personnels du Consultant, des Sous-traitants ou membres du Groupement, affecté par le Consultant pour la réalisation des Services ou une partie de ceux-ci dans le cadre du Contrat.
16. "**Personnel-clé**" désigne un ou des experts fournis par le Consultant, dont les qualifications professionnelles, le savoir-faire, les connaissances et l’expérience sont essentielles à la réalisation des Services dans le cadre du Contrat, et dont les CV sont pris en compte pour l’évaluation technique de la Proposition du Consultant.
17. "**Services**" désigne le travail à exécuter par le Consultant en vertu du Contrat, décrit dans les **Annexes A et B** du Contrat.
18. "**Sous-traitant**" désigne toute personne physique ou morale avec laquelle le Consultant passe un accord de sous-traitance d'une partie des Services, le Consultant conservant la responsabilité entière de l’exécution du Contrat.
 |
| Relations entre les Parties | Aucune disposition figurant au Contrat ne peut être interprétée comme créant une relation de commettant à préposé, ou établissant un lien de subordination d’employé à employeur entre le Client et le Consultant. Dans le cadre du Contrat, le Consultant est pleinement responsable du Personnel exécutant les Services et de ses Sous-Traitants, le cas échéant, et des Services exécutés par ces derniers ou en leur nom. |
| Droit applicable au Contrat | Le Contrat, sa signification, son interprétation, et les relations s’établissant entre les Parties seront régies par le Droit applicable. |
| Langue | Le Contrat a été rédigé dans la langue indiquée dans les **CPC**, qui sera la langue faisant foi pour toutes questions relatives à la signification ou à l’interprétation du Contrat. |
| Titres | Les titres ne limiteront, ne modifieront, ni n’affecteront en rien la signification du Contrat. |
| Notifications | Toute notification nécessaire ou permise en vertu du Contrat devra l’être sous forme écrite, dans la langue indiquée à l'Article 4 des CGC. Une telle notification, demande ou approbation sera considérée comme ayant été faite lorsqu’elle aura été transmise en personne à un représentant autorisé de la Partie à laquelle cette communication est adressée, ou lorsqu’elle aura été envoyée à cette Partie à l’adresse indiquée dans les **CPC**.Une Partie peut changer son adresse aux fins de notification en donnant à l’autre partie notification écrite envoyée à l’adresse indiquée dans les **CPC**. |
| Lieux | Les Services sont exécutés sur les lieux indiqués à l’Annexe A jointe et, lorsque la localisation d’une tâche particulière n’est pas précisée, en des lieux que le Client approuvera, dans son pays ou à l’étranger. |
| Autorité du mandataire | Si le Consultant est constitué par un Groupement de plus d’une entité, les membres autorisent par la présente l’entité mandataire indiquée dans les **CPC** à exercer en leur nom tous les droits, et remplir toutes les obligations envers le Client en vertu du Contrat et à recevoir, notamment, les instructions et les paiements effectués par le Client. |
| Représentants autorisés | Toute action qui peut ou qui doit être effectuée, et tout document qui peut ou qui doit être établi en vertu du Contrat par le Client ou par le Consultant, pourra l’être par les représentants désignés dans les **CPC**. |
| Pratiques prohibées, responsabilité environnementale et sociale | L’AFD exige le respect de ses règles concernant les pratiques prohibées et la responsabilité environnementale et sociale tels que décrits dans l’**Annexe 1** des CGC. |
| 1. Commencement, Achèvement, Amendement et Résiliation du Contrat
 |
| Entrée en vigueur du Contrat | Le Contrat entrera en vigueur à la date ("Date d’entrée en vigueur") de la notification faite par le Client au Consultant de commencer à fournir les Services. Cette notification confirmera que les conditions d’entrée en vigueur du Contrat, le cas échéant, énumérées dans les **CPC** ont été remplies. |
| Résiliation du Contrat par défaut d’entrée en vigueur | Si le Contrat n’est pas entré en vigueur dans les délais indiqués dans les **CPC** à partir de la date du Contrat signé par les Parties, chacune des Parties peut, vingt‑deux (22) Jours au moins après notification écrite adressée à l'autre Partie, déclarer le Contrat nul et non avenu, auquel cas aucune Partie ne pourra introduire de réclamation en vertu de ce Contrat envers l’autre Partie. |
| Commencement des Services | Le Consultant confirmera la disponibilité des Personnels-clé et commencera l’exécution des Services au plus tard à la Date d’entrée en vigueur indiquée dans les **CPC**. |
| Achèvement du Contrat | A moins qu’il n’ait été résilié auparavant conformément aux dispositions de l'Article 19 ci-après, le Contrat prendra fin à l’issue de la période indiquée dans les **CPC**. |
| Contrat formant un tout | Le Contrat contient toutes les provisions, dispositions et engagements convenus entre les Parties. Aucun agent ou représentant de l'une ou l'autre des Parties n’a le pouvoir de faire de déclaration, engagement, promesse, ou accord qui ne soit contenu dans le Contrat ; les Parties ne peuvent être ni liées par, ni tenues responsables, de tels engagements, déclarations, promesses ou accords. |
| Avenants | Aucun avenant aux termes et conditions du Contrat, y compris des modifications portées à l’étendue des Services, ne pourra être mis en œuvre sans accord écrit entre les Parties. Toutefois, chaque Partie évaluera dûment toute proposition de modification ou de changement présentée par l’autre Partie.Les Parties reconnaissent que le consentement préalable et écrit de l’AFD est requis pour tout avenant au Contrat. |
| Force Majeure | Définitions :Aux fins du Contrat, "**Force Majeure**" signifie tout événement hors du contrôle d’une Partie, qui n’est pas prévisible, qui est inévitable et qui rend impossible l’exécution par une Partie de ses obligations, ou qui rend cette exécution si difficile qu’elle peut être considérée comme étant impossible dans de telles circonstances ; les cas de Force Majeure comprennent, mais ne sont pas limités à : guerres, émeutes, troubles civils, tremblements de terre, incendies, explosions, tempêtes, inondations ou autres catastrophes naturelles, confiscations, ou Fait du prince.Ne constituent pas des cas de Force Majeure : (i) les événements résultant d’une négligence ou d’une action délibérée d’une des Parties, d’un de ses Personnels ou d’un de ses Sous-traitants, agents ou employés; (ii) les événements qu’une Partie agissant avec diligence aurait été susceptible de prendre en considération au moment de la conclusion du Contrat et d’éviter ou de surmonter dans l’exécution de ses obligations contractuelles.L'insuffisance de fonds et le défaut de paiement ne constituent pas des cas de Force Majeure.Non-rupture du Contrat :Le manquement de l’une des Parties à l’une quelconque de ses obligations contractuelles ne constitue pas une rupture du Contrat, ou un manquement à ses obligations contractuelles, si un tel manquement résulte d’un cas de Force Majeure, dans la mesure où la Partie placée dans une telle situation a pris toutes précautions, et mesures raisonnables, pour lui permettre de remplir les termes et conditions du Contrat.Dispositions à prendre :Une Partie faisant face à un cas de Force Majeure doit continuer de s’acquitter, dans toute la mesure du possible, de ses obligations en vertu du Contrat et doit prendre toutes les dispositions raisonnables pour minimiser les conséquences de tout cas de Force Majeure.Une Partie affectée par un cas de Force Majeure doit en avertir l’autre Partie dans les plus brefs délais et en tout état de cause au plus tard quatorze (14) Jours après l’apparition de l’événement ; apporter la preuve de l’existence et de la cause de cet événement ; et de la même façon notifier dans les plus brefs délais le retour à des conditions normales.Tout délai accordé à une Partie pour l’exécution de ses obligations contractuelles sera prorogé d’une durée égale à la période pendant laquelle cette Partie aura été mise dans l’incapacité d’exécuter ses obligations par suite d’un cas de Force Majeure.Pendant la période où il est dans l’incapacité d’exécuter les Services à la suite d’un cas de Force Majeure, le Consultant, sur instructions du Client, doit :cesser ses activités et démobiliser, auquel cas il sera remboursé des coûts raisonnables et nécessaires encourus et de ceux afférents à la reprise des Services si le Client l'exige, oucontinuer l’exécution des Services autant que faire se peut, auquel cas, le Consultant continuera d’être rémunéré conformément aux termes du Contrat ; il sera également remboursé dans une limite raisonnable pour les frais additionnels nécessaires encourus.En cas de désaccord entre les Parties quant à l’existence ou à la gravité d’un cas de Force Majeure, le différend sera tranché conformément aux dispositions des Articles 48 et 49 des CGC. |
| Suspension | Le Client peut arrêter tous paiements au Consultant en lui envoyant une lettre de notification de suspension si le Consultant manque de s’acquitter de ses obligations contractuelles, y compris la fourniture des Services. Cette lettre de notification de suspension (i) précisera la nature du manquement et (ii) demandera au Consultant d’expliquer la raison du manquement et de chercher à y remédier dans une période ne dépassant pas trente (30) Jours après la réception de la notification de suspension par le Consultant. |
| Résiliation | Le Contrat peut être résilié par l’une quelconque des parties dans les conditions ci-après :Par le Client :Le Client a le droit de résilier le Contrat à la suite de l’un quelconque des événements indiqués aux paragraphes (a) à (f) du présent Article. Dans un tel cas, le Client remettra une notification écrite d’un délai minimum de trente (30) Jours au Consultant dans le cas des événements visés sous (a) à (d), de soixante (60) Jours dans le cas des événements visés sous (e) et de cinq (5) Jours dans le cas des événements visés sous (f) :1. Si le Consultant ne remédie pas à un manquement à ses obligations contractuelles, suivant une notification de suspension conforme aux dispositions de l'Article 18 ci-dessus ;
2. Si le Consultant (ou, si le Consultant est constitué en Groupement, l’un de ses membres) fait faillite ou entre en règlement judiciaire, en liquidation ou redressement judiciaire, que ce soit volontairement ou non ;
3. Si le Consultant ne se conforme pas à la décision finale prise à la suite d’une procédure d’arbitrage engagée conformément aux dispositions de l'Article 49.1 ci-après ;
4. Si, après un cas de Force Majeure, le Consultant est placé dans l’incapacité d’exécuter une partie importante des Services pendant une période supérieure à soixante (60) Jours ;
5. Si le Client, de sa propre initiative et pour quelque raison que ce soit, décide de résilier le Contrat ;
6. Si le Consultant manque à confirmer la disponibilité du Personnel-clé conformément aux dispositions de l'Article 13 ci-avant.

En outre, si le Client établit que le Consultant s’est livré à des pratiques prohibées (telles que décrites à l’Annexe 1 du présent Contrat) ou est dans une situation d’inéligibilité (telle que décrite à l’Annexe 2 du présent Contrat) lors de l’obtention ou lors de l’exécution du Contrat, le Client a le droit de résilier le Contrat après notification écrite de quatorze (14) Jours au Consultant.Par le Consultant :Le Consultant a le droit de résilier le Contrat, par notification écrite effectuée dans un délai qui ne saurait être inférieur à trente (30) Jours suivant l’apparition de l’un des cas décrits aux paragraphes (a) à (d) ci-après :1. si le Client ne règle pas, dans les quarante-cinq (45) Jours suivant réception de la notification écrite du Consultant d’un retard de paiement, les sommes qui sont dues au Consultant, conformément aux dispositions du Contrat, et non sujettes à contestation conformément aux dispositions de l'Article 49.1 ci-après ;
2. si, à la suite d’un cas de Force Majeure, le Consultant se trouve dans l’incapacité d’exécuter une partie importante des Services pendant une période d’au moins soixante (60) Jours ;
3. si le Client ne se conforme pas à la décision finale prise suite à une procédure d’arbitrage conduite conformément aux dispositions de l'Article 49.1 ci‑après ; ou
4. si le Client a manqué à ses obligations contractuelles et n’y a pas remédié dans un délai de quarante-cinq (45) Jours (ou tout délai additionnel que le Consultant aurait accepté par écrit) après réception de la notification faite par le Consultant de ce manquement.

Cessation des droits et obligations :Tous droits et obligations contractuelles des Parties cesseront à la résiliation du Contrat conformément aux dispositions des Articles 12 ou 19 des CGC, ou à l’achèvement du Contrat conformément aux dispositions de l'Article 14 des CGC, à l’exception (i) des droits et obligations qui pourraient demeurer à la date de résiliation ou d’achèvement du Contrat, (ii) de l’obligation de réserve définie dans l'Article 22 ci-après, (iii) de l’obligation qu’a le Consultant d’autoriser l’inspection, la copie et la vérification des comptes et écritures, conformément à l'Article 25 ci-après, et (iv) des droits qu’une Partie pourrait conserver conformément aux dispositions du Droit applicable.Cessation des Services :Sur résiliation du Contrat par notification de l’une des Parties à l’autre conformément aux dispositions des Articles 19.1 ou 19.2 ci‑dessus, le Consultant devra, dès l’envoi ou la réception de cette notification, prendre les mesures permettant de conclure au mieux les Services et tenter de restreindre dans toute la mesure du possible les dépenses correspondantes. En ce qui concerne les documents préparés par le Consultant, et les équipements et autres contributions du Client, le Consultant procédera comme indiqué aux Articles 27 et 28 ci-après.Paiement à la suite de la résiliation :Après la résiliation du Contrat, le Client réglera au Consultant les sommes suivantes :1. dans le cas d’un Contrat (ou partie de Contrat) rémunéré au temps passé, la rémunération due, au titre des Services qui auront été effectués jusqu’à la date de résiliation, et les autres dépenses effectivement encourues avant cette date, conformément aux dispositions de l'Article 42 ci-après ;
2. dans le cas d’un Contrat (ou partie de Contrat) à prix forfaitaire, les montants définis à l’Annexe C correspondants aux livrables qui auront été jugés acceptables par le Client jusqu’à la date de résiliation, et un pourcentage des montants définis à l’Annexe C correspondant aux livrables qui n’auront pas été validés par le Client mais que le Consultant aura commencé à préparer conformément au Contrat, si tant est que ces livrables non finalisés soient exploitables même partiellement par le Client ;
3. les remboursables effectivement encourus jusqu’à la date de résiliation, conformément au Contrat, ; et
4. dans les cas de résiliation définis dans les paragraphes (d) à (e) de l'Article 19.1.1 ci-dessus, le remboursement dans une limite raisonnable des dépenses résultant de la conclusion rapide et en bon ordre du Contrat, ainsi que des dépenses de rapatriement du personnel du Consultant.
 |
| 1. Obligations du Consultant
 |
| Disposition générales | Normes de réalisation :Le Consultant exécutera les Services et remplira ses obligations de façon diligente, efficace et économique conformément aux règles de l’art ; pratiquera une saine gestion ; utilisera des techniques de pointe appropriées et des équipements, machines, matériels et procédés sûrs et efficaces ; et prendra des mesures additionnelles pour gérer les risques de cybersécurité liés au Contrat si prévu dans les **CPC**. Dans le cadre de l’exécution du Contrat ou des Services, le Consultant se comportera toujours en conseiller loyal du Client, et défendra en toute circonstance les intérêts légitimes du Client dans ses rapports avec les tiers.Le Consultant emploiera et fournira le Personnel et les Sous-traitants disposant des qualifications et de l’expérience nécessaires pour la réalisation des Services.Le Consultant peut sous-traiter une partie des Services sous la condition expresse que les Personnels-clé et ses Sous-traitants aient été approuvés par le Client au préalable. Indépendamment d’une telle approbation, le Consultant demeure entièrement responsable pour la réalisation des Services. Le Consultant ne peut pas sous-traiter la totalité des Services.Droit applicable aux Services :Le Consultant exécutera les Services conformément au Droit applicable et prendra toutes les mesures pour que ses Sous-traitants et le Personnel respectent ce Droit applicable.Durant l’exécution du Contrat, le Consultant se conformera aux interdictions réglementaires d’importation de biens et services dans le pays du Client.Le Client fera connaître par écrit au Consultant les coutumes locales qu’il devra respecter. |
| Conflits d'intérêts | Le Consultant défendra avant tout les intérêts du Client sans prendre en compte l'éventualité d'une mission future et évitera strictement tout conflit d'intérêts avec d'autres missions ou avec ses intérêts propres.Commissions, rabais, etc. :La rémunération du Consultant, qui sera versée conformément aux dispositions des Articles 41 à 46 des CGC, constituera la seule rémunération versée au titre du Contrat et, sous réserve des dispositions de l'Article 21.3 ci-après, le Consultant n’acceptera pour lui‑même aucune commission à caractère commercial, rabais ou autre paiement de ce type lié aux activités conduites dans le cadre du Contrat ou dans l’exécution de ses obligations contractuelles, et s’efforcera à ce que son Personnel et ses agents, ainsi que ses Sous-traitants et leurs agents, ne perçoivent pas de rémunération supplémentaire de cette nature.Si, dans le cadre de l’exécution de ses Services, le Consultant est chargé de conseiller le Client en matière d’achat de fournitures, équipements, travaux, prestations intellectuelles (consultants) ou autres prestations de services, il se conformera aux règles de la passation des marchés applicables au Client, y compris l’application de directives d’une institution financière le cas échéant, et exercera en toutes circonstances ses responsabilités de façon à protéger au mieux les intérêts du Client. Tout rabais ou commission obtenu par le Consultant dans l’exercice de ses responsabilités en matière de passation des marchés sera crédité au Client.Non-participation du Consultant et de ses affiliés à certaines activités :Le Consultant accepte que, pendant la durée du présent Contrat et après la fin du Contrat, le Consultant et toute entité affiliée au Consultant, ainsi que tout Sous-traitant (hors Personnel-clé) et toute entité affiliée à ces Sous-traitants, puisse être exclus de la fourniture de biens, de travaux ou de services (autres que de prestations intellectuelles) résultant des Services du Consultant ou directement liés à ces Services pour la préparation ou la mise en œuvre du projet. Interdiction d'activités incompatibles :Le Consultant et, sous sa responsabilité, son Personnel et ses Sous-traitants, ne devront pas s’engager, directement ou indirectement dans des activités commerciales ou professionnelles qui pourraient être incompatibles avec les activités qui leur ont été confiées en vertu du Contrat.Obligation de signaler les activités conflictuelles :Le Consultant et, sous sa responsabilité, son Personnel et ses Sous-traitants, ont l’obligation de signaler au Client toute situation réelle ou potentielle de conflit qui a un impact sur leur capacité à servir au mieux les intérêts du Client, ou qui pourrait être perçue comme telle. Tout manquement à signaler une telle situation peut conduire à la résiliation du Contrat. |
| Obligation de réserve | Le Consultant et son Personnel s’engagent à ne pas divulguer d’information confidentielle relative aux Services ni les recommandations formulées lors de l’exécution des Services ou qui en découleraient sans autorisation préalable écrite du Client. |
| Responsabilité du Consultant | Sous réserve des dispositions supplémentaires qui peuvent figurer dans les **CPC**, les responsabilités du Consultant en vertu du Contrat sont celles prévues par le Droit applicable. |
| Assurance à la charge du Consultant | Le Consultant (i) contractera et conservera, et fera en sorte que ses Sous-traitants contractent et conservent, à ses frais (ou aux frais des Sous-traitants, le cas échéant), conformément aux termes et conditions approuvés par le Client, une assurance couvrant les risques et pour les montants indiqués dans les **CPC**, et (ii) à la demande du Client, lui fournira la preuve que cette assurance a bien été contractée et conservée et que les primes ont bien été réglées. Le Consultant devra contracter cette assurance avant le commencement des Services comme indiqué à l'Article 13 ci-avant. |
| Comptabilité, inspection et audit | Le Consultant tiendra à jour et de façon systématique la comptabilité et la documentation relative aux Services, selon des principes de comptabilité généralement reconnus, et sous une forme suffisamment détaillée pour permettre d’identifier clairement toutes les dépenses et coûts, et la base sur laquelle ils ont été calculés ; il veillera à ce que ses sous-traitants agissent de la même manière.Le Consultant autorisera l’inspection périodique par l’AFD ou par ses représentants du site du projet et l’examen de la comptabilité et la documentation relative aux Services et à la soumission de la Proposition relative audits Services, et accordera la possibilité aux auditeurs désignés par l’AFD de vérifier ladite comptabilité et lesdits documents, si l’AFD en fait la demande. L’attention du Consultant est attirée sur l'Article 10 ci-avant qui stipule, entre autres, que le fait d’entraver l’exercice par l’AFD de son droit d’examen et de vérification tel que prévu par le présent Article constitue une pratique prohibée pouvant conduire à la résiliation du Contrat. |
| Obligations en matière de rapports | Le Consultant fournira au Client les rapports et documents indiqués dans **l’Annexe A** ci-jointe, dans la forme, les délais et selon les quantités indiquées dans cette Annexe. |
| Propriété des documents préparés par le Consultant | Sauf disposition contraire stipulée dans les **CPC**, tous les rapports et renseignements se rapportant aux Services, cartes, plans, dessins, spécifications, bases de données, autres documents et logiciels, et tous matériaux collectés ou préparés par le Consultant pour le compte du Client en vertu du Contrat auront un caractère confidentiel et deviendront et demeureront la propriété du Client. Le Consultant les remettra au Client avant la résiliation ou l’achèvement du Contrat, avec l’inventaire détaillé correspondant. Le Consultant pourra conserver un exemplaire des documents et logiciels mais il ne pourra pas faire usage de ceux-ci pour des motifs sans relation avec le Contrat sans avoir obtenu l’accord écrit préalable du Client.Si le Consultant doit passer un accord de brevet avec des tiers pour la conception de ces plans, dessins, spécifications, bases de données, autres documents et logiciels, il devra obtenir l’approbation écrite préalable du Client qui aura le droit, à sa discrétion, de demander à recouvrer le coût des dépenses encourues pour le développement des programmes concernés. Toutes autres restrictions pouvant concerner l’utilisation de ces documents et logiciels à une date ultérieure seront, le cas échéant, indiquées dans les **CPC**. |
| Equipements, véhicules et fournitures | Les équipements, véhicules et fournitures mis à la disposition du Consultant par le Client ou achetés en tout ou en partie grâce à des fonds fournis par le Client, seront propriété du Client et seront marqués en conséquence. Sur résiliation du contrat ou à son achèvement, le Consultant remettra au Client un inventaire de ces équipements, véhicules et fournitures et les traitera conformément aux instructions du Client. Le Consultant, sauf instructions écrites contraires du Client, prendra une assurance pour les équipements, véhicules et fournitures qui restera valable aussi longtemps que ces biens resteront en sa possession, aux frais du Client et pour un montant égal à leur valeur de remplacement.Les équipements et fournitures importés par le Consultant et son Personnel dans le pays du Client et utilisés soit aux fins de la mission ou aux fins d’usage personnel resteront propriété du Consultant ou de son Personnel, selon le cas. |
| 1. Personnel du Consultant et Sous-Traitants
 |
| Description du Personnel‑clé | Les titres, les descriptions de postes, les qualifications minimales et la durée estimative d’engagement nécessaire à l’exécution des Services pour les membres clé du Personnel-clé du Consultant sont décrits dans **l’Annexe B**.En cas de Contrat à prix unitaires (temps passé) et si nécessaire pour se conformer aux dispositions de l'Article 20.1 des CGC, le Consultant pourra ajuster la durée estimative d’engagement du Personnel clé indiquée dans **l’Annexe B**, par notification écrite au Client, à la condition que (i) ces ajustements ne modifient pas la durée prévue d’engagement d’un des experts individuels de manière significative, et (ii) la totalité de ces ajustements ne fasse pas dépasser les plafonds fixés à l'Article 41.1 des CGC.En cas de Contrat à prix unitaires (temps passé) et s’il est demandé des tâches additionnelles au-delà des Services définis à **l’Annexe A**, la durée estimative d’engagement du Personnel-clé pourra être prolongée par accord écrit entre le Client et le Consultant. Si cette prolongation conduit à un dépassement des plafonds fixés à l'Article 41.1 des CGC, les Parties signeront un avenant au Contrat. |
| Remplacement de Personnel‑clé | Sauf dans le cas où le Client donne son accord par écrit, aucun changement ne sera apporté au Personnel-clé.Nonobstant ce qui précède, le remplacement de Personnel-clé durant l’exécution du Contrat ne pourra être envisagé qu’après demande écrite formulée par le Consultant et pour des raisons indépendantes de la volonté du Consultant, notamment décès ou incapacité pour raisons médicales. Dans un tel cas, aux fins de remplacement, le Consultant fournira une personne de qualification égale ou supérieure, au même taux de rémunération. |
| Approbation pour des Personnels-clé additionnels | Si durant l’exécution du Contrat, il s’avère nécessaire de mobiliser du Personnel-clé additionnel pour la réalisation des Services, le Consultant soumettra pour examen et approbation par le Client, son curriculum vitae. Si le Client ne formule pas d’objection motivée par écrit dans les vingt-deux (22) Jours suivant la date où il aura reçu le curriculum vitae, ce Personnel-clé sera considéré comme étant approuvé par le Client.En cas de Contrat à prix unitaires (temps passé), le taux de rémunération applicable aux Personnels-clé additionnels sera basé sur les taux des autres Personnels-clé qui ont le même niveau de qualification et d’expérience. |
| Retrait de Personnel ou de Sous-traitant | Si le Client établit qu’un des membres du Personnel ou un Sous-traitant :exécute ses obligations de façon incompétente ou négligente ;persiste dans une conduite fautive ou dans son imprudence ;manque à se conformer à l’une quelconque des dispositions du Contrat ; persiste dans toute conduite préjudiciable à la sécurité, à la santé, ou à la protection de l’environnement ;sur la base de preuves raisonnables, s’est livré à des pratiques prohibées (telles que décrites à l’Annexe 1 du présent Contrat) ou est dans une situation d’inéligibilité (telle que décrite à l’Annexe 2 du présent Contrat), au cours de l’exécution des Services ; alors le Consultant doit pourvoir immédiatement à son remplacement, sur demande écrite du Client.Si le Client estime qu’un des membres du Personnel ou Sous‑traitant n’a pas la compétence nécessaire ou se révèle incapable de remplir ses fonctions, il a le droit de demander son remplacement, en en spécifiant les motifs.Tout remplacement de Personnel ou Sous-traitant doit être effectué par un remplaçant dont les qualifications et l’expérience sont au moins équivalentes à celles du Personnel remplacé, et devront être acceptables pour le Client.Le Consultant s’acquittera de tous les coûts résultant d’un tel retrait et/ou remplacement.  |
| Remplacement ou retrait de Personnel – conséquences sur les paiements | En cas de Contrat à prix unitaires (temps passé), à moins que le Client n’en ait convenu autrement, (i) le Consultant prendra à sa charge tous les frais additionnels de voyage et autres résultant du retrait et/ou remplacement, et (ii) la rémunération versée au titre de chaque membre du Personnel de remplacement ne saura dépasser la rémunération qui aurait été versée au membre du Personnel qui a été remplacé.Dans le cas d'un Contrat à rémunération forfaitaire, le Consultant prendra à sa charge tous les frais de voyage et autres résultant du retrait et/ou remplacement de Personnels-clé. |
| Heures ouvrables, heures supplémentaires, congés, etc. (Contrat au temps passé uniquement) | Les heures ouvrables et les jours fériés applicables au Personnel sont indiqués dans **l’Annexe A**. Pour prendre en compte les délais de route vers le pays du Client ou en provenance de ce pays, le Personnel qui exécutera les Services dans le pays du Client sera réputé avoir commencé (ou terminé) les Services le nombre de Jours avant son arrivée ou après son départ du pays du Client indiqué dans **l’Annexe A**.Le Personnel n’aura pas le droit d’être payé en heures supplémentaires, ni de bénéficier de congés pour maladie ou vacances, sauf dans les cas définis à **l’Annexe A** ; la rémunération du Consultant sera réputée couvrir ces heures, congés de maladie ou vacances.Les absences prises par le Personnel seront sujets à agrément préalable du Consultant qui s’assurera que les absences pour congé ne risquent pas de retarder le déroulement et le suivi des Services. |
|

|  |
| --- |
| 1. Obligations du Client
 |

 |
| Assistance et exonérations | Sauf indication contraire dans les CPC, le Client fera son possible pour :1. assister le Consultant pour obtenir les permis de travail et autres documents qui lui sont nécessaires dans le cadre de l’exécution des Services ;
2. assister le Consultant pour obtenir rapidement pour son Personnel et, le cas échéant, leurs familles, les visas d’entrée et de sortie, les permis de résidence, et tous autres documents requis pour leur séjour dans le pays du Client durant l’exécution des Services ;
3. faciliter le dédouanement des biens nécessaires à l’exécution des Services et des effets personnels appartenant au Personnel et à leurs familles ;
4. donner aux agents et représentants officiels de l'Etat les instructions et informations nécessaires à l’exécution rapide et efficace des Services ;
5. assister le Consultant, ses Sous-traitants et leur Personnel pour obtenir, conformément aux dispositions du Droit applicable, une exonération de toute obligation d’enregistrement, ou toute autorisation d’exercer leur profession en société ou à titre individuel dans le pays du Client ;
6. assister le Consultant, ses Sous-traitants et leur Personnel, conformément aux dispositions du Droit applicable, à obtenir les autorisations d’importer dans le pays du Client des montants en Monnaie étrangère raisonnables au titre de l’exécution des Services et des besoins personnels du Personnel, et de réexporter les montants en Monnaie étrangère qui auront été versés au Personnel au titre de l’exécution des Services ; et
7. accorder au Consultant toute autre assistance indiquée, le cas échéant, dans les **CPC**.
 |
| Accès au site du Projet | Le Client garantit au Consultant l’accès libre, gratuit et sans contrainte aux sites dont l’accès est nécessaire pour l’exécution des Services. Le Client sera responsable de tous dommages au Consultant, à ses Sous‑traitants et à son Personnel qui pourraient résulter de leur présence sur ces sites, à moins que ces dommages ne soient la conséquence d’un manquement ou de la négligence du Consultant, de ses Sous-traitants ou leur Personnel. |
| Modification du Droit applicable concernant les impôts et taxes | Si, après la date de signature du Contrat, le Droit applicable aux impôts et taxes dans le pays du Client est modifié, et qu’il en résulte une augmentation ou une diminution des coûts à la charge du Consultant au titre de l’exécution des Services, la rémunération et les autres dépenses payables au Consultant seront réputés augmenter ou diminuer en conséquence, et les montants maxima figurant à l'Article 41.1 des CGC seront ajustés en conséquence. |
| Services, installations et propriétés du Client | Le Client mettra gratuitement à la disposition du Consultant et du Personnel, aux fins de l’exécution des Services, les services, installations et équipements indiqués à **l’Annexe A** aux dates et selon les modalités figurant à ladite Annexe.Si ces services, installations et équipements ne peuvent être mis à la disposition du Consultant aux dates et selon les modalités prévues à **l’Annexe A**, les Parties se mettront d’accord sur (i) le délai supplémentaire accordé au Consultant pour l’exécution des Services, (ii) les modalités selon lesquelles le Consultant obtiendra ces services, installations et équipements, et (iii) les paiements additionnels qui pourraient être versés au Consultant conformément aux dispositions de l'Article 41 des CGC. |
| Personnel de contrepartie | Le Client mettra gratuitement à la disposition du Consultant les personnels de contrepartie de cadre et d’appui, qui seront sélectionnés par le Client aidé des conseils du Consultant, si cela est stipulé à **l’Annexe A**.Si le Client ne fournit pas le personnel de contrepartie au Consultant aux dates et selon les modalités indiquées à **l’Annexe A**, il s’entendra avec le Consultant sur (i) la façon dont les Services affectés par ce changement seront effectués, (ii) les paiements additionnels qu’il versera, le cas échéant, au Consultant à ce titre conformément aux dispositions de l'Article 41 des CGC.Le personnel de contrepartie, de cadre et d’appui, à l’exclusion du personnel de liaison du Client, travaillera sous la direction exclusive du Consultant. Si un membre du personnel de contrepartie n’exécute pas de façon satisfaisante les tâches qui lui sont confiées par le Consultant dans le cadre de la position qui lui a été attribuée, le Consultant pourra demander qu’il soit remplacé ; le Client ne pourra pas refuser, à moins d’un motif sérieux, de donner suite à la requête du Consultant. |
| Paiements | Le Client fera les paiements au Consultant au titre des Services rendus dans le cadre du Contrat, conformément aux dispositions du Chapitre F ci-après. |
|

|  |
| --- |
| 1. Paiements versés au Consultant
 |

 |
| Montant plafond (temps passé) et prix du Contrat (forfait) | Dans le cas d'un Contrat (ou d’une partie du Contrat) rémunéré à prix unitaires (temps passé), une estimation du coût des Services figure à **l’Annexe C** (Prix du Contrat). Les paiements faits en vertu du Contrat (ou de la partie du Contrat concernée) ne dépasseront pas les plafonds en Monnaie étrangère et en Monnaie nationale spécifiés dans les **CPC**. Si des paiements excédant les plafonds doivent être versés au Consultant, un avenant au Contrat devra être signé par les Parties, faisant référence à la disposition qui permet un tel avenant.En cas de Contrat (ou d’une partie du Contrat) rémunéré à prix global et forfaitaire, le prix du Contrat (ou de la partie du Contrat concernée) est fixe et indiqué dans les **CPC**. La décomposition du prix du Contrat est fournie à **l’Annexe C**. Aucune modification au prix du Contrat ne peut être faite sans l’accord des deux Parties aux fins de réviser l’étendue des Services selon l'Article 16 des CGC, et amender par écrit les Termes de référence dans **l’Annexe A**. |
|  | Si le prix du Contrat indiqué à l’Annexe C inclut une ou plusieurs sommes provisionnelles, celles-ci sont décrites dans les **CPC**. Cela inclut leurs modalités de déclenchement, et de rémunération. |
| Rémunération et autres dépenses (Contrat au temps passé uniquement) | Le Client réglera au Consultant (i) la rémunération déterminée sur la base du temps effectivement consacré par chaque membre du Personnel à l’exécution des Services après la date de commencement des Services ou toute autre date dont les Parties auront convenu par écrit, et (ii) les autres dépenses effectivement encourues par le Consultant lors de l’exécution des Services et prévues à **l’Annexe C**.Les paiements seront déterminés par application des taux prévus à **l’Annexe C**.Sauf si les **CPC** prévoient la révision des prix de la rémunération, ces prix seront fixes pendant la durée du Contrat.Les rémunérations comprennent : (i) les salaires et indemnités que le Consultant aura convenu de payer au Personnel ainsi que les charges sociales et frais généraux (les primes et autres modalités d’intéressement ne sont pas admises dans le calcul des frais généraux), (ii) le coût du personnel du siège offrant un appui technique, mais qui ne figurent pas sur la liste du Personnel de **l’Annexe B**, (iii) la marge bénéficiaire du Consultant et (iv) tout autre coût sauf stipulation contraire dans les **CPC**. |
| Impôts et taxes | Le Consultant, les Sous‑traitants et le Personnel paieront les impôts, taxes, droits et autres charges fiscales imposés en vertu du Contrat et auxquels ils sont assujettis.Par exception à ce qui précède, et comme indiqué aux **CPC**, certains impôts, taxes, droits et autres charges fiscales auxquels est assujetti le Consultant seront remboursés au Consultant ou seront payés par le Client au nom du Consultant. |
| Monnaie de paiement | Les paiements au titre du Contrat seront faits dans la (les) monnaie(s) indiquée(s) dans le Contrat. |
| Modalités de facturation et de paiement | La facturation et les paiements au titre des Services seront effectués comme suit :1. *Avance* : Le Client versera au Consultant une avance pour le montant et dans le délai indiqués dans les **CPC**. Sauf mention contraire dans les **CPC**, cette avance sera payée après soumission par le Consultant d’une garantie bancaire émise en faveur du Client auprès d’une banque acceptée par celui‑ci, pour un montant (ou des montants) dans la ou les monnaie(s) précisée(s) dans les **CPC** ; cette garantie devra (i) rester valide jusqu’à ce que l’avance ait été entièrement remboursée, et (ii) se présenter sous la forme définie dans **l’Annexe D** ou sous toute autre forme que le Client aura approuvée par écrit. L’avance sera récupérée par le Client selon les modalités spécifiées dans les **CPC** jusqu’à ce que l’avance ait été totalement remboursée.
2. *Décomptes (prix unitaire‑temps passé)* : Aussitôt que possible et au plus tard dans des quinze (15) Jours suivant la fin du mois civil pendant la période des Services, ou après la fin de chaque période de temps spécifiée dans les **CPC**, le Consultant présentera au Client, en double exemplaire, des décomptes détaillés accompagnés de copies des factures, bordereaux et autres pièces justificatives appropriées des montants à payer conformément aux Articles 44 et 45 pour les mois ou toute autres périodes indiquées dans les **CPC**. Des décomptes différents seront établis pour les dépenses payables en Monnaie étrangère et en Monnaie nationale. Chaque décompte indiquera séparément la partie des dépenses qui correspond à la rémunération et celle qui correspond aux autres dépenses (incluant les remboursables). Le Client fera procéder au paiement des sommes correspondant aux décomptes mensuels du Consultant dans les soixante (60) Jours suivant la réception de ces relevés et des pièces justificatives correspondantes. Seul le paiement de la partie du décompte qui n’est pas correctement justifiée pourra être différé. Si des paiements effectués ne correspondent pas à des dépenses autorisées, le Client pourra procéder à l’ajustement lors des paiements suivants.
3. *Paiements forfaitaires progressifs* : Le Client versera au Consultant dans le délai de soixante (60) Jours à compter de la réception par le Client du(des) livrable(s) et de la facture correspondante pour le montant forfaitaire correspondant, tel que spécifié dans les **CPC**. Le paiement ne sera pas effectué si le Client n’approuve pas le(s) livrable(s), auquel cas le Client fera part de ses remarques au Consultant dans le même délai de soixante (60) Jours. Le Consultant apportera rapidement les corrections nécessaires, puis le processus ci‑avant sera réitéré.
4. *Paiement final* : le dernier paiement fait au titre du présent Article ne pourra être versé qu’après remise par le Consultant et approbation par le Client du rapport intitulé "Rapport final" et du décompte intitulé "décompte final". Les Services seront considérés comme achevés et acceptés par le Client, et le rapport final ainsi que le relevé final approuvés par le Client dans les quatre-vingt-dix (90) Jours suivant la réception par le Client, à moins que celui-ci dans ce même délai de quatre-vingt-dix (90) Jours, ne notifie par écrit au Consultant quelles sont les insuffisances et les inexactitudes qu’il a relevées dans l’exécution des Services, dans le Rapport final ou dans le décompte final. Le Consultant apportera immédiatement les changements et les corrections nécessaires et la même procédure sera répétée. Tout montant que le Client a payé ou fait payer conformément aux dispositions du présent Article en sus des montants effectivement payables conformément aux dispositions du Contrat sera remboursé au Client par le Consultant dans les trente (30) Jours suivant la notification qui lui en sera faite. Une telle demande de remboursement émanant du Client devra être formulée dans les douze (12) mois calendaires suivant la réception par le Client du Rapport final et du relevé final, et de son approbation conformément à la procédure mentionnée ci-dessus.
5. Tous les paiements faits au titre du Contrat seront versés sur les comptes du Consultant spécifiés dans les **CPC**.
6. A l’exception du paiement final visé au paragraphe (d) ci‑dessus, les paiements ne constitueront pas une preuve d’acceptation des Services et ne libèreront pas le Consultant de ses obligations au titre du Contrat.
 |
| Intérêts moratoires et pénalités | *Intérêts moratoires* : si le Client ne règle pas, dans les quinze (15) Jours suivant la date à laquelle le paiement est dû en vertu de l'Article 45.1 (b) ou (c) des CGC, les sommes qui sont dues au Consultant, des intérêts seront versés au Consultant pour chaque Jour de retard au taux annuel indiqué dans les **CPC**.*Pénalités* : si le Consultant manque aux obligations du Contrat, le Client pourra appliquer les pénalités prévues dans les **CPC**. Le montant maximum des pénalités appliquées sera plafonné à 10% du montant du Contrat. |
| 1. Equité et Bonne Foi
 |
| Bonne foi | Les Parties s’engagent à agir de bonne foi vis-à-vis de leurs droits contractuels réciproques et à prendre toute mesure possible pour assurer la réalisation des objectifs du Contrat. |
| 1. Règlement des différents
 |
| Règlement amiable | Les Parties feront de leur mieux pour régler à l’amiable les différends qui pourraient surgir de l'interprétation ou de l’exécution des dispositions du Contrat.Dans le cas où une des Parties objecte à une action ou défaut d’action de l’autre Partie, la première peut notifier par écrit à la seconde les motifs du différend, en fournissant tous détails nécessaires. La Partie qui se voit ainsi notifier le différend examinera celui-ci et répondra par écrit dans les quatorze (14) Jours à date de la réception de la notification. Si elle ne répond pas dans les quatorze (14) Jours, ou si le différend ne peut être résolu dans les quatorze (14) Jours suivant la réponse, l'Article 49.1 des CGCs’appliquera. |
| Médiation | À défaut d'un règlement à l'amiable confirmé comme satisfaisant par les deux Parties dans un délai de 3 mois à partir de la notification écrite mentionnée à l'Article 48 des CGC, les Parties pourront - d’un commun accord - tenter de régler le différend par médiation conformément aux stipulations des **CPC** avant de mettre en œuvre une procédure d'arbitrage. Nonobstant ce qui précède, les Parties peuvent décider d'un commun accord de commencer la procédure de médiation sans délai. Sauf si les Parties en conviennent autrement dans un délai de 14 Jours à partir de la confirmation par les deux Parties de lancer une procédure de médiation, chacune des Parties pourra demander la nomination du médiateur par l'institution désignée dans les **CPC**.La procédure de médiation commencera au plus tard 21 Jours à compter de la nomination du médiateur. La procédure de médiation se déroulera selon la procédure choisie par le médiateur nommé.Les négociations et entretiens menés au cours de la médiation seront traités de manière confidentielle.Si le différend n'est pas réglé dans les 3 mois suivant la nomination du médiateur, ou dans toute prolongation du délai convenue par les deux Parties, le différend sera réglé dans le cadre d'une procédure d'arbitrage conformément aux **CPC**. |
| 1. Obligations du Consultant en matière environnementale, sociale, santé et sécurité (ESSS)
 |
| Conditions de travail | Le Consultant assure au Personnel des conditions de travail décentes et conformes à la réglementation en vigueur dans le pays d’exécution du Contrat, et avec les conventions fondamentales de l’Organisation Internationale du Travail (OIT). Cela inclut les droits du Personnel relatifs aux salaires, horaires de travail, repos et vacances, heures supplémentaires, âge minimum, paiements réguliers, compensations et bénéfices, le soutien à la parentalité, et les actions pour une meilleure articulation entre vie professionnelle et vie personnelle. Le Consultant assure, pour le Personnel assurant un même travail ou un travail de valeur égale, l’égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. Le Consultant respecte et facilite les droits du Personnel à s’organiser, et fournit un mécanisme de gestion des plaintes pour les travailleurs directs ou indirects conformément aux Articles 55 et 57 des CGC. Le Consultant met en place des pratiques de non-discrimination et d’égalité d’opportunités conformément à l’Article 56 des CGC, et assure l’interdiction du travail des enfants et du travail forcé conformément aux Articles 53 et 54 des CGC. |
| Hygiène et Sécurité | Le Consultant devra :1. se conformer à tous les règlements et lois applicables en matière d’hygiène et de sécurité ;
2. se conformer à toutes les obligations applicables en matière d’hygiène et de sécurité spécifiées dans le Contrat ;
3. fournir ou faire suivre une formation sur l’hygiène et la sécurité au Personnel, le cas échéant, et tenir des dossiers de formation ;
4. mettre en place des processus liés à l’environnement de travail permettant au Personnel de signaler les situations de travail qu’ils jugent non sécuritaires ou saines et de se retirer d’une situation de travail dont ils ont des motifs raisonnables de croire qu’ils présentent un danger imminent et grave pour leur vie ou leur santé. Le Personnel qui se retire de telles situations de travail n’est pas tenu de retourner au travail tant que les mesures correctives nécessaires pour corriger la situation n’ont pas été prises. Le Personnel ne doit pas faire l’objet de représailles ou d’actions négatives pour un tel signalement ou un tel retrait ou faire l’objet d’une autre mesure de rétorsion ; et
5. établir et mettre en œuvre un système de revue régulière (au moins tous les six mois) du cadre en matière d’hygiène et de sécurité et de l’environnement de travail.
 |
| Code de Conduite | Le Consultant doit disposer d’un code de conduite ESSS pour le Personnel. Le Consultant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour s’assurer que chaque Personnel soit informé du code de conduite, notamment les comportements spécifiques qui sont interdits, et qu’il ou elle comprend les conséquences de l’adoption de tels comportements interdits. Ces mesures doivent prendre la forme notamment d’instructions et de documents compréhensibles, fournis au Personnel, qui devra avoir accusé réception formellement de ces instructions et / ou documents, selon le cas. |
| Travail Forcé | Le Consultant, y compris ses Sous-traitants, ne doit pas avoir recours à du travail forcé. Le travail forcé consiste en tout travail ou service, non exécuté volontairement, qui est exigé d’une personne sous la menace de la force ou d’une peine, et comprend tout type de travail involontaire ou obligatoire, tel que le travail asservi, le travail contraint, ou autres arrangements du même type visant à forcer une personne à travailler. Aucune personne ayant fait l’objet de traite ne peut être employée ou engagée. La traite des personnes est définie comme le recrutement, le transport, le transfert, l’hébergement ou la réception de personnes au moyen de la menace ou de l’emploi de la force ou d’autres formes de coercition, d’enlèvement, de fraude, de tromperie, d’abus de pouvoir ou d’une position de vulnérabilité, ou de l’octroi ou de la réception de paiements ou d’avantages pour obtenir le consentement d’une personne ayant le contrôle sur une autre personne, à des fins d’exploitation. |
| Travail des Enfants | Le Consultant, y compris ses sous-traitants, ne doit pas employer ni faire travailler un enfant de moins de 14 ans, ou d’un âge inférieur à l’âge minimum en vigueur dans le pays d’emploi si la législation applicable spécifie un âge plus élevé (âge minimum). Le Consultant, y compris ses sous-traitants, ne doit pas employer ni faire travailler un enfant de moins de 18 ans d’une manière susceptible d’être dangereuse, ou d’interférer avec l’éducation de l’enfant, ou d’être préjudiciable à la santé ou au développement physique, mental, spirituel, moral ou social de l’enfant.Le Consultant, y compris ses sous-traitants, ne doit employer ou faire travailler des enfants âgés entre l’âge minimum et 18 ans qu’après qu’une évaluation appropriée des risques a été effectuée par le Consultant. Un travail considéré comme dangereux pour les enfants est un travail qui, de par sa nature ou les circonstances dans lesquelles il est effectué, est susceptible de mettre en péril la santé, la sécurité ou l’état psychologique des enfants. Ces activités professionnelles interdites aux enfants comprennent le travail :susceptible d’exposition à des abus physiques, psychologiques ou sexuels ;sous terre, sous l’eau, en hauteur ou dans des espaces confinés ;avec des machines, des équipements ou des outils dangereux, ou impliquant la manutention ou le transport de charges lourdes ;dans des environnements malsains exposant les enfants à des substances, agents ou processus dangereux, ou à des températures, du bruit ou des vibrations nocifs pour la santé ; oudans des conditions difficiles telles que le travail pendant de longues heures, pendant la nuit ou en confinement dans les locaux de l’employeur. |
| Organisations des travailleurs | Dans les pays où les lois du travail applicables reconnaissent le droit des travailleurs à former et à adhérer aux organisations de travailleurs de leur choix, et à négocier collectivement sans ingérence, le Consultant doit se conformer à ces lois. Dans de telles circonstances, le rôle des organisations de travailleurs légalement établies et des représentants légitimes des travailleurs sera respecté, et ils recevront les informations nécessaires à une négociation significative en temps opportun. Lorsque les lois du travail applicables limitent particulièrement le rôle des organisations de travailleurs, le Consultant doit permettre à son Personnel d’autres moyens d’exprimer leurs griefs et de protéger ses droits concernant les conditions de travail et les conditions d’emploi. Le Consultant ne doit pas chercher à influencer ou à contrôler ces moyens alternatifs. Le Consultant ne doit pas faire de discrimination ou de représailles contre son Personnel qui participe, ou cherche à participer, à ces organisations et à ces mécanismes de négociation collective ou autres.  |
| Non-discrimination et égalité des chances | Le Consultant ne doit pas prendre de décisions relatives à l’emploi ou au traitement de son Personnel sur la base de caractéristiques personnelles non liées aux exigences inhérentes au poste. Le Consultant doit fonder le recrutement de son Personnel sur le principe de l’égalité des chances et de l’équité de traitement, et ne doit pas faire de discrimination en ce qui concerne tous les aspects de la relation de travail, y compris le recrutement et l’embauche, la rémunération (y compris les salaires et les avantages sociaux), les conditions de travail et les conditions d’emploi, l’accès à la formation, l’affectation, la promotion, la cessation d’emploi ou la retraite, et les pratiques disciplinaires. Les mesures spéciales de protection ou d’assistance visant à remédier à une discrimination passée, et la sélection pour un emploi particulier sur la base d’exigences inhérentes au poste, ne sont pas considérées comme de la discrimination. Le Consultant doit fournir la protection et l’assistance nécessaires pour assurer la non-discrimination et l’égalité des chances, y compris pour des groupes spécifiques tels que les femmes, les personnes handicapées, les travailleurs migrants, et les enfants (en âge de travailler conformément à l’Article 54 du CGC). |
| Mécanisme de gestion des plaintes  | Le Consultant doit disposer d’un mécanisme de gestion des plaintes pour son Personnel et, le cas échéant, pour les organisations de travailleurs mentionnées à l’Article 55 des CGC, afin de soulever les préoccupations dans le milieu de travail. Le mécanisme de gestion des plaintes doit être proportionné à la nature, à l’ampleur, aux risques et aux impacts du Contrat. Le mécanisme doit répondre rapidement aux préoccupations, au moyen d’un processus compréhensible et transparent qui fournit un retour d’information en temps utile aux personnes concernées dans une langue qu’elles comprennent, sans aucune rétribution, et fonctionne de manière indépendante et objective. Le Personnel doit être informé du mécanisme de gestion des plaintes au moment de l’engagement pour le contrat, et des mesures mises en place pour le protéger contre toute représaille pour son utilisation. Des mesures doivent être mises en place pour rendre le mécanisme de gestion des plaintes facilement accessible à tout le Personnel. Le mécanisme de gestion des plaintes ne doit pas entraver l’accès à d’autres recours judiciaires ou administratifs qui pourraient être disponibles, ni se substituer aux mécanismes de règlement des plaintes prévus par les conventions collectives.Le mécanisme de gestion des plaintes peut reposer sur l’utilisation de mécanismes de gestion des plaintes existants, à condition qu’ils soient correctement conçus et mis en œuvre, qu’ils répondent rapidement aux préoccupations et qu’ils soient facilement accessibles au Personnel. Les mécanismes de gestion des plaintes existants peuvent être complétés, au besoin, par des arrangements propres au Contrat. |
| Formation des Experts | Le Consultant doit fournir une formation appropriée au Personnel concerné sur les aspects ESSS du contrat, y compris une sensibilisation appropriée à l’interdiction de l’exploitation et des abus sexuels, et du harcèlement sexuel, et une formation en matière d’hygiène et de sécurité visée à l’Article 51 du CGC.Comme l’exige le Contrat, le Consultant doit également permettre au Personnel concerné d’être formé sur les aspects ESSS du Contrat par le Personnel du Client, les sous-traitants et les autres membres de son groupement d’entreprises, le cas échéant.Le Consultant doit dispenser une formation sur l’exploitation et les abus sexuels ainsi que le harcèlement sexuel, y compris sa prévention, à tous son Personnel qui a pour rôle de superviser d’autres Personnel. |

ANNEXE 1 – Règles de l'AFD en matière de Pratiques prohibées – Responsabilité Environnementale et Sociale

*[Le contenu de l’Annexe 1 dépend de la date de signature de la Convention de Financement de l’AFD qui couvre tout ou partie du financement du présent marché.*

* *Pour tout marché financé par l’AFD via une Convention de Financement qui fait référence aux Directives 2019 ou antérieures, le Maître d’ouvrage sélectionnera le texte de l’OPTION A et supprimera l’OPTION B ;*
* *Pour tout marché financé par l’AFD via une Convention de Financement qui fait référence aux Directives 2024 ou plus récentes, le Maître d’ouvrage sélectionnera le texte de l’OPTION B et supprimera l’OPTION A. ]*

***[OPTION A – Version à insérer pour tout projet financé par une Convention de Financement de l’AFD qui fait référence aux Directives 2019 ou antérieures***

*(Sinon supprimer cette partie et ne garder que l’OPTION B ci-après)*

1. **Pratiques frauduleuses et de corruption**

Le Client, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants doivent respecter les règles d’éthique les plus rigoureuses durant la passation et l’exécution des marchés. Selon qu’il s’agit de marchés de travaux, de fournitures, d’équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d’autres prestations de services, le Client peut également être dénommé Maître d'Ouvrage ou Acheteur.

En signant la Déclaration d’Intégrité, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous‑traitants déclarent (i) qu’ils n’ont commis aucun acte susceptible d’influencer le processus d’attribution du marché au détriment du Client et notamment qu’aucune pratique anticoncurrentielle n’est intervenue et n’interviendra et que (ii) la négociation, la passation et l’exécution du Contrat n’a pas donné et ne donnera pas lieu à un acte de corruption ou de fraude.

L’AFD requiert que les documents de passation de marchés et les marchés qu’elle finance contiennent une disposition requérant des fournisseurs, consultants, entrepreneurs et de leurs sous-traitants qu’ils autorisent l’AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs au processus de passation et à l’exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l’AFD.

L’AFD se réserve le droit de prendre toute action appropriée afin de s'assurer du respect de ces règles d'éthique, notamment le droit de :

1. Rejeter la proposition d’attribution d’un marché si elle établit que le soumissionnaire ou le consultant auquel il est recommandé d’attribuer le marché est coupable de corruption, directement ou par l’intermédiaire d’un agent, ou s’est livré à des fraudes ou des pratiques anticoncurrentielles en vue de l’obtention de ce marché ;
2. Déclarer la passation du marché non-conforme si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants du Client, des fournisseurs, consultants, entrepreneurs ou de leurs sous‑traitants se sont livrés à la corruption, à des fraudes, ou à des pratiques anticoncurrentielles pendant le processus de passation du marché ou l’exécution du marché sans que le Client ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de l’AFD, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d’informer l’AFD lorsqu’il a eu connaissance de telles manœuvres.

Aux fins d’application de la présente disposition, l’AFD définit comme suit les expressions suivantes :

1. La Corruption d’Agent Public est :
* Le fait de promettre, d’offrir ou d’accorder à un Agent Public, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre Personne[[50]](#footnote-51) ou entité, afin qu’il accomplisse ou s’abstienne d’accomplir un acte dans l’exercice de ses fonctions officielles ;
* Le fait pour un Agent Public de solliciter ou d’accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre Personne ou entité, afin d’accomplir ou de s’abstenir d’accomplir un acte dans l’exercice de ses fonctions officielles.
1. La notion d’Agent Public inclut :
* Toute Personne physique qui détient un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire (au sein de l’Etat du Client), indépendamment du fait que cette Personne physique ait été nommée ou élue, indépendamment du caractère permanent ou provisoire de son mandat, qu’il soit rémunéré ou non, et indépendamment de sa position et du niveau hiérarchique qu’elle occupe ;
* Toute autre Personne physique qui exerce une fonction publique, y compris pour une institution d’État ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public ;
* Toute autre Personne physique définie comme agent public par la législation nationale du pays du Client.
1. La Corruption de Personne Privée[[51]](#footnote-52) désigne :
* Le fait de promettre, d’offrir ou d’accorder, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature à toute Personne Privée, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin que, en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles, elle accomplisse ou s’abstienne d’accomplir un acte ;
* Le fait pour toute Personne Privée de solliciter ou d’accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin d’accomplir ou de s’abstenir d’accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.
1. La Fraude désigne toute manœuvre déloyale (action ou omission), qu’elle soit ou non pénalement incriminée, destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments ou à surprendre ou vicier son consentement, contourner des obligations légales ou règlementaires et/ou violer des règles internes afin d’obtenir un bénéfice illégitime.
2. Une Pratique Anticoncurrentielle désigne :
* Toute action concertée ou tacite ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elle tend à : (i) limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres Personnes ; (ii) faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ; (iii) limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ; ou (iv) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement ;
* Toute exploitation abusive par une Personne ou un groupe de Personnes d'une position dominante sur un marché intérieur ou sur une partie substantielle de celui-ci ;
* Toute offre de prix abusivement bas, dont l'objet ou l'effet est d'éliminer d'un marché ou d'empêcher d'accéder à un marché une Personne ou l'un de ses produits.
1. **Responsabilité environnementale et sociale**

Afin de promouvoir un développement durable, l’AFD souhaite s’assurer du respect des normes environnementales et sociales internationalement reconnues. A cet effet, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants doivent s’engager, sur la base de la Déclaration d’Intégrité, à :

1. Respecter et faire respecter par l’ensemble de leurs sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le marché, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l’Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l’environnement ;
2. Mettre en œuvre les mesures d’atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu‘elles sont indiquées dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) fourni par le Client.

*Fin de l’OPTION A]*

***[OPTION B – Version à insérer pour tout projet financé par une Convention de Financement de l’AFD qui fait référence aux Directives 2024 ou plus récentes***

*(Sinon supprimer cette partie et ne garder que l’OPTION A ci-avant)*

* + - 1. **Pratiques prohibées**

Le Maître d'Ouvrage, les candidats, soumissionnaires, consultants ou prestataires doivent respecter les règles d’éthique les plus rigoureuses durant la passation et l’exécution des marchés.

Aux fins d’application de la présente disposition, l’AFD introduit la notion de Pratiques prohibées, qui renvoie à des actes tels que définis dans les documents intitulés « Politique générale du groupe AFD en matière de prévention et de lutte contre les Pratiques prohibées » [[52]](#footnote-53), et « Directives de passation des marchés financés par l’AFD dans les Etats étrangers »[[53]](#footnote-54), disponibles sur le site Internet de l'AFD.

En signant la Déclaration d’Intégrité, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous‑traitants déclarent qu’ils ne se sont livrés ou ne se livreront à aucune Pratique prohibée pendant la passation et l'exécution du marché.

Ne peut être attributaire d'un marché financé par l'AFD une Personne[[54]](#footnote-55) qui, ou dont un sous-traitant, un Dirigeant[[55]](#footnote-56), un employé ou un agent (qu’il soit déclaré ou non), à la date de remise d'une Candidature, d'une Offre, d'une Proposition, d'une Cotation, ou à tout moment entre cette date et l'attribution du marché correspondant, s’est livré(e) à une Pratique prohibée, directement ou par l'intermédiaire d'un agent (qu’il soit déclaré ou non), en vue de l'obtention de ce marché.

L’AFD requiert que les documents de passation de marchés et les marchés qu’elle finance contiennent une disposition requérant des candidats, soumissionnaires, consultants ou prestataires, et de leurs sous-traitants qu’ils autorisent l’AFD à mener des investigations, et notamment à examiner les documents et pièces comptables relatifs au processus de passation et à l’exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l’AFD.

Aux fins de détecter et de lutter au mieux à l’encontre des Pratiques prohibées, l’AFD a mis en place un dispositif de signalement ouverts aux tiers. Toute personne peut donc signaler directement à la Fonction Investigations de l’AFD une allégation de Pratique prohibée soit :

* Par e-mail, à l’adresse : investigationsGroupeAFD@tutanota.com, ou
* Par lettre adressée à la direction de la Conformité du groupe AFD, 5 rue Roland Barthes, 75012 Paris.
	+ - 1. **Responsabilité environnementale, sociale, santé et sécurité (ESSS)**

Afin de promouvoir un développement durable, l’AFD souhaite s’assurer du respect des normes environnementales et sociales internationalement reconnues dans les marchés qu’elle finance. A cet effet, les Candidats, Soumissionnaires et Consultants et leurs sous-traitants doivent s’engager, sur la base de la Déclaration d’Intégrité, à :

1. respecter les normes environnementales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions internationales pour la protection de l'environnement, et notamment à prendre toutes les mesures raisonnables pour éviter ou limiter les effets négatifs sur la végétation, la biodiversité, les sols, les nappes d'eau souterraine et superficielles, et sur les personnes et biens, résultant de la pollution, bruit, vibrations, trafic et autres effets résultant de nos activités, en cohérence avec les lois et réglementations applicables dans le pays de réalisation du marché.
2. mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage, et à ce que les émissions, les rejets en surface et les effluents produits par nos activités respectent les limites, les spécifications ou les prescriptions applicables au marché.
3. respecter les droits des travailleurs relatifs aux salaires, horaires de travail, repos et vacances, heures supplémentaires, âge minimum, paiements réguliers, compensations et bénéfices conformément aux normes reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l’organisation internationale du Travail (OIT), en cohérence avec les lois et réglementations applicables au pays de réalisation du marché ; indiquer ces éléments dans un document annexé aux contrats de travail de nos employés et à la disposition du Maître d'Ouvrage ; et respecter et faciliter les droits des travailleurs pour s’organiser et mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes pour les travailleurs directs ou indirects.
4. mettre en place des pratiques de non-discrimination et d’égalité d’opportunités, et à assurer l’interdiction du travail des enfants et du travail forcé.
5. maintenir un dossier pour chaque membre du personnel local consignant les heures travaillées par chaque personne, le type de travail, les salaires payés et les formations suivies, et à ce que ces dossiers soient disponibles en tout temps afin qu'ils puissent être examinés par le Maître d'Ouvrage et les représentants autorisés du gouvernement, dans le respect des lois et réglementations applicables à la protection des données personnelles dans le pays de réalisation du marché.

*Fin de l’OPTION B]*

ANNEXE 2 – Critères d'Eligibilité

*[Le contenu de l’Annexe 2 – Critères d’Eligibilité dépend de la date de signature de la Convention de Financement de l’AFD qui couvre tout ou partie du financement du présent Contrat.*

* *Pour tout marché financé par l’AFD via une Convention de Financement qui fait référence aux Directives 2019 ou antérieures, le Maître d’ouvrage sélectionnera le texte de l’OPTION A et supprimera l’OPTION B ;*
* *Pour tout marché financé par l’AFD via une Convention de Financement qui fait référence aux Directives 2024 ou plus récentes, le Maître d’ouvrage sélectionnera le texte de l’OPTION B et supprimera l’OPTION A. ]*

***[OPTION A – Version à insérer pour tout projet financé par une Convention de Financement de l’AFD qui fait référence aux Directives 2019 ou antérieures***

*(Sinon supprimer cette partie et ne garder que l’OPTION B ci-après)*

1. Les financements octroyés par l'AFD sont totalement déliés depuis le 1er janvier 2002. A l’exception des cas d’embargo des Nations-Unies, de l’Union Européenne, ou de la France, l'AFD finance tous marchés de travaux, fournitures, équipements, prestations intellectuelles (consultants) et autres prestations de services, sans considération de la nationalité de l’attributaire (ni de celle de ses fournisseurs ou sous-traitants), de l’origine des intrants ou ressources utilisés dans le processus de réalisation.
2. Ne peuvent être attributaires d'un marché financé par l'AFD, les Personnes[[56]](#footnote-57) (y compris leurs fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants éventuels ainsi que tous les membres d'un groupement) qui, à la date de remise d'une candidature, d'une offre, d’une proposition ou lors de l'attribution du marché :

2.1 font l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou sont dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;

2.2 ont fait l'objet :

1. d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du présent Contrat, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché, sous réserve d'informations complémentaires qu'elles jugeront utile de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du présent Contrat ;
2. d’une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l’Union européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel elles sont établies, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché, sous réserve d'informations complémentaires qu'elles jugeront utiles de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du présent Contrat ;
3. d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;

2.3 Figurent sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;

2.4 ont fait l’objet d’une résiliation prononcée à leurs torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n’ait pas fait l’objet d’une contestation de leur part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à leurs torts exclusifs ;

2.5 n'ont pas rempli leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts selon les dispositions légales du pays où elles sont établies ou celles du pays du Client ;

2.6 Sont sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et figurent à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr>, sous réserve d'informations complémentaires qu'elles jugeront utiles de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du présent Contrat ;

2.7 ont produit de faux documents ou se sont rendus coupables de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Client dans le cadre du présent processus de passation et d’attribution du marché.

1. Les établissements et entreprises publics sont admis à participer à une procédure de mise en concurrence à la condition qu‘ils puissent établir (i) qu’ils jouissent de l’autonomie juridique et financière, et (ii) qu’ils sont régis par les règles du droit commercial. A cette fin, les établissements et entreprises publics doivent fournir tout document (y compris leurs statuts) permettant d’établir, à la satisfaction de l’AFD, (i) qu’ils ont une personnalité juridique distincte de celle de leur État, (ii) qu’ils ne reçoivent aucune subvention publique ou aide budgétaire importante, (iii) qu’ils sont régis par les dispositions du droit commercial et qu’en particulier ils ne sont pas tenus de reverser leurs excédents financiers à leur État, qu’ils peuvent acquérir des droits et des obligations, emprunter des fonds, sont tenus du remboursement de leurs dettes et peuvent faire l’objet d’une procédure collective.

*Fin de l’OPTION A]*

***[OPTION B – Version à insérer pour tout projet financé par une Convention de Financement de l’AFD qui fait référence aux Directives 2024 ou plus récentes***

*(Sinon supprimer cette partie et ne garder que l’OPTION A ci-avant)*

1. Les financements octroyés par l'AFD sont totalement déliés depuis le 1er janvier 2002. A l’exception des cas d’embargo des Nations-Unies, de l’Union européenne, ou de la France, l'AFD finance tous marchés de travaux, fournitures, équipements, prestations intellectuelles (consultants) et autres prestations de services, sans considération de la nationalité de l’attributaire (ni de celle de ses fournisseurs ou sous-traitants), de l’origine des intrants ou ressources utilisés dans le processus de réalisation.
2. Ne peut être attributaire d'un marché financé par l'AFD, une Personne[[57]](#footnote-58) qui, ou dont un membre du groupement, le cas échéant, un sous-traitant, un Dirigeant[[58]](#footnote-59), un employé ou un agent (qu’il soit déclaré ou non), à la date de remise d'une candidature, d'une offre, d’une proposition d’une cotation ou à tout moment entre cette date et l’attribution du présent Contrat :

2.1 est en état ou fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;

2.2 a fait l'objet depuis moins de cinq ans, d’une sanction administrative définitive, d’une condamnation définitive prononcée par une autorité compétente, ou de toute autre résolution hors procès[[59]](#footnote-60) ayant notamment un effet extinctif de l'action publique, soit (i) dans le pays d’enregistrement de la Personne, (ii) dans le pays de réalisation du Contrat, (iii) dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD, (iv) prononcée par une institution de l’Union européenne ou (v) prononcée par une autorité compétente en France, pour :

1. des faits de Pratiques prohibées[[60]](#footnote-61), ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché, sous réserve d'informations complémentaires, tel un programme de conformité, que ladite Personne (ou, respectivement, son sous-traitant, Dirigeant, employé ou agent) jugera utile de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette sanction, condamnation ou résolution n'est pas pertinente dans le cadre du présent Contrat ;
2. des faits de participation à une organisation criminelle, d’infractions terroristes ou liées à des activités terroristes, de travail des enfants, ou autres infractions liées à la traite des êtres humains ;
3. avoir créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de se soustraire à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale applicable sur le territoire où se trouve son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement ou (ii) pour le fait d’être une entité créée dans l’intention de se soustraire à de telles obligations ;

2.3 a fait l’objet d’une résiliation prononcée à ses torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché, sous réserve que cette résiliation n’ait pas fait l’objet d’une contestation de sa part qui soit en cours de traitement ou qui ait donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à ses torts exclusifs ;

2.4 fait l'objet d'une mesure d'inéligibilité prise par une des banques multilatérales de développement signataires de l'accord de reconnaissance mutuelle du 9 avril 2010 ; dans l'hypothèse d'une telle mesure d'inéligibilité, la Personne peut joindre à la Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette mesure d'inéligibilité n'est pas pertinente dans le cadre de ce Contrat ;

2.5 n'a pas rempli ses obligations relatives au paiement de ses impôts ou des cotisations sociales selon les dispositions légales de son pays d’établissement, ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;

2.6 a produit de faux documents ou s’est rendu(e) coupable d’une fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du processus de passation et d’attribution du marché.

1. De plus, ne peut être attributaire d'un marché financé par l'AFD une Personne qui, ou dont un sous-traitant, un Dirigeant, employé ou agent (qu’il soit déclaré ou non), un actionnaire direct ou indirect, ou une filiale, agissant avec sa connaissance ou consentement, à la date de remise d'une candidature, d'une offre, d’une proposition, d’une cotation, ou à tout moment entre cette date et l'attribution du présent Contrat :
	1. est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d’une personne ou entité visée par des mesures de sanctions individuelles adoptées par les Nations Unies, l’Union européenne et/ou la France ;
	2. est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d’une personne ou entité visée par des mesures de sanctions sectorielles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France ;
	3. est inéligible pour la réalisation du projet en raison de toute autre mesure de sanctions internationales prononcée par les Nations Unies, l'Union européenne ou la France.
2. Les établissements et entreprises publics sont admis à participer à une procédure de mise en concurrence à la condition qu‘ils puissent établir (i) qu’ils jouissent de l’autonomie juridique et financière, et (ii) qu’ils sont régis par les règles du droit commercial. A cette fin, les établissements et entreprises publics doivent fournir tout document (y compris leurs statuts) permettant d’établir, à la satisfaction de l’AFD, (i) qu’ils ont une personnalité juridique distincte de celle de leur État, (ii) qu’ils ne reçoivent aucune subvention publique ou aide budgétaire importante, (iii) qu’ils sont régis par les dispositions du droit commercial et qu’en particulier ils ne sont pas tenus de reverser leurs excédents financiers à leur État, qu’ils peuvent acquérir des droits et des obligations, emprunter des fonds, sont tenus du remboursement de leurs dettes et peuvent faire l’objet d’une procédure collective.

*Fin de l’OPTION B]*

III – CONDITIONS PARTICULIERES DU CONTRAT

| **Articles des CGC** | **Modifications et compléments apportés aux Articles des Conditions Générales du Contrat** |
| --- | --- |
| **1.1(i) et 3.1 :Droit applicable** | **Le Contrat sera régi par les lois et la règlementation applicables dans le pays** : *[insérer le nom du pays].**[****Note*** *: Les contrats financés par l’AFD indiquent généralement que le Droit applicable au contrat sera celui du pays du Client. Cependant, les Parties peuvent choisir à cet effet le droit d’un autre pays.]* |
| **1.1(q) :Services** | *[En cas de tranche conditionnelle, préciser le contenu de cette tranche.]* |
| **4.1 :Langue** | **La langue est le français.** |
| **6.1 et 6.2 :Notifications** | **Les adresses sont** :Client :  Attention : Télécopie : Courriel (si permis) : Consultant :  Attention : Télécopie : Courriel (si permis) :  |
| **8.1 :Autorité du mandataire du Groupement** | *[****Note*** *: Si le Consultant est constitué par une seule entité, indiquer : "Sans objet" ;**OU**Si le Consultant est constitué par un Groupement de plus d’une entité juridique, le nom de l’entité dont l’adresse figure à l'Article 6.1 des CPC doit être inséré ici.]***Le mandataire au nom du Groupement est :**  *[insérer le nom du mandataire]* |
| **9.1 :Représentant autorisé** | **Le représentant désigné est** :Pour le Client :  *[nom, titre]*Pour le Consultant :  *[nom, titre]* |
| **11.1 :Entrée en vigueur du Contrat** | *[S’il n’y a pas de conditions particulières de mise en vigueur du Contrat, insérer “***Le Contrat entrera en vigueur à la date de sa signature. Il n’existe aucune autre condition d’entrée en vigueur***”]**OU**Indiquer ici les conditions de mise en vigueur du Contrat, le cas échéant, comme par exemple l’obtention d’un financement, le versement au Consultant de l’avance contre constitution de la garantie de remboursement d’avance, la présentation d’un certificat d’assurance de responsabilité professionnelle, etc. :***Les conditions d’entrée en vigueur sont les suivantes** : \_\_\_\_ *[insérer les conditions]* |
| **12.1 :Résiliation du Contrat par défaut d'entrée en vigueur** | *[Si des conditions d’entrée en vigueur sont établies au titre de l’Article 11.1 ci-dessus, préciser :* **Le délai est de** \_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer délai, par ex. quatre mois]. Sinon indiquer :* **Article non applicable.]** |
| **13.1 :Commencement des Services** | *[insérer* Date de signature du Contrat *OU* (Date) *OU spécifier* (nombre de Jours) après la signature du Contrat*.]**[En cas de tranche conditionnelle, insérer :]*La condition de déclenchement de la tranche conditionnelle est : *[insérer la condition, qui doit être externe au Client et au Consultant].*La date limite de déclenchement de la tranche conditionnelle est : *[insérer la date qui peut être relative, par exemple un mois avant la remise du rapport final de la tranche ferme.]**[En cas de tranche optionnelle, insérer :]*La date limite de déclenchement de la tranche optionnelle par le Client est : *[insérer la date qui peut être relative, par exemple un mois avant la date prévue de remise du rapport final de la tranche ferme.]* |
| **14.1 :Achèvement du Contrat** | **La durée du Contrat sera de** : *[insérer la période, par ex. douze mois.]* |
| **18.2 :Suspension ou résiliation au titre de la sûreté du Personnel du Consultant** | **Cet Article est applicable si et seulement si des termes de référence sûreté sont inclus dans le Contrat.**S’il estime que l’intégrité physique de son Personnel, dans le cadre de l’exécution du Contrat, est menacée sérieusement et de façon imminente, le Consultant aura toute latitude pour décider sans notification préalable de démobiliser son Personnel de la zone d'exécution du Contrat et/ou de la zone dangereuse, et pourra suspendre immédiatement tout ou partie de l'exécution du Contrat. Le Consultant en informera sans délai le Client.Le Consultant devra, dans un délai maximal de sept (7) Jours à partir de sa décision, justifier par écrit au Client que sa décision était conforme aux termes du premier alinéa ci-dessus. Il précisera les motifs ayant entraîné sa décision, les conséquences prévisibles pour le Contrat, les mesures proposées pour minimiser ces conséquences et les coûts entrainés par cette suspension et/ou démobilisation.Si le Client conteste la justification présentée par le Consultant pour sa décision, il devra notifier par écrit sa position, en précisant ses motifs, dans un délai maximal de quatorze (14) Jours.Sauf en cas de contestation, le Client remboursera dans une limite raisonnable les frais directs résultant de cette suspension, démobilisation, et/ou remobilisation du Personnel du Consultant, étant entendu que le montant des frais remboursables et les modalités de remboursement seront conjointement arrêtés entre les Parties.Le Consultant devra continuer de s’acquitter, dans toute la mesure du possible, de ses obligations en vertu du Contrat et prendre toutes les dispositions raisonnables pour minimiser les conséquences de tout cas de démobilisation et d’une éventuelle suspension des prestations. Ces dispositions feront l’objet d’un dialogue entre le Client et le Consultant afin de parvenir à un accord sur les ajustements à apporter à la poursuite des Services.En cas de reprise des Services, la durée de ceux-ci sera prorogée par avenant en application de l'Article 16 ci-avant, pour une durée équivalente à la durée de la suspension.Si la période de suspension excède une durée de soixante (60) Jours consécutifs à compter de la date de suspension effective notifiée par le Consultant, le Contrat pourra être résilié par l'une ou l'autre des Parties en vertu des Articles 19.1.1(d) ou 19.2(b). Dans la même hypothèse, l'Article 19.5(b) s'appliquera. |
| **20.1 Normes de réalisation** | [Inclure ce qui suit si le Contrat présente des risques potentiels ou réels de cybersécurité*:**Le Consultant, y compris ses Sous-traitants/fournisseurs/prestataires de services, doit prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les systèmes informatiques et les données utilisés dans le cadre du Contrat. Sans limiter ce qui précède, le Consultant, y compris ses sous-consultants/fournisseurs/prestataires de services, doit déployer tous les efforts raisonnables pour établir, maintenir, mettre en œuvre et respecter des contrôles, des politiques et des procédures raisonnables en matière de technologie de l’information, de sécurité de l’information, de cybersécurité et de protection des données, y compris la surveillance, les contrôles d’accès, le cryptage, les mesures de protection technologiques et physiques et les plans de continuité des activités/reprise après sinistre et de sécurité conçus pour protéger contre et prévenir la violation, la destruction, la perte, la distribution, l’utilisation, l’accès, la désactivation, le détournement ou la modification non autorisés, ou toute autre compromission ou mauvaise utilisation du ou liée à tout système informatique ou donnée utilisé dans le cadre du Contrat].**[Sinon indiquer « Sans objet »]* |
| **20.2 :Droit Applicable aux Services** | Le Consultant s'engage à respecter les critères d'éligibilité de l'AFD tels que spécifiés à l'**Annexe 2** des conditions Générales du Contrat. Cet engagement s'applique à tous les Personnels et Sous‑traitants. |
| **20.3 : Nouvel Article ‑ Etablissement stable** |  En cas d’obligation légale ou réglementaire pour le Consultant de disposer d’un établissement stable dans le pays du Client pour l’exécution du Contrat, le Consultant fournira au Client une attestation de l’existence, ou, à défaut, un justificatif de démarrage de la procédure de création ou d’enregistrement d’un tel établissement stable dans le pays du Client et le lien juridique avec le Consultant, dans les trente (30) Jours suivant la signature du Contrat. A l’issue de la procédure de création ou d’enregistrement, le cas échéant, le Consultant remettra au Client une attestation de l’existence d’un tel établissement stable.Le Consultant sera autorisé, au cours de l’exécution du Contrat, si des contraintes légales ou réglementaires locales l’exigent, à créer un groupement ou modifier le Groupement existant en intégrant une filiale locale existante ou nouvellement créée du Consultant (ou de l’un des membres du Groupement), sans surcoût pour le Client, ce qui sera formalisé par un avenant au Contrat. |
| **23.1 :Responsabilité du Consultant** | **Il n’y a pas de disposition additionnelle.***[OU]*La limitation de la responsabilité du Consultant à l’égard du Client ci-après pourra faire l’objet de négociation au moment de finaliser le Contrat :Limitation de la responsabilité du Consultant à l’égard du Client : 1. A l’exception des cas où les dommages ou pertes résultent d’une faute lourde ou intentionnelle (dol) du Consultant ou de toute personne ou entreprises opérant pour le compte du Consultant dans le cadre de l’exécution des Services, le Consultant ne sera pas responsable envers le Client des dommages causés par le Consultant à la propriété du Client :
2. Pour tous dommages ou pertes indirectes ou induits ; et
3. Pour tous dommages ou pertes directes dont le montant dépassera *[insérer un multiple, par ex. une, deux ou trois]* fois le montant total du Contrat.
4. Cette limitation de responsabilité ne :
5. Couvre pas la responsabilité du Consultant, couvrant les dégâts causés aux Tiers par le Consultant ou tout autre personne ou entreprise agissant pour le compte du Consultant aux fins de l’exécution des Services ;
6. Sera pas réputée comme accordant au Consultant une limitation ou exonération de responsabilité qui serait contraire au Droit applicable.
 |
| **24.1 :Assurance à la charge du Consultant** | **La couverture de l’assurance des risques devra au minimum se conformer aux dispositions du Droit Applicable. En sus, l’assurance devra couvrir comme suit :***[Note : Supprimer ce qui n’est pas applicable, à l’exception de (a)].*1. Assurance de responsabilité professionnelle, avec une couverture minimale de *[insérer montant (et monnaie), qui ne devrait pas être inférieur au montant total du Contrat]* ;
2. Assurance au tiers pour les véhicules motorisés utilisés par le Consultant, Sous-traitants et leur Personnel, dans le pays du Client, pour une couverture minimum de *[insérer montant et monnaie] ;*
3. Assurance de responsabilité civile au tiers, pour une couverture minimum de *[insérer montant et monnaie]* ;
4. Assurance contre les accidents de travail couvrant le Personnel du Consultant et de leurs Sous-traitants, conformément au Droit applicable, et assurance vie, maladie, voyage ou autre.
5. Assurance contre les pertes ou dommages subis par (i) les équipements financés en totalité ou en partie au titre du Contrat, (ii) les biens utilisés par le Consultant pour la fourniture des Services, et (iii) les documents préparés par le Consultant pour l’exécution des Services.
 |
| **27.1 :Propriété des documents préparés par le Consultant** | *[****Note*** *: Si applicable, insérer les exceptions de droits de propriété des documents : ]* |
| **27.2 :** | *[****Note****: Si les documents peuvent être librement utilisés par les deux Parties après la fin du Contrat, le présent Article 27.2 devra être supprimé des CPC. Si les Parties souhaitent limiter l’utilisation qui peut en être faite, l’une des options ci-après ‑ ou tout autre option dont il aura été convenu par les Parties ‑ pourra être retenue :]*Le Consultant ne pourra utiliser ces *[insérer la disposition applicable : documents et/ou logiciel]* à des fins sans rapport avec le Contrat, sans autorisation préalable écrite du Client.*[OU]*Le Client ne pourra utiliser ces *[insérer la disposition applicable : documents et/ou logiciel]* à des fins sans rapport avec le Contrat sans autorisation préalable écrite du Consultant.*[OU]*Aucune Partie ne pourra utiliser ces *[insérer la disposition applicable : documents et/ou logiciel]* à des fins sans rapport avec le Contrat sans autorisation préalable écrite de l’autre Partie. |
| **35.1 (a) à (f) :Assistance et exonérations** | *[****Note*** *: Indiquer toute modification ou addition à l'Article 35.1. S’il n’y a aucun changement, supprimer le présent Article 35.1 des CPC.]* |
| **35.1 (g) :** | *[****Note*** *: Indiquer toute autre assistance à fournir par le Client. S’il n’y a aucune addition, supprimer le présent Article 35.1(g) des CPC.]* |
| **41 :Montant plafond (temps passé) et prix du Contrat (forfait)** | **Le Contrat est : *[à prix global et forfaitaire OU à prix unitaires (temps passé)]****[Si le Contrat est divisé en plusieurs composantes, il est possible de spécifier un type de contrat différent pour chaque composante.]**[Dans les contrats rémunérés au temps passé, le Consultant fournit les services au temps passé en se conformant à des normes de qualité, et la rémunération du Consultant est déterminée sur la base du temps consacré aux Services et (i) sur la base de prix unitaires préalablement convenus pour les Personnels du Consultant multipliés par la durée consacrée par lesdits Personnels aux Services et (ii) et les dépenses encourues, sur la base d’un montant forfaitaire unitaire convenu ou bien au réel. Un contrat rémunéré au temps passé doit être suivi et administré de près par le Client, qui s’assurera ainsi du bon déroulement des Services au jour le jour.**Dans les Contrats à rémunération forfaitaire, les paiements sont liés aux résultats fournis, qu’il s’agisse de rapports, de plans, de devis quantitatifs, de documents d’appel d’offres ou de programmes logiciels. Un contrat à rémunération forfaitaire est plus facile à administrer, parce qu’il se déroule sur le principe d’un prix fixé pour une prestation bien définie, les paiements venant à échéance sur la base de résultats spécifiés. Néanmoins, le Client doit impérativement contrôler la qualité des produits fournis par le Consultant.]***Le prix du Contrat (forfait) ou le plafond (temps passé) est de : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** *[insérer le montant et la monnaie pour chacune des monnaies]* **taxes indirectes locales** *[indiquer* ***incluses*** *ou* ***exclues****]*.*[En cas de tranche conditionnelle, indiquer séparément le montant de la tranche ferme et celui de la tranche conditionnelle.]***Le montant des taxes et impôts indirects locaux dus au titre du Contrat pour les Services fournis par le Consultant seront** : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer le montant résultant des négociations avec le Consultant sur la base de l’estimation fournie par le Consultant dans le Formulaire FIN‑2 de sa Proposition financière]*. |
| **41.3 Sommes provisionnelles** | **Le Contrat prévoit la possibilité d’utiliser une/des sommes provisionnelles, telles que spécifiées à l’Annexe C.** *[Supprimer le cas échéant. Si applicable, spécifier ci-dessous, pour chaque somme provisionnelle :** *La destination*
* *Le(s) critère(s) d’éligibilité pour l’utilisation de la somme provisionnelle par le Consultant*
* *Le montant maximal pouvant être utilisé*
* *La modalité de rémunération de la somme provisionnelle, en faisant le lien avec les conditions contractuelles prévues à l’Article 42 des CGC.]*
 |
| **42.1 :Rémunération et autres dépenses (contrat au temps passé uniquement)** | Un jour travaillé (facturable) ne pourra pas être inférieur à huit (8) heures travaillées (facturables).En cas de prix unitaire mensuel et d'intervention du Personnel sur une durée inférieure à un mois, le montant dû au Consultant sera calculé sur la base du prix unitaire mensuel multiplié par le nombre total de jours travaillés au cours du mois (excluant les week-ends et les jours fériés), et divisé par vingt-deux (22). La rémunération pour le mois complet ne peut dépasser le prix unitaire mensuel.Les dépenses suivantes seront remboursées au coût réel sur justificatifs : *[insérer la liste des dépenses payées au réel sur justificatifs en conformité avec le formulaire FIN-4 de la Proposition financière du Consultant ; supprimer si chaque dépense est payée sur la base d’un* *montant forfaitaire]*Les lignes budgétaires des Autres dépenses ***[sont / ne sont pas]*** fongibles. *[choisir « sont fongibles » par simplicité de gestion.]* Le total des Autres dépenses réglées au Consultant ne pourra dépasser le montant total des Autres dépenses indiqué au formulaire FIN-4. |
| **42.3 :** | **Les prix de la rémunération** *[insérer* "**seront**" *ou* "**ne seront pas**"*]* **révisés**.*[****Note*** *: Si la durée du Contrat est inférieure à 12 mois, les prix ne doivent pas nécessairement être révisés. A remplir ici en cohérence avec la Section II –Article IC 16.2 des Données particulières,.**Il sera nécessaire d’inclure ici des dispositions de révision des prix si la durée de contrat est supérieure à 12 mois. Cet ajustement devra être réalisé tous les douze mois à compter de la date de signature du contrat pour les rémunérations en Monnaie étrangère et pour les rémunérations en Monnaie nationale ‑ à moins que le taux d’inflation ne soit très élevé, auquel cas il sera nécessaire de prévoir des ajustements plus fréquents. Les rémunérations en Monnaie étrangère seront ajustées au moyen de l’indice pertinent des salaires dans le pays où le consultant encourt les dépenses (souvent, celui de la Monnaie étrangère ; sinon corriger l’indice pertinent par le taux de change sur la même période entre la monnaie du pays où le consultant encourt les dépenses et la Monnaie étrangère) ; les rémunérations en Monnaie nationale seront ajustées au moyen de l’indice correspondant pour le pays du Client. Un exemple de rédaction est présenté ci-après à titre indicatif :]*Les paiements des rémunérations effectués en Monnaie *[étrangère et/ou nationale]* seront ajustés de la manière indiquée ci-après :1. La rémunération payée en Monnaie étrangère aux taux indiqués à **l’Annexe C** sera ajustée tous les douze mois (le premier ajustement s’appliquant à la rémunération du treizième mois de l’année civile suivant la date de signature du Contrat) par la formule ci-après :

*[choisir cette formule :*$$R\_{f}=R\_{fo} × \frac{I\_{f}}{I\_{fo}} $$*ou celle-ci :]*$$ R\_{f}=R\_{fo}×\left[0.1+0.9\frac{I\_{f}}{I\_{fo}}\right]$$Où :* $R\_{f}$ est la rémunération ajustée,
* $R\_{fo}$est la rémunération payable sur la base des taux indiqués à **l’Annexe C** pour la rémunération payable en Monnaie étrangère,
* $I\_{f}$ est la valeur de l’indice officiel des salaires *[préciser ici le nom, la source et toute information nécessaire pour l’identification de l’indice sur la base des données du Formulaire de Soumission de la Proposition financière]* pour le mois considéré, et
* $I\_{fo}$ la valeur du même indice pour le mois de la remise de la Proposition.

Dans les cas où la monnaie de l’indice officiel des salaires spécifié ci-dessus n’est pas la monnaie de paiement applicable, chaque valeur d’indice sera convertie dans la devise de paiement applicable sur la base du cours de vente de la monnaie de l’indice dans la monnaie de paiement applicable, établi par la banque centrale du Pays, à la date susmentionnée à laquelle l’indice doit être applicable. 1. La rémunération payée en Monnaie nationale aux taux indiqués à **l’Annexe C** sera ajustée tous les *[insérer nombre]* mois, à compter du *[insérer nombre ordinal]* mois calendaire qui suit la date de signature du Contrat, par la formule ci‑après :

*[choisir cette formule :*$$R\_{l}=R\_{lo} × \frac{I\_{l}}{I\_{lo}} $$*ou celle-ci :]*$$R\_{l}=R\_{lo}×\left[0.1+0.9\frac{I\_{l}}{I\_{lo}}\right]$$Où :* $R\_{l}$ est la rémunération ajustée,
* $R\_{lo}$ la rémunération payable sur la base des taux indiqués à **l’Annexe C** pour la rémunération payable en Monnaie nationale,
* $I\_{l}$ est l’indice officiel des salaires dans le pays du Client pour le premier mois de la période pour laquelle l’ajustement est censé être effectué, et
* $I\_{lo}$ l’indice officiel des salaires dans le pays du Client pour le mois de la date du Contrat.

Le Client indiquera le nom, la source et toute information nécessaire pour l’identification de l’indice officiel des salaires $I\_{l}$ et $I\_{lo}$dans la formule ci-avant : *[Insérer nom, la source et toute information nécessaire pour l’identification de l’indice officiel des salaires].* |
| **43.1 & 43.2 :Impôts et taxes** | Le paiement des impôts, taxes et droits applicables au Contrat est spécifié dans le tableau ci‑dessous.*[sélectionner les options applicables. Ce tableau et les caractéristiques des éventuelles exonérations obtenues doivent être préparés en cohérence avec l'Article 16.3 des IC]*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Impôts, taxes et droits applicables** | **Taux (pourcentage)** | **Modalités de paiement** |
| a) Exonération du paiement | b) Paiement par le Consultant | c) Paiement direct par le Client pour le compte du Consultant |
| **PARTIE 1 : Taxes locales applicables au Contrat.***[NB : les cases grisées et indiquant ‘N/A’ ne peuvent pas être utilisées. Il faut utiliser impérativement une des autres cases de chaque ligne.]* |
| **Taxes sur la valeur ajoutée (TVA) ou équivalent dans le pays du Client**  |
| Factures du Consultant/membre du Groupement basé dans le pays du Client | … % | *[oui/non]* | *[oui/non]* | N/A |
| Factures du Consultant/membre du Groupement basé hors du pays du Client | …% | *[oui/non]* | N/A | *[oui/non]* |
| **Retenue à la source dans le pays du Client sur les factures du Consultant basé hors du pays du Client** |
| Factures du Consultant/membre du Groupement basé hors du pays du Client | … % | *[oui/non]* | N/A | *[oui/non]* |
| **Droits d'enregistrement du Contrat(1) dans le pays du Client** |
| Droits d’enregistrement du Contrat | … % | *[oui/non]* | *[oui/non]* | *[oui/non]* |
| **Droits de douane dans le pays du Client** |
| Droits de douane relatifs aux équipements, matériaux et fournitures importés et payés dans le cadre de l’exécution des Services, et considérés comme étant la propriété du Client | (2) | *[oui/non]* | *[oui/non]* | *[oui/non]* |
| **PARTIE 2 : Autres impôts, taxes et droits applicables** |
| Tous autres impôts, taxes et droits applicables*[Détailler le cas échéant]* | … %  | *[oui/non]* | *[oui/non]* | *[oui/non]* |

En cas de paiement direct d’un ou plusieurs impôts, taxes et droits par le Client pour le compte du Consultant, conformément au tableau ci-dessus, le Client fournira au Consultant une attestation de paiement, ou tout justificatif équivalent, pour chaque paiement, dans les trente (30) Jours suivant la demande écrite du Consultant.En cas d’exonération applicable au Contrat :1. Le Client fournira au Consultant une attestation d’exonération, ou tout justificatif équivalent, dans les trente (30) Jours suivant la signature du Contrat.
2. Cette exonération s’applique également :
* *[cocher les cases qui s’appliquent, le cas échéant]*Aux factures du Sous-traitant basé dans le pays du Client ;
* Aux factures du Sous-traitant basé hors du pays du Client ;
* Aux équipements, matériaux et fournitures apportés dans le pays du Client par le Consultant ou ses Sous-traitants dans le cadre de l’exécution des Services et qui, importés, seront par la suite réexportés par le Consultant ;
* Aux biens importés dans le pays du Client par le Consultant, ses Sous-traitants, leur Personnel et leurs familles (à l’exception des ressortissants ou des résidents permanents du pays du Client) pour leur usage personnel, et qui en seront par la suite réexportés lorsque ceux-ci quitteront le pays du Client, à condition que :
1. Le Consultant, ses Sous-traitants et leur Personnel respectent les procédures douanières en vigueur pour l’importation des biens dans le pays du Client ; et
2. Si le Consultant, ses Sous-traitants, et leur Personnel ne réexportent pas ces biens importés en franchise de droits et taxes mais en disposent dans le pays du Client, (i) ils s'acquitteront de ces droits et taxes conformément à la réglementation du pays du Client, ou (ii) ils rembourseront au Client ces taxes et droits si ce dernier les avait payés au moment de l’introduction de ces biens dans le pays du Client.

 (1) Ajouter ici une ligne, s’il existe d'autres droits similaires tels qu’une redevance sur les marchés publics, ou équivalent.(2) Le Consultant se référera aux taux en vigueur dans le pays du Client par catégorie d’équipements, matériaux et fournitures. |
| **45.1(a) :Modalités de facturation et de paiement - *Avance*** | *[****Note*** *: Le versement de l’avance constitue une facilité de trésorerie facultative et ne constitue pas un paiement au titre des livrables. Il peut être effectué en Monnaie étrangère, en Monnaie nationale ou encore en une combinaison de ces monnaies ; retenir l’option applicable dans l'Article ci-dessous. La garantie de remboursement de l’avance doit être dans la(les) même(s) monnaie(s).]*Le versement de l’avance et la garantie de paiement de l’avance seront régis par les dispositions suivantes :1. Une avance de *[insérer pourcentage, généralement 20%]* du prix du Contrat ou du plafond respectivement en Monnaie étrangère et en Monnaie nationale sera versée dans les *[insérer le nombre]* Jours qui suivront la présentation par le Consultant de la garantie bancaire correspondante.
2. La garantie bancaire de remboursement de l’avance sera émise pour un (ou des) montant(s) égal(aux) et dans la(les même(s) monnaie(s) que l’avance. La garantie bancaire ne fera l’objet d'une mainlevée que lorsque l’avance aura été entièrement remboursée.
3. Remboursement de l’avance :
4. Pour un Contrat au temps passé : l’avance sera remboursée au Client en appliquant une déduction au taux de remboursement de *[insérer le double du pourcentage de l’avance, généralement 40%]* sur chaque décompte jusqu'à remboursement total de l’avance.
5. Pour un Contrat forfaitaire : l’avance sera remboursée *[insérer* "intégralement en déduction du premier paiement" *ou* "par déduction de la moitié du montant de l’avance sur chacun des deux premiers paiements" *ou spécifier la modalité de remboursement].*

*[En cas de tranche conditionnelle, préciser si le montant de l'avance inclut ou non la tranche conditionnelle. Si non, préciser si une avance est prévue ou non pour la tranche conditionnelle.]* |
| **45.1(b) :Modalités de facturation et de paiement – *Décomptes (prix unitaire‑temps passé)*** | ***[Note*** *: Supprimer le présent Article si le Consultant doit présenter un décompte mensuel. Sinon, le texte ci-après doit être utilisé pour définir la périodicité :]*Le Consultant présentera au Client un décompte détaillé tous les *[insérer par exemple* "trimestres"*,* "semestres"*, etc.]*.*[En cas de tranche conditionnelle, spécifier les modalités de paiement si différentes de la tranche ferme.]* |
| **45.1(c) :Modalités de facturation et de paiement – *Paiements forfaitaires progressifs*** | **Calendrier des paiements :***[****Note*** *: à compléter lors de la mise au point du contrat ; les paiements progressifs devront être liés aux livrables définis dans* ***l’Annexe A*** *– Termes de référence et aux montants prévus à payer pour ces livrables tels qu’indiqués dans l’Annexe C. A ce titre, le versement et le remboursement de l’éventuelle avance ne doivent pas figurer dans les paiements. Ceci est traité à l'Article 45.1 (a) ci-dessus]*1er paiement : *[insérer le montant du paiement, le pourcentage du prix du Contrat et la monnaie]*2ème paiement : Etc. : Paiement final : *[Vérifier que le montant total des paiements progressifs est égal au prix du Contrat indiqué à l'Article 41 des CPC.]**[En cas de tranche conditionnelle, spécifier le calendrier de paiement pour la tranche conditionnelle.]* |
| **45.1(e) :** | **Les intitulés de compte sont :**Pour les paiements en Monnaie étrangère : *[insérer le compte].*Pour les paiements en Monnaie nationale : *[insérer le compte].* |
| **46.1 :Intérêts moratoires** | **Le taux d’intérêt annuel est :** *[insérer le taux, par exemple EURIBOR + 200 pb pour les paiements en EUR]*. |
| **46.2 :Pénalités** | **Une pénalité de** : *[insérer un montant, par exemple 200 Euros]* **par Jour de retard du livrable attendu sera appliquée.***[insérer d’autres Pénalités le cas échéant]* |
| **49.1 Médiation** | *[****Note*** *: Des services de médiation sont notamment proposés par : la Chambre de commerce internationale (CCI)* [www.iccwbo.org](http://www.iccwbo.org) *ou le Centre pour le Règlement Efficace des Différends (CRED)* [www.cedr.com](http://www.cedr.com) *ou l'Institut international de Médiation (IIM),* <http://www.imimediation.org/about-imi> *ou la Fédération Internationale des Ingénieurs-Conseils (FIDIC)* [www.fidic.org](http://www.fidic.org) *]*Le médiateur est nommé par *[insérer le service de médiation*] et cette décision de nomination a force obligatoire pour les Parties.Les frais de la médiation et les services du médiateur sont assumés à parts égales par les Parties. |
| **50.1 :Procédure d’arbitrage** | *[****Note*** *: L’AFD requiert que les Contrats qu’elle finance contiennent un choix sur la loi et les dispositions de procédure d’arbitrage. L’AFD considère que l’arbitrage international tel que proposé ci-dessous présente des avantages considérables pour les Parties par rapport à d’autres modalités ; pour cette raison, l’AFD recommande fortement son utilisation.]***Les différends seront soumis à arbitrage conformément aux dispositions suivantes :**1. Choix de l’arbitre : les différends soumis à arbitrage par une Partie seront réglés par un arbitre unique, conformément aux dispositions suivantes :

Les deux Parties peuvent s’entendre pour désigner un arbitre unique ou, à défaut d’accord sur le choix de cet arbitre unique dans les trente (30) Jours suivant réception par l’autre Partie d’une proposition de nomination effectuée par la Partie qui a engagé la procédure, chacune des Parties pourra demander à la Fédération internationale des ingénieurs-conseils (FIDIC) de Lausanne, Suisse, une liste d’au moins cinq noms. Chacune des Parties supprimera à son tour un nom de cette liste et le dernier nom subsistant sur la liste sera celui de l’arbitre unique chargé du règlement du différend. Si la sélection finale de l’arbitre n’a pas été faite dans les soixante (60) Jours suivant la réception de cette liste, le FIDIC nommera sur demande de l’une ou l’autre des Parties, et à partir de cette même liste ou bien d’une autre, l’arbitre unique chargé du règlement du différend.1. Règles de procédure : en l’absence de dispositions contraires, l’arbitrage se déroulera conformément aux règles de procédure d’arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) en vigueur à la date du Contrat.
2. Nationalité et qualifications de l’arbitre : l'arbitre unique désigné sera un expert de renom international légal ou technique particulièrement compétent dans le domaine du différend en question ; il ne sera pas ressortissant du pays d’origine du Consultant (ou du pays d’origine de l’un quelconque des membres en cas de Groupement) ni du Client. Aux fins du présent Article, "pays d’origine" aura la signification suivante :
3. La nationalité du Consultant ou, si le Consultant est constitué en Groupement, d’un des membres ; ou
4. Le pays dans lequel le Consultant (ou l’un quelconque des membres du Groupement) a son établissement principal ; ou
5. Le pays dont sont ressortissants la majorité des actionnaires du Consultant (ou l’un des membres du Groupement) ; ou
6. Le pays dont le Sous-Traitant concerné est ressortissant, lorsque le différend concerne une sous-traitance.
7. Dispositions diverses : dans le cas d’une procédure d’arbitrage réglée par les dispositions du présent Article :
8. A moins qu’il n’en ait été convenu autrement, la procédure se déroulera à *[choisir un pays autre que celui du Consultant ou du Client]* ;
9. Le *[insérer la langue retenue]* sera la langue officielle à toutes fins utiles ; et
10. La décision de l’arbitre unique sera définitive, obligatoire, exécutoire devant les tribunaux compétents. Les Parties excluent par le présent Article toute objection ou toute réclamation fondée sur une immunité relative à l’exécution du jugement.
 |

IV ‑ ANNEXES

ANNEXE A – Termes de référence

*[La présente Annexe doit comprendre les Termes de référence (sur la base du texte de la Section VII de la DDP) finalisés par le Client et le Consultant lors des négociations ; les délais de réalisation des différentes tâches ; le lieu de réalisation des différentes activités ; les obligations de rapport détaillées ; les contributions du Client, y compris le personnel de contrepartie que le Client devra affecter pour travailler avec l’équipe du Consultant ; les tâches spécifiques qui doivent être préalablement approuvées par le Client.*

*Pour les contrats au temps passé, préciser : les horaires de travail pour le Personnel-clé ; les temps de trajet à destination et en provenance du pays du Client ; le cas échéant, les droits à congés payés ; les jours fériés dans le pays du Client qui peuvent affecter l’activité du Consultant ; etc.]*

ANNEXE B – Proposition technique du Consultant incluant sa méthodologie et le Personnel‑clé

*[Insérer la Proposition technique du Consultant, finalisée lors des négociations du Contrat. Joindre les CV (mis à jour et signés par le Personnel concerné) établissant que les Personnels-clé ont les qualifications requises.]*

ANNEXE C – Prix du Contrat

*[Insérer les tableaux du ou des prix du Contrat. Les tableaux seront basés sur les Formulaires FIN‑2, FIN‑3, et FIN‑4 de la Proposition financière du Consultant et refléteront toute modification convenue lors des négociations du contrat, le cas échéant.*

*Pour les Contrats au temps passé, les dépenses remboursables seront remboursées à leur coût réel, sauf disposition contraire explicite figurant dans la présente annexe ; dans tous les cas le montant remboursé ne sera pas supérieur au montant indiqué dans le Contrat.]*

ANNEXE D – Formulaire de Garantie de Remboursement de l'Avance

*[cf. Articles 45.1(a) des CGC et 45.1(a) des CPC]*

**Garantie bancaire de remboursement de l’avance**

 *[nom et adresse de la banque d'émission]*

**Bénéficiaire** :  *[nom et adresse du Client]*

**Date** *:*

**Garantie de restitution d'avance No.** :

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom du Consultant ou du Groupement identique au nom du signataire du Contrat]* (ci-après dénommé le "**Consultant**") a conclu avec vous le Contrat No. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom du Contrat et description des Services]* (ci-après dénommé le "**Contrat**").

De plus, nous comprenons qu’en vertu des conditions du Contrat, une avance au montant de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en chiffres]* (\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_) *[insérer la somme en lettres]* est versée contre une garantie de restitution d’avance.

A la demande du Consultant, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de la banque]* nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en chiffres]* (\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_) *[insérer la somme en lettres][[61]](#footnote-62)*. Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le Consultant ne se conforme pas aux conditions du Contrat parce qu’il a utilisé l’avance à d’autres fins que la fourniture des Services du Contrat.

Toute demande et paiement au titre de la présente garantie est conditionnelle à la réception par le Consultant de l’avance mentionnée plus haut dans son compte portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom et adresse de la banque]*.

Le montant plafond de la présente garantie sera progressivement réduit par déduction des montants remboursés par le Consultant comme indiqué sur les décomptes certifiés par le Client qui nous seront présentés. La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : sur réception des décomptes certifiés par le Client indiquant que le Consultant a remboursé la totalité de l’avance mentionnée plus haut , ou le \_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_[[62]](#footnote-63). Toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), édition révisée de 2010, Publication CCI No. 758.

*[Signature]*

*[****Note*** *: Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter sa préparation]*

1. Ou tout autre ministère français chargé d'élaborer le classement du niveau de sécurité des pays étrangers, le cas échéant. [↑](#footnote-ref-2)
2. En cas de co-financement ou de financement délégué (ex. fonds de l’UE), indiquer le nom du ou des co-financier(s)/délégant ici et insérer le logo du/des co-financier(s)/délégant avec celui de l’AFD et du Client. Vérifier dans ce cas s’il y a des obligations de publication particulières requises par le ou les co-financiers/délégant, en plus de celles de l’AFD et les mettre en œuvre. [↑](#footnote-ref-3)
3. Ou tout autre ministère français chargé d'élaborer le classement du niveau de sécurité des pays étrangers, le cas échéant. [↑](#footnote-ref-4)
4. En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l’offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, le consultant ou le candidat joindra à celle-ci le pouvoir confié par le soumissionnaire, le consultant ou le candidat. [↑](#footnote-ref-5)
5. Pour le cas d'un marché déjà signé à refinancer. [↑](#footnote-ref-6)
6. Dirigeants (incluant notamment toute personne membre de l’organe d’administration, de direction ou de surveillance ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle), employés ou agents (qu’ils soient déclarés ou non). [↑](#footnote-ref-7)
7. Dont notamment les Convention Judiciaire d’Intérêt Public (CJIP), décision faisant suite à une Comparution sur Reconnaissance Préalable de Culpabilité (CRPC), accord de résolution négociée ou toute autre forme similaire de transaction mettant un terme aux poursuites. [↑](#footnote-ref-8)
8. Banque Mondiale, Banque Interaméricaine de Développement, Banque Africaine de Développement, Banque Asiatique de Développement et Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement. [↑](#footnote-ref-9)
9. A titre informatif, cette politique est accessible via le lien suivant : https://www.afd.fr/fr/lutte-contre-la-corruption [↑](#footnote-ref-10)
10. En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l’offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, du consultant ou du candidat joindra à celle-ci le pouvoir qui lui est confié par ledit soumissionnaire, consultant ou candidat. [↑](#footnote-ref-11)
11. Fournir la liste des livrables en indiquant le détail des activités y conduisant, ainsi que les autres actions, tels que les approbations à obtenir du Client. Pour les missions comportant des étapes successives, indiquer les activités, la fourniture de rapports et les actions requises pour chacune des étapes, séparément. [↑](#footnote-ref-12)
12. La durée des activités sera indiquée sous la forme d’un diagramme à barres. [↑](#footnote-ref-13)
13. Insérer une légende, si nécessaire à la compréhension du diagramme. [↑](#footnote-ref-14)
14. "Siège" se réfère au travail effectué au bureau dans le pays de résidence de l’expert. [↑](#footnote-ref-15)
15. "Terrain" se réfère au travail effectué dans le pays du Client ou un autre pays différent du pays de résidence de l’expert. [↑](#footnote-ref-16)
16. Pour les Personnels-clés, la contribution doit être indiquée pour chacun des postes tels qu’identifiés dans l’Article IC 21.1 des Données particulières. [↑](#footnote-ref-17)
17. Ou par trimetre, semestre, … selon la durée du projet [↑](#footnote-ref-18)
18. "Siège" se réfère au travail effectué au bureau dans le pays de résidence de l’expert. [↑](#footnote-ref-19)
19. "Terrain" se réfère au travail effectué dans le pays du Client ou un autre pays différent du pays de résidence de l’expert. [↑](#footnote-ref-20)
20. Pour les Personnels-clés, la contribution doit être indiquée pour chacun des postes tels qu’identifiés dans l’Article IC 21.1 des Données particulières. [↑](#footnote-ref-21)
21. Les impôts, taxes et droits à exclure de la proposition financière et à présenter séparément sont les Taxes locales applicables au Contrat précisées à l'Article IC 16.3 des Données particulières. Tous autres impôts, taxes et droits applicables, dans le pays du Client et hors du pays du Client, sont à inclure dans ce Prix sans les présenter séparément. [↑](#footnote-ref-22)
22. Les sommes provisionnelles, à exclure de la proposition financière et à présenter séparément sont précisées à l’Article IC 25.2 des Données particulières. [↑](#footnote-ref-23)
23. Les prix comprennent toutes les activités et mesures définies au titre des termes de référence sûreté et correspondent aux coûts additionnels par rapport à une situation sans risque sécuritaire. Une décomposition du prix relatif aux mesures de sûreté sera incluse en FIN-5. Cette ligne est à supprimer en l’absence de termes de référence sûreté dans la DDP. [↑](#footnote-ref-24)
24. Les impôts, taxes et droits à exclure de la proposition financière et à présenter ici séparément sont les Taxes locales applicables au Contrat précisées à l'Article IC 16.3 des Données particulières. Ce formulaire doit être rempli en cohérence avec l'Article IC 16.3 des Données particulières. [↑](#footnote-ref-25)
25. Insérer ici le montant (M) à ajouter au Prix total hors taxes hors sommes provisionnelles de la Proposition financière (P) indiqué ci-dessus, de manière à ce qu’une fois la Retenue à la source (pourcentage RS%, par ex. 15%) prélevée sur le montant hors TVA du contrat (MHT = P+M), le Consultant soit bien payé du montant du Prix total hors taxes hors sommes provisionnelles de la Proposition financière (P). Normalement, M=P\*(RS%/(1-RS%)), par ex. M=P\*(0.15/(1-0.15)). [↑](#footnote-ref-26)
26. Ajouter ici une ligne, s’il existe d'autres droits similaires tels qu’une redevance sur les marchés publics, ou équivalent. [↑](#footnote-ref-27)
27. Les impôts, taxes et droits à exclure de la proposition financière et à présenter séparément sont les Taxes locales applicables au Contrat précisées à l'Article IC 16.3 des Données particulières. Tous autres impôts, taxes et droits applicables, dans le pays du Client et hors du pays du Client, sont à inclure dans ce Prix sans les présenter séparément [↑](#footnote-ref-28)
28. Les sommes provisionnelles à exclure de la proposition financière et à présenter séparément sont précisées à l’Article IC 25.2 des Données particulières. [↑](#footnote-ref-29)
29. Les prix comprennent toutes les activités et mesures définies au titre des termes de référence sûreté et correspondent aux coûts additionnels par rapport à une situation sans risque sécuritaire. Une décomposition du prix relatif aux mesures de sûreté sera incluse en FIN-5. Cette ligne est à supprimer en l’absence de termes de référence sûreté dans la DDP.

. [↑](#footnote-ref-30)
30. Les impôts, taxes et droits à exclure de la proposition financière et à présenter séparément sont les taxes locales applicables au Contrat précisées à l'Article IC 16.3 des Données particulières. Ce formulaire doit être rempli en cohérence avec l'Article IC 16.3 des Données particulières. [↑](#footnote-ref-31)
31. Insérer ici le montant (M) à ajouter au Prix total hors taxes hors sommes provisionnelles de la Proposition financière (P) indiqué ci-dessus, de manière à ce qu’une fois la Retenue à la source (pourcentage RS%, par ex. 15%) prélevée sur le montant hors TVA du contrat (MHT = P+M), le Consultant soit bien payé du montant du Prix total hors taxes hors sommes provisionnelles de la Proposition financière (P). Normalement, M=P\*(RS%/(1-RS%)), par ex. M=P\*(0.15/(1-0.15)). [↑](#footnote-ref-32)
32. Ajouter ici une ligne, s’il existe d'autres droits similaires tels qu’une redevance sur les marchés publics, ou équivalent. [↑](#footnote-ref-33)
33. Supprimer tout élément non pertinent pour les Services. [↑](#footnote-ref-34)
34. Remplacer "montant forfaitaire" par "montant réel" le cas échéant. [↑](#footnote-ref-35)
35. A compléter uniquement pour un contrat au temps passé ou un contrat forfaitaire pour lequel tout ou partie des autres dépenses est payé au montant réel. Préciser le type de justificatif attendu (exemples à titre indicatif : facture, justificatif de transport (carte d’embarquement, billet de train…), feuille de temps…) en fonction de la nature de la dépense. Colonne à Supprimer pour un contrat forfaitaire  [↑](#footnote-ref-36)
36. Un per diem est payé pour chaque nuit passée par le personnel hors de son lieu habituel de résidence et requise par le Contrat. Il comprendra les repas, l’hébergement, les transports locaux et les autres frais de mission. Le Client peut fixer un plafond pour le coût unitaire. [↑](#footnote-ref-37)
37. Utiliser les moyens de transport les mieux appropriés, notamment d’un point de vue environnemental, et l’itinéraire le plus direct aller-retour [↑](#footnote-ref-38)
38. Désigne toute personne, toute entreprise, toute société, tout gouvernement, tout État ou tout démembrement d’un État, ainsi que toute association ou groupement de plusieurs de ces personnes, ayant ou non la personnalité morale. [↑](#footnote-ref-39)
39. Désigne toute personne physique ou morale, ainsi que toute association ou groupement de plusieurs de ces Personnes. [↑](#footnote-ref-40)
40. Désigne toute personne physique membre de l’organe d’administration, de direction, ou de surveillance d’une personne morale, ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle sur une personne morale. [↑](#footnote-ref-41)
41. Dont notamment les Convention Judiciaire d’Intérêt Public (CJIP), décision faisant suite à une Comparution sur Reconnaissance Préalable de Culpabilité (CRPC), accord de résolution négociée ou toute autre forme similaire de transaction mettant un terme aux poursuites. [↑](#footnote-ref-42)
42. Telles que définies à la Section VI – Règles en matière de Pratiques Prohibées – responsabilité environnementale et sociale [↑](#footnote-ref-43)
43. Désigne toute personne, toute entreprise, toute société, tout gouvernement, tout État ou tout démembrement d’un État, ainsi que toute association ou groupement de plusieurs de ces personnes, ayant ou non la personnalité morale. [↑](#footnote-ref-44)
44. Désigne toute Personne physique autre qu'un Agent Public. [↑](#footnote-ref-45)
45. A titre informatif, cette politique est accessible via le lien suivant : <https://www.afd.fr/fr/lutte-contre-la-corruption> [↑](#footnote-ref-46)
46. A titre informatif, ces Directives sont accessibles via le lien suivant : <https://www.afd.fr/fr/appels-offres-et-passations-de-marches> [↑](#footnote-ref-47)
47. Désigne toute personne physique ou morale, ainsi que toute association ou groupement de plusieurs de ces Personnes [↑](#footnote-ref-48)
48. Désigne toute personne physique membre de l’organe d’administration, de direction, ou de surveillance d’une personne morale, ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle sur une personne morale. [↑](#footnote-ref-49)
49. Ou tout autre ministère français chargé d'élaborer le classement du niveau de sécurité des pays étrangers, le cas échéant. [↑](#footnote-ref-50)
50. Désigne toute personne, toute entreprise, toute société, tout gouvernement, tout État ou tout démembrement d’un État, ainsi que toute association ou groupement de plusieurs de ces personnes, ayant ou non la personnalité morale. [↑](#footnote-ref-51)
51. Désigne toute Personne physique autre qu'un Agent Public. [↑](#footnote-ref-52)
52. A titre informatif, cette politique est accessible via le lien suivant : <https://www.afd.fr/fr/lutte-contre-la-corruption> [↑](#footnote-ref-53)
53. A titre informatif, ces Directives sont accessibles via le lien suivant : https://www.afd.fr/fr/appels-offres-et-passations-de-marches [↑](#footnote-ref-54)
54. Désigne toute personne physique ou morale, ainsi que toute association ou groupement de plusieurs de ces Personnes [↑](#footnote-ref-55)
55. Désigne toute personne physique membre de l’organe d’administration, de direction, ou de surveillance d’une personne morale, ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle sur une personne morale. [↑](#footnote-ref-56)
56. Désigne toute personne, toute entreprise, toute société, tout gouvernement, tout État ou tout démembrement d’un État, ainsi que toute association ou groupement de plusieurs de ces personnes, ayant ou non la personnalité morale. [↑](#footnote-ref-57)
57. Désigne toute personne physique ou morale, ainsi que toute association ou groupement de plusieurs de ces Personnes. [↑](#footnote-ref-58)
58. Désigne toute personne physique membre de l’organe d’administration, de direction, ou de surveillance d’une personne morale, ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle sur une personne morale. [↑](#footnote-ref-59)
59. Dont notamment les Convention Judiciaire d’Intérêt Public (CJIP), décision faisant suite à une Comparution sur Reconnaissance Préalable de Culpabilité (CRPC), accord de résolution négociée ou toute autre forme similaire de transaction mettant un terme aux poursuites. [↑](#footnote-ref-60)
60. Telles que définies à la Section VI – Règles en matière de Pratiques Prohibées – responsabilité environnementale et sociale [↑](#footnote-ref-61)
61. Le Garant doit insérer un montant représentant l’avance mentionnée au Contrat soit dans la (ou les) devise(s) mentionnée(s) au Contrat, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Client. [↑](#footnote-ref-62)
62. Insérer la date prévue pour l’achèvement du contrat. Le Client doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Contrat, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Client peut ajouter ce qui suit à la fin de l’avant-dernier paragraphe : "Sur demande écrite du Client formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois." [↑](#footnote-ref-63)